

**RAPPORT
DE LA
COMMISSION DES NATIONS UNIES
POUR LE
DROIT COMMERCIAL INTERNATIONAL
sur les travaux de sa dix-neuvième session**

23 juin-11 juillet 1986

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE ET UNIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 17 (A/41/17)



NATIONS UNIES

**RAPPORT
DE LA
COMMISSION DES NATIONS UNIES
POUR LE
DROIT COMMERCIAL INTERNATIONAL
sur les travaux de sa dix-neuvième session**

23 juin-11 juillet 1986

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE ET UNIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 17 (A/41/17)



NATIONS UNIES

New York, 1986

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	1 - 2	1
I. ORGANISATION DE LA SESSION	3 - 10	1
A. Ouverture de la session	3	1
B. Composition et participation	4 - 7	1
C. Election du bureau	8	2
D. Ordre du jour	9	2
E. Adoption du rapport	10	3
II. PAIEMENTS INTERNATIONAUX	11 - 231	3
A. Projet de convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux	11 - 224	3
1. Examen des décisions du Groupe de travail des effets négociables internationaux sur les questions identifiées antérieurement comme les plus controversées	15 - 70	4
Endossements contrefaits (art. 23)	15 - 21	4
Endossement fait par un représentant sans pouvoir (art. 23 <u>bis</u>)	22 - 25	5
Définition du porteur protégé (par. 7 de l'article 4)	26 - 28	6
Exceptions et droits pouvant être opposés au porteur (art. 25)	29 - 42	7
Exceptions et droits pouvant être opposés au porteur protégé (art. 26)	43 - 49	10
Renvoi à l'article 25 dans l'article 4, paragraphe 7, alinéa a)	50 - 57	11
Règle dite "de protection" (art. 27)	58 - 59	12
Présomption du statut de porteur protégé (art. 28)	60 - 61	13

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
Responsabilité du cédant par endossement ou par simple remise (art. 41)	62	13
Article 5 (et ses rapports avec les autres articles)	63 - 70	13
2. Examen des autres questions et projets d'articles étudiés par le Groupe de travail	71 - 173	15
Article premier	71 - 83	15
Questions concernant l'article 2	84 - 91	16
Interprétation de la Convention (art. 3) ...	92	18
Définition du terme "signature" (art. 4 (par. 10) et X)	93 - 102	18
Articles 4, paragraphe 11, et 71, paragraphe 1 <u>bis</u>	103 - 110	20
Article 6, alinéas b) et c)	111 - 113	22
Effets à taux d'intérêt flottants (art. 7) .	114 - 136	22
Questions relatives à l'article 8 2)	137	26
Effets incomplets (art. 11)	138 - 139	27
Clauses interdisant toute transmission ultérieure [art. 16 et 20 3)]	140 - 144	27
Acceptation ou représentation implicites (art. 30)	145 - 151	28
Exclusion de la responsabilité du tireur [art. 34 2)]	152	29
Article 42	153 - 155	29
Article 46	156 - 158	30
Articles 51 h) et 58 2) d)	159	30
Article 66	160 - 173	31
3. Examen d'autres questions et projets d'articles	174 - 208	33
Endossements conditionnels (art. 17)	174 - 179	33

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
Mise en page d'un effet par endossement	180 - 181	34
Questions relatives aux articles 34 1), 35 1) et 40 1)	182 - 183	35
Article 38 1) et ses rapports avec l'article 11	184 - 188	35
Article 48	189 - 193	36
Articles 68, paragraphe 3, et 73, paragraphe 2	194 - 196	38
Article 68 4) a <u>bis</u>)	197	38
Articles 44, 68, 69 et 73	198 - 203	39
Article 71	204 - 205	40
Article 72, paragraphe 1	206 - 207	41
Article 80, paragraphe 1, alinéa c)	208	41
4. Propositions de rédaction non examinées par la Commission	209 - 211	41
5. Procédure pour adopter le projet de convention en tant que convention	212 - 224	43
a) Choix de la procédure à suivre	212 - 220	43
b) Application de cette procédure	221 - 224	46
B. Transferts électroniques de fonds	225 - 231	47
III. NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE INTERNATIONAL	232 - 243	48
A. Contrats industriels	232 - 234	48
B. Travaux futurs concernant le nouvel ordre économique international	235 - 243	49
IV. RESPONSABILITE DES EXPLOITANTS DE TERMINAUX DE TRANSPORT	244 - 245	51
V. COORDINATION DES TRAVAUX	246 - 261	51
A. Coordination générale des travaux	246 - 249	51

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragrapbes</u>	<u>Pages</u>
B. Activités courantes des organisations internationales concernant l'harmonisation et l'unification du droit commercial international	250 - 253	53
C. Activités courantes des autres organisations internationales dans le domaine de l'arbitrage commercial international	254 - 258	53
D. Aspects juridiques du traitement automatique des données	259 - 261	54
VI. ETAT DES CONVENTIONS	262 - 264	55
VII. FORMATION ET ASSISTANCE	265 - 269	56
VIII. RESOLUTIONS PERTINENTES DE L'ASSEMBLEE GENERALE ET TRAVAUX FUTURS	270 - 274	57
A. Résolutions de l'Assemblée générale sur les travaux de la Commission	270	57
B. Date et lieu de la vingtième session de la Commission	271	57
C. Sessions des groupes de travail	272 - 274	57
ANNEXES		
I. Projet de convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux		60
II. Liste des documents de la session		91

INTRODUCTION

1. Le présent rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international rend compte des travaux de la dix-neuvième session de la Commission, qui s'est tenue à New York du 23 juin au 11 juillet 1986.

2. Conformément à la résolution 2205 (XXI) adoptée par l'Assemblée générale le 17 décembre 1966, ce rapport est soumis à l'Assemblée; il est également présenté pour observations à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION DE LA SESSION

A. Ouverture de la session

3. La Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) a commencé sa dix-neuvième session le 23 juin 1986. La session a été ouverte, au nom du Secrétaire général, par le Conseiller juridique, M. Carl-August Fleischhauer, secrétaire général adjoint.

B. Composition et participation

4. La résolution 2205 (XXI) de l'Assemblée générale, portant création de la CNUDCI, prévoyait que celle-ci serait composée de 29 Etats élus par l'Assemblée. Par sa résolution 3108 (XXVIII), l'Assemblée générale a décidé de porter de 29 à 36 le nombre des membres de la Commission. Les membres actuels de la Commission, élus le 15 novembre 1982 et le 10 décembre 1985, sont les Etats suivants 1/ :

Algérie*, Argentine**, Australie*, Autriche*, Brésil*, Chili**, Chine*, Chypre**, Cuba**, Egypte*, Espagne**, Etats-Unis d'Amérique**, France*, Hongrie**, Inde**, Iran (République islamique d')**, Iraq**, Italie**, Jamahiriya arabe libyenne**, Japon*, Kenya**, Lesotho**, Mexique*, Nigéria*, Pays-Bas**, République centrafricaine*, République démocratique allemande*, République-Unie de Tanzanie*, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*, Sierra Leone**, Singapour*, Suède*, Tchécoslovaquie**, Union des Républiques socialistes soviétiques*, Uruguay** et Yougoslavie**.

* Mandat expirant la veille de l'ouverture de la vingt-deuxième session de la Commission en 1989.

** Mandat expirant la veille de l'ouverture de la vingt-cinquième session de la Commission en 1992.

5. A l'exception de la République centrafricaine et de la Jamahiriya arabe libyenne, tous les membres de la Commission étaient représentés à la session.

6. Etaient également présents des observateurs des Etats ci-après : Allemagne (République fédérale d'), Bangladesh, Birmanie, Bulgarie, Cameroun, Canada, Colombie, Côte d'Ivoire, Finlande, Ghana, Grèce, Guatemala, Honduras, Indonésie, Oman, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, République arabe syrienne, République de Corée, Saint-Siège, Soudan, Suisse, Turquie et Venezuela.

7. L'institution spécialisée, et les organisations intergouvernementales et organisations internationales non gouvernementales ci-après étaient représentés par des observateurs :

a) Institution spécialisée

Fonds monétaire international

b) Organisations intergouvernementales

Comité consultatif juridique Afrique-Asie

Conférence de La Haye de droit international privé

Organisation des Etats américains

c) Organisations internationales non gouvernementales

Association interaméricaine des avocats

Association internationale du barreau

Chambre de commerce internationale

Chartered Institute of Arbitrators

Fédération bancaire européenne

Fédération bancaire latino-américaine

Fédération internationale des ingénieurs-conseils

C. Election du bureau 2/

8. La Commission a élu le bureau suivant :

Président : M. P. K. Kartha (Inde)

Vice-Présidents : Mme G. O. Adebajo (Nigéria)

M. Luis A. Delfino-Cazet (Uruguay)

M. Hellmut Wagner (République démocratique allemande)

Rapporteur : M. Alfred Duchek (Autriche)

D. Ordre du jour

9. L'ordre du jour, tel qu'il a été adopté par la Commission à sa 335ème séance, le 23 juin 1986, était le suivant :

1. Ouverture de la session.
2. Election du bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Paiements internationaux.
5. Nouvel ordre économique international.
6. Exploitants de terminaux de transport.
7. Coordination des travaux.
8. Etat des conventions.
9. Formation et assistance.
10. Résolutions de l'Assemblée générale sur les travaux de la Commission.

11. Travaux futurs.
12. Questions diverses.
13. Adoption du rapport de la Commission.

E. Adoption du rapport

10. La Commission a adopté le présent rapport par consensus à sa 357ème séance, le 11 juillet 1986.

CHAPITRE II

PAIEMENTS INTERNATIONAUX

A. Projet de convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux 3/

11. La Commission des Nations Unies pour le droit commercial international a, lors de sa dix-septième session en 1984, examiné sur une période de trois semaines le projet de convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux établi par le Groupe de travail des effets de commerce internationaux. La Commission a décidé qu'il y aurait lieu de poursuivre les travaux en vue d'améliorer le projet et elle a confié cette tâche au Groupe de travail susmentionné 4/. A sa dix-huitième session en 1985, la Commission a prié le Groupe de travail de terminer ses travaux de manière à présenter à la Commission un projet de convention sous une forme telle qu'on puisse l'examiner lors de la dix-neuvième session 5/. Le Groupe de travail des effets de commerce internationaux a tenu sa quatorzième session à Vienne, du 9 au 20 décembre 1985; au cours de cette session, il a conclu ses débats concernant le projet de convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux et les révisions à apporter au projet.

12. A sa présente session, la Commission était saisie du rapport du Groupe de travail des effets de commerce internationaux sur les travaux de sa quatorzième session (A/CN.9/273), d'une note du secrétariat contenant le texte du projet de convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux tel que révisé par la Commission à sa dix-septième session et par le Groupe de travail à ses treizième et quatorzième sessions (A/CN.9/274), ainsi que d'une note du Secrétariat concernant la suite donnée aux demandes du Groupe de travail tendant à ce qu'on procède à certaines études ou à ce qu'on élabore certains projets de dispositions en application des décisions prises par le Groupe (A/CN.9/285).

13. La Commission a élu M. Willem Vis (Pays-Bas) président du Comité plénier aux fins de l'examen du projet de convention.

14. La Commission a entamé ses débats concernant le projet de convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux en examinant les projets d'articles étudiés par le Groupe de travail et les décisions prises par ce dernier concernant lesdits articles, telles qu'elles ressortaient des dispositions du projet de convention publiées sous la cote A/CN.9/274. La Commission a ensuite examiné les autres articles du projet de convention. Elle a chargé un groupe de rédaction de donner suite à ses décisions et d'établir des versions concordantes dans les six langues officielles de la Commission.

1. Examen des décisions du Groupe de travail des effets négociables internationaux sur les questions identifiées antérieurement comme les plus controversées

Endossements contrefaits (art. 23)

15. A propos du paragraphe 1 de l'article 23, on est généralement convenu qu'outre la personne dont l'endossement a été contrefait, quiconque a signé l'effet avant qu'intervienne la contrefaçon devrait être en droit de réclamer réparation du préjudice éventuellement subi du fait de la contrefaçon. On a signalé, pour illustrer le préjudice subi par un signataire de l'effet avant qu'intervienne la contrefaçon, que le tireur ou le souscripteur d'un effet pourrait se voir obligé de payer un porteur ayant reçu l'effet après contrefaçon de la signature du bénéficiaire (en vertu de l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 14, l'endossataire d'un effet pourrait être porteur même en cas de contrefaçon d'un endossement antérieur), et en outre de rembourser la dette au bénéficiaire. Il faudrait qu'un souscripteur ou tireur puisse obtenir réparation en vertu du paragraphe 1 de l'article 23.

16. A propos de l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 23, la Commission a remarqué qu'il était possible de considérer qu'un paiement fait à un contrefacteur par l'entremise d'une banque chargée de l'encaissement n'avait pas été "payé directement à l'auteur de la contrefaçon" et donc n'était pas couvert par l'alinéa c). On est généralement convenu qu'un signataire ou que le tiré devait avoir l'obligation de réparer le préjudice, en vertu de l'alinéa c), non seulement lorsqu'il payait l'effet au contrefacteur en personne, mais aussi lorsqu'il le payait par l'entremise d'une ou plusieurs banques de recouvrement. En conséquence, la Commission a adopté une proposition du Groupe de rédaction tendant à modifier l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 23 comme suit :

"c) Au signataire ou au tiré qui a payé l'effet à l'auteur de la contrefaçon directement ou par l'intermédiaire d'un ou plusieurs endossataires pour encaissement."

17. Sur la base d'une proposition du Groupe de rédaction, la Commission a décidé afin de faciliter la rédaction dans les langues autres que l'anglais, de remanier le paragraphe 2 de l'article 23 comme suit :

"2) Toutefois, un endossataire pour encaissement n'encourt aucune responsabilité en vertu du paragraphe 1 si,

a) Au moment où il paie le mandant ou l'avise de la réception de la valeur de l'effet, ou

b) Au moment où il reçoit la valeur de l'effet, s'il est postérieur,

il n'a pas connaissance de la contrefaçon, à condition que son ignorance ne soit pas fautive."

18. A propos du paragraphe 3 de l'article 23, on est convenu en principe que la responsabilité incombant à un signataire ou au tiré quant à la réparation du préjudice devait dépendre de la question de savoir si l'intéressé avait ou non connaissance de la contrefaçon. On a toutefois émis l'avis qu'il y avait contradiction entre le paragraphe 3 de l'article 23 et le paragraphe 3 de

l'article 68. En vertu du paragraphe 3 de l'article 23, a-t-on fait remarquer, un signataire ou le tiré, lorsqu'il payait un effet au contrefacteur, n'avait aucune obligation de réparer le préjudice s'il n'avait pas connaissance de la contrefaçon, pourvu que son ignorance ne soit pas fautive. En vertu du paragraphe 3 de l'article 68, un signataire payant un porteur qui avait volé l'effet ou contrefait sur l'effet la signature du bénéficiaire ou d'un endossataire, ou qui avait participé au vol ou à la contrefaçon, était libéré de ses obligations en vertu de l'effet s'il n'avait pas connaissance du vol ou de la contrefaçon, que son ignorance soit ou non fautive. On a fait observer, pour illustrer la contradiction existant entre les deux dispositions, qu'un accepteur qui payait un effet à un contrefacteur et manifestait en l'occurrence une ignorance fautive serait libéré de ses obligations en vertu de l'effet par application du paragraphe 3 de l'article 68 mais qu'il serait tenu de réparer le préjudice en application du paragraphe 3 de l'article 23.

19. Selon un autre point de vue, il n'y avait pas contradiction entre le paragraphe 3 de l'article 23 et le paragraphe 3 de l'article 68 étant donné que la "connaissance" dont il était question au paragraphe 3 de l'article 68 devait être interprétée à la lumière de l'article 5 : or, cet article, qui disposait qu'une personne était réputée avoir connaissance d'un fait si elle en avait effectivement connaissance ou si elle ne pouvait pas l'ignorer, tenait compte de la faute. Toutefois, on a aussi émis l'avis que la notion dont il était fait usage dans l'article 5 différait de la notion de faute car elle ne couvrait, outre la connaissance effective, que le cas d'ignorance volontaire.

20. Afin de régler la question qui se posait à propos du paragraphe 3 de l'article 23 et du paragraphe 3 de l'article 68, on a suggéré de ne plus mentionner la faute au paragraphe 3 de l'article 23 - et aussi au paragraphe 2 de cet article - et d'interpréter la notion de connaissance invoquée dans ces dispositions à la lumière de l'article 5. On a toutefois fait remarquer que la Commission n'avait pas arrêté l'article 5 quant au fond. Pour cette raison, on est généralement convenu qu'il convenait de trancher la question une fois l'article 5 arrêté sur le fond (voir les paragraphes 68 à 70 ci-après).

21. A propos du paragraphe 4 de l'article 23, on a émis l'avis qu'il ne servait à rien de faire référence dans cette disposition aux articles 66 et 67 étant donné que ces deux articles ne procuraient pas le moyen de fixer le montant à recouvrer. On a néanmoins fait valoir que les articles 66 et 67 fixaient un plafond pour le montant à recouvrer, et que le paragraphe 4 de l'article 23 disposait que le montant des dommages-intérêts ne pouvait dépasser le montant visé auxdits articles. Le paragraphe 4 de l'article 23 a été adopté.

Endossement fait par un représentant sans pouvoir (art. 23 bis)

22. Le débat qui a eu lieu au sujet de l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 23 ainsi que des paragraphes 2 et 3 de ce même article (voir les paragraphes 16 à 20 ci-dessus) valait également pour l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 23 bis ainsi que pour les paragraphes 2 et 3 de cet article. En conséquence, la Commission a décidé de libeller comme suit l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 23 bis et le paragraphe 2 de cet article :

"... c) Au signataire ou au tiré qui a payé l'effet au représentant directement ou par l'intermédiaire d'un ou plusieurs endossataires pour encaissement.

2) Toutefois, un endossataire pour encaissement n'encourt aucune responsabilité en vertu du paragraphe 1 si,

a) Au moment où il paie le mandant ou l'avise de la réception de la valeur de l'effet, ou

b) Au moment où il reçoit la valeur de l'effet, s'il est postérieur,

il n'a pas connaissance du fait que l'endossement n'oblige pas le mandant, à condition que son ignorance ne soit pas fautive."

23. On a fait remarquer que les dispositions de l'article 23 bis, relatif à l'endossement par un représentant sans pouvoir, s'inscrivaient en parallèle à celles de l'article 23, relatif aux endossements contrefaits. On a émis l'avis qu'il convenait de traiter différemment l'endossement fait par un représentant sans pouvoir et l'endossement contrefait. En particulier, il ne fallait pas que l'endossataire de bonne foi au regard d'un effet endossé par un représentant du cédant ait à se charger de vérifier le pouvoir du représentant, et il ne fallait pas lui assigner une responsabilité objective au regard de la réparation du préjudice si le représentant avait signé sans pouvoir. On a fait observer que dans la plupart des cas il existerait un lien entre le mandant présumé et le représentant agissant sans pouvoir; qu'il était donc conforme à l'équité et à l'ordre public que le mandant présumé supporte le risque d'une cession effectuée sans pouvoir par le représentant présumé, plutôt que l'endossataire de bonne foi.

24. Il a donc été proposé que le paragraphe 3 de l'article 23 bis soit remanié comme suit :

"3) De même, toute personne à laquelle réparation est demandée, autre que le représentant, n'encourt aucune responsabilité en vertu du paragraphe 1 si, au moment où elle a payé l'effet, elle n'avait pas connaissance du fait que l'endossement n'obligeait pas le mandant, à condition que son ignorance ne soit pas fautive."

25. Après avoir délibéré, la Commission n'a pas adopté cette proposition.

Définition du porteur protégé (par. 7 de l'article 4)

26. On a estimé que la mention dans le paragraphe 7 de l'article 4 du cas où un effet incomplet avait été complété était superflue et devrait être supprimée. On a fait remarquer toutefois que si une personne qui recevait un effet incomplet ne pouvait être un porteur, le paragraphe 7 de l'article 4 disposait qu'elle pourrait le devenir si l'effet répondait aux prescriptions du paragraphe 1 de l'article 11 et si l'instrument était complété conformément aux pouvoirs donnés. L'allusion à un effet incomplet qui avait été complété figurant dans le paragraphe 7 de l'article 4 était donc utile et nécessaire.

27. On a dit par ailleurs qu'il découlait du membre de phrase concernant un effet qui avait été complété "conformément aux pouvoirs donnés" que le cessionnaire d'un effet qui avait été complété par le cédant devrait s'assurer que le cédant avait les pouvoirs nécessaires; cette disposition entraverait la circulation internationale des effets visés par la Convention. On a fait remarquer toutefois que le paragraphe 7 de l'article 4 ne visait qu'à établir si une personne qui recevait un effet incomplet pouvait devenir un porteur protégé une fois que l'effet

avait été complété. Il ne s'agissait pas de déterminer si le cessionnaire d'un effet qui avait été complété par le cédant pouvait être un porteur protégé. Le cessionnaire en question pouvait être un porteur protégé même dans le cas où le cédant avait complété l'effet sans avoir les pouvoirs voulus, si le cessionnaire l'ignorait.

28. On a suggéré, pour bien préciser l'intention du paragraphe 7 de l'article 4, d'y ajouter les mots "par lui" aux fins de dire qu'il s'agissait d'un effet "complété par lui conformément aux pouvoirs donnés". L'opinion dominante, toutefois, a été qu'il y avait lieu de maintenir la décision de supprimer les mots "par lui" prise à la quatorzième session du Groupe de travail (voir A/CN.9/273, par. 22), vu que l'effet pouvait ne pas être complété par le porteur lui-même mais par une personne agissant sous l'autorité du porteur, par exemple un agent qui avait reçu un effet en garde avant que le montant d'une transaction soit connue et qui était autorisé à inscrire ensuite le montant sur cet effet. La Commission est tombée d'accord sur le fond du paragraphe 7 de l'article 4 mais a renvoyé au groupe de rédaction le soin de mettre au point un libellé approprié pour préciser l'intention de l'article (voir aussi la décision prise ultérieurement sur l'article 4, par. 7, alin. a), par. 57, ci-dessous).

Exceptions et droits pouvant être opposés au porteur (art. 25)

29. La Commission a jugé utile de préciser que le droit d'un signataire d'opposer à un porteur un moyen de défense visé à l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 25 ou un droit visé au paragraphe 2 de l'article 25 était subordonné aux dispositions du paragraphe 2 bis de cet article et à cette fin, elle a prié le groupe de rédaction d'envisager d'incorporer le contenu du paragraphe 2 bis à la fois dans l'alinéa b) du paragraphe 1 et dans le paragraphe 2. On a noté que l'alinéa b) du paragraphe 3 faisait allusion au cas où le porteur avait volé l'effet ou contrefait une signature ou avait participé au vol de l'effet ou à la contrefaçon, mais que le paragraphe 2 bis ne contenait aucune mention de ce genre. Il a été convenu que la possibilité d'un vol devrait également être mentionnée dans le paragraphe 2 bis.

30. Sur la base d'une proposition du Groupe de rédaction, la Commission a adopté le texte ci-après de l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 25 :

"b) Sauf dans les cas visés au paragraphe 2 bis du présent article, tout moyen de défense fondé sur l'opération sous-jacente intervenue entre lui et le tireur ou entre lui et le signataire qui lui a succédé, ou découlant des circonstances dans lesquelles il est devenu signataire;"

31. Le Groupe de rédaction a proposé de remanier comme suit le paragraphe 2 de l'article 25 :

"2) Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 bis du présent article, les droits sur l'effet du porteur qui n'est pas porteur protégé sont subordonnés aux droits pouvant être exercés sur l'effet par toute autre personne."

32. On s'est élevé contre la suppression dans ce libellé des mots "pouvant être valablement exercés" qui figuraient dans le document A/CN.9/274. La décision prise par la Commission sur ce point est indiquée au paragraphe 41 ci-après.

33. Pour ce qui était de la règle contenue dans le paragraphe 2 bis, on a proposé de faire une exception pour les effets en retard en y ajoutant la formule suivante, "sous réserve qu'un porteur qui reçoit l'instrument après l'expiration du délai prescrit pour la présentation au paiement peut se voir opposer les mêmes droits ou exceptions que la personne qui lui a cédé l'effet". On a dit à l'appui de cette proposition que l'adjonction de cette formule était nécessaire eu égard aux intentions de l'alinéa 7 b) de l'article 4 et que le projet de convention visait à décourager la négociation d'effets en retard. On a mentionné expressément l'article 53 aux termes duquel certaines parties étaient dégagées de leurs responsabilités si un effet n'était pas présenté régulièrement au paiement. Bien que certains doutes aient été exprimés quant au bien-fondé du texte proposé, la Commission, après avoir délibéré, a adopté la proposition.

34. Le Groupe de rédaction a proposé de remanier comme suit le paragraphe 2 bis de l'article 25 :

"2 bis) Un porteur qui n'est pas un porteur protégé et qui est entré en possession de l'effet avant sa date d'échéance ne peut se voir opposer un moyen de défense en vertu de l'alinéa b) du paragraphe 1 ou les droits visés au paragraphe 2 du présent article que s'il avait connaissance dudit moyen de défense ou desdits droits lorsqu'il est entré en possession de l'effet ou s'il l'a acquis frauduleusement ou par vol, ou a participé à un moment quelconque à des manoeuvres frauduleuses ou à un vol le concernant."

35. On a noté que, conformément à cet amendement, un porteur qui n'était pas porteur protégé ne pourrait se voir opposer un moyen de défense ou des droits uniquement dans les cas visés au paragraphe 2 bis que s'il était entré en possession de l'effet avant sa date d'échéance, alors que l'intention de la proposition initiale telle qu'elle avait été adoptée par la Commission était que le porteur qui entrait en possession d'un effet après son échéance ne puisse se voir opposer que les moyens de défense et les droits pouvant être opposés à celui qui lui avait transmis l'effet. En conséquence, la Commission a décidé de retenir le libellé du paragraphe 2 bis de l'article 25 figurant dans le document A/CN.9/274 en y ajoutant la phrase ci-après :

"Néanmoins, un porteur qui entre en possession de l'effet après l'expiration du délai fixé pour la présentation au paiement peut se voir opposer tout droit ou moyen de défense découlant de l'effet opposable à celui qui lui a transmis l'effet."

36. On a estimé que l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 25 devrait être aligné sur l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 26 (voir par. 44 à 48 ci-dessous). On a rappelé, à l'appui de cette proposition, qu'il avait été décidé que l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 26 ne devait pas empêcher les demandes reconventionnelles lorsqu'elles étaient possibles en droit national (voir par. 48 ci-dessous), et on a dit que l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 25 et l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 26 permettaient en fait d'opposer les mêmes exceptions au porteur non protégé et au porteur protégé. Le libellé des deux dispositions devrait donc correspondre et tel avait bien été l'avis du Groupe de travail à sa quatorzième session (voir A/CN.9/273, par. 20).

37. D'après un autre point de vue, toutefois, il s'agirait d'une modification de fond. Un porteur protégé devait être traité différemment d'un porteur non protégé. Dans la plupart des systèmes juridiques, le porteur non protégé pouvait

se voir opposer les mêmes moyens de défense que le cédant immédiat et tel était le sens de l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 25. Toutefois, la situation d'un porteur protégé était différente. Dans certains systèmes juridiques, le porteur protégé pouvait se voir opposer une vaste gamme de moyens de défense valables à l'égard du cédant immédiat tandis que dans d'autres systèmes il ne pouvait lui être opposé que des moyens de défense très limités. L'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 26 représentait un compromis entre ces deux systèmes. En conséquence, il a été convenu que la différence entre l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 25 et l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 26 devrait être maintenue.

38. A propos du paragraphe 3 de l'article 25, on a demandé au sujet du membre de phrase "a fait valoir un droit valable" figurant à l'alinéa a) s'il fallait, pour qu'un signataire puisse opposer une exception ius tertii, que le tiers ait engagé une action en justice pour faire valoir son droit sur l'effet ou s'il suffisait qu'il ait notifié au signataire son droit sur l'effet. On a estimé qu'il faudrait supprimer le mot "valable", vu que celui-ci impliquait qu'un signataire ne pourrait soulever d'exception ius tertii que si le tiers qui faisait valoir un droit sur l'effet avait eu gain de cause lors d'une procédure judiciaire. Telle ne pouvait pas avoir été l'intention des auteurs de la disposition. Qui plus est, l'inclusion dans le texte du mot "valable" ferait qu'un signataire auquel un porteur réclamerait le paiement de l'effet devrait, avant de décider de payer, déterminer si le tiers qui avait intenté une action en justice pour faire valoir un droit sur cet effet avait eu gain de cause. D'autre part, on a fait remarquer que l'inclusion dans le texte du mot "valable" ne signifiait pas qu'un signataire devrait surseoir à une décision de paiement jusqu'à ce qu'un jugement définitif ait été rendu sur la validité du droit qu'un tiers faisait valoir. Le mot "valable" signifiait que le signataire pouvait décider de payer ou non l'effet, mais qu'il prenait cette décision à ses risques et périls en sachant que le droit qu'un tiers faisait valoir sur l'effet pouvait être déclaré par la suite valable ou non valable, suivant le cas. On a exprimé l'avis que le mot "valable" devrait être maintenu afin d'empêcher un signataire d'opposer une exception ius tertii qui était manifestement fausse.

39. D'après une autre opinion, il fallait lire le paragraphe 3 de l'article 25 en conjonction avec le paragraphe 3 de l'article 68 en vertu duquel un signataire qui a payé un instrument sans savoir qu'un tiers a fait valoir un droit valable sur l'effet est libéré de ses obligations. L'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 25 tend à définir les circonstances dans lesquelles le signataire peut opposer à un porteur le droit d'un tiers sur l'effet.

40. La Commission a décidé de charger le Groupe de rédaction de préciser le libellé de l'alinéa a) du paragraphe 3 de l'article 25 pour tenir compte des questions soulevées au sujet du mot "valable".

41. Le Groupe de rédaction a proposé de supprimer le mot "valable" à l'alinéa a) du paragraphe 3 de l'article 25. Toutefois, des opinions divergentes ayant été exprimées au sujet de l'utilisation de ce mot, la Commission a décidé de le maintenir, pour le moment, dans cet alinéa, ainsi qu'au paragraphe 2 de l'article 25, au paragraphe 2 de l'article 26 et au paragraphe 3 de l'article 68. Il a été entendu que le Groupe de travail et la Commission réexamineraient la question de l'utilisation de ce mot lorsqu'ils poursuivraient l'examen du projet de convention.

42. Sous réserve des points de rédaction mentionnés dans les paragraphes précédents, la Commission a adopté l'article 25 (voir cependant la décision ultérieure sur l'article 25, par. 1, alin. c), par. 50 à 57 ci-dessous).

Exceptions et droits pouvant être opposés au porteur protégé (art. 26)

43. La Commission a approuvé la décision prise par le Groupe de travail à sa quatorzième session d'ajouter une référence à l'article 59 dans l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 26 (voir A/CN.9/273, par. 10).

44. A propos de l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 26, on a estimé qu'il fallait, pour défendre l'utilité et l'acceptabilité des effets de commerce internationaux, limiter les exceptions pouvant être opposées à un porteur protégé. Dans cet esprit, le libellé de l'alinéa b) contenu dans le document A/CN.9/274 était préférable à celui que le Groupe de travail avait envisagé à sa quatorzième session (voir A/CN.9/273, par. 16). Les exceptions pouvant être opposées à un porteur protégé en vertu de l'alinéa b) devaient se limiter aux exceptions fondées sur la transaction sous-jacente entre le porteur protégé et la partie de qui on exigeait le paiement ou découlant de manœuvres frauduleuses commises par ce porteur pour obtenir la signature de cette partie sur l'effet. Il ne fallait pas qu'un signataire puisse faire valoir une exception fondée sur une transaction sans rapport avec l'effet intervenue entre lui et le porteur protégé. D'après un autre avis, il fallait pouvoir opposer à un porteur protégé non seulement les exceptions fondées sur la transaction sous-jacente, mais également des exceptions découlant de situations liées à la transaction sous-jacente, tel qu'un accord de prolongation.

45. La Commission a examiné la question de savoir si les exceptions pouvant être opposées à un porteur protégé en vertu de l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 26 devaient être exclusives, ou s'il fallait que le porteur protégé puisse aussi se voir opposer d'autres exceptions prévues en droit national. A ce propos, la Commission s'est demandée si l'alinéa b) devait ou non affecter les moyens de défense - demandes reconventionnelles par exemple - prévus par le droit national qu'un signataire pourrait invoquer au cas où un porteur protégé ferait valoir un droit sur l'instrument. On a dit que si l'on voulait maintenir la possibilité d'invoquer, en vertu du droit national, des exceptions autres que celles mentionnées à l'alinéa b), il faudrait l'indiquer expressément dans cet alinéa pour écarter toute incertitude concernant les moyens de défense pouvant être opposés à un porteur protégé.

46. On a noté que généralement les demandes reconventionnelles étaient considérées comme des affaires de procédure. Toutefois, on a également fait remarquer que dans certains systèmes juridiques, ces droits étaient considérés comme des questions de fond.

47. On a fait observer que la question de savoir s'il devait être possible ou non d'opposer à un porteur protégé des exceptions prévues par le droit national en sus de celles qui étaient citées à l'alinéa b) étaient particulièrement importantes dans certains systèmes de common law où le signataire immédiat ne pouvait opposer que des moyens de défense très limités au porteur protégé. Il serait préoccupant, dans le cas de ces systèmes juridiques, qu'un porteur protégé puisse se voir opposer des exceptions prévues par le droit national en sus de celles figurant à l'alinéa b). On a noté que l'alinéa b) représentait un compromis entre les systèmes juridiques dans lesquels le signataire immédiat pouvait opposer une large gamme de moyens de défense au porteur protégé et les systèmes où le porteur protégé ne pouvait se voir opposer que des moyens de défense très limités. On a exprimé l'avis que le porteur protégé ne devait donc pas se voir opposer d'autres exceptions prévues par le droit national.

48. Il a été généralement entendu que l'alinéa b) ne visait pas à empêcher les demandes reconventionnelles ou d'autres exceptions prévues par le droit national. Il a également été généralement reconnu que le libellé de l'alinéa devait rester tel quel, sous réserve de l'emploi du mot "transaction" qui a été renvoyé au Groupe de rédaction.

49. L'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 26 a été adopté.

Renvoi à l'article 25 dans l'article 4, paragraphe 7, alinéa a)

50. On a dit que, compte tenu du texte du paragraphe 1 de l'article 25 qui avait été adopté, il faudrait peut-être modifier la définition du porteur protégé figurant au paragraphe 7 de l'article 4. Selon le libellé actuel de ce paragraphe, un porteur ne remplissait pas les conditions requises pour devenir porteur protégé si, lorsqu'il était devenu porteur, il avait eu connaissance d'un moyen de défense dérivant de l'effet au sens de l'article 25. Par conséquent, un porteur ne pourrait pas obtenir la qualité de porteur protégé s'il avait eu connaissance d'un moyen d'exception à la responsabilité contractuelle fondé sur une transaction entre lui-même et un signataire, même si cette transaction n'avait aucun rapport avec la question ou avec la transmission de l'effet [art. 25 1) c)]. On a dit qu'il n'était pas souhaitable de refuser la qualité de porteur protégé dans ces circonstances et qu'il y aurait peut-être lieu, par conséquent, de modifier le paragraphe 7 de l'article 4 pour éviter ce résultat [par exemple, en stipulant qu'un porteur ne remplit pas les conditions requises pour devenir porteur protégé s'il a eu connaissance d'un moyen de défense au sens de l'article 25 1) a), b) ou d)].

51. Cette suggestion a été appuyée par de nombreux membres. On a dit toutefois qu'un tel amendement pourrait avoir pour résultat de permettre à un porteur d'obtenir la qualité de porteur protégé même s'il avait eu connaissance d'un moyen d'exception à la responsabilité contractuelle existant au profit du signataire immédiat qui lui a remis l'effet et découlant de la transaction sous-jacente intervenue entre lui et ce signataire.

52. On a noté en réponse que le porteur pourrait, dans ces conditions, avoir la qualité de porteur protégé, mais qu'un signataire immédiat pourrait invoquer contre le porteur protégé le moyen d'exception fondé sur la transaction sous-jacente [art. 26 1) b)]. On a fait observer toutefois que si une action contre le signataire immédiat n'était peut-être pas possible en vertu de l'article 26 1) b), le fait que le porteur obtienne la qualité de porteur protégé pouvait avoir d'autres conséquences [par exemple, la remise d'un effet par le porteur protégé pouvait avoir pour conséquence de transmettre à tout porteur ultérieur les droits du porteur protégé : article 27 1)].

53. On a également estimé qu'au paragraphe 7 de l'article 4, le membre de phrase "un moyen de défense dérivant de l'effet au sens de l'article 25", demandait à être examiné plus avant. Le paragraphe 1 de l'article 25 mentionnait toute une série de moyens de défense que tout signataire, immédiat ou éloigné, pouvait opposer à un porteur qui n'était pas un porteur protégé et ne voyait pas très bien si la connaissance d'un de ces moyens de défense empêcherait un porteur de devenir un porteur protégé.

54. Après délibération, la Commission a décidé que le paragraphe 7 de l'article 4 devait être modifié compte tenu des difficultés notées plus haut, et elle a confié cette tâche à un groupe de travail ad hoc. Le Groupe de travail ad hoc a conclu que la référence à l'article 25 qui figurait à l'alinéa a) du paragraphe 7 de l'article 4 se justifiait, excepté pour les moyens de défense découlant d'une transaction ou d'un lien entre le signataire immédiat et le porteur qui n'avait aucun rapport avec la question ou la transmission de l'effet. Pour formuler cette exception, on a proposé de faire une distinction, à l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 25, entre les moyens de défense résultant de la transaction sous-jacente et ceux résultant d'autres transactions, et d'exclure cette dernière partie de la disposition de la référence figurant à l'alinéa a) du paragraphe 7 de l'article 4.

55. La Commission a examiné la proposition du Groupe de travail ad hoc consistant :

a) A modifier l'article 4 7) a) comme suit :

"a) Il n'ait eu connaissance d'aucune action ou moyen de défense dérivant de l'effet au sens de l'article 25 - alinéa c) II) du paragraphe 1 excepté - ni du fait qu'il y a eu refus d'acceptation ou refus de paiement de l'effet; et"

b) A modifier l'article 25 1) c) comme suit :

"Tout moyen de défense résultant

- i) De la transaction sous-jacente intervenue entre lui et le porteur;
- ii) De toute autre transaction intervenue entre lui et le porteur qui peut jouer comme moyen de défense au regard de la responsabilité contractuelle."

56. On a fait observer que ce nouveau texte maintenait, au paragraphe 7 de l'article 4, le membre de phrase "d'aucune action ou moyen de défense dérivant de l'effet au sens de l'article 25". Lors de débats antérieurs de la Commission, on avait noté que ce renvoi à l'article 25 était source de difficultés quant à l'identification des personnes visées audit paragraphe 7 dans le contexte de l'article 25; or, il fallait identifier ces personnes si l'on voulait que le renvoi ait effet.

57. On a répondu à cet égard qu'essayer de rédiger le paragraphe 7 de l'article 4 sans faire renvoi à l'article 25, aboutissait à compliquer à l'extrême le libellé de ce paragraphe. Après en avoir débattu, la Commission a adopté le texte proposé pour les articles 4, paragraphes 7 et 25, paragraphe 1, alinéa c) proposé par le Groupe de travail ad hoc avec un amendement de forme à l'article 4, paragraphe 7 proposé par le Groupe de rédaction.

Règle dite "de protection" (art. 27)

58. On a estimé qu'il était difficile de voir, d'après le texte actuel de l'article 27, quel devait être l'effet de cet article. Après délibération, on a convenu que l'article 27 permettait à une personne qui reçoit un effet d'un porteur protégé d'acquérir les droits que le porteur protégé avait au moment de la cession, mais que cet article ne conférait pas au cessionnaire le statut de porteur protégé.

59. Après délibérations, la Commission a adopté l'article 27.

Présomption du statut de porteur protégé (art. 28)

60. On a proposé de supprimer l'article 28 en faisant valoir qu'une personne qui opposait un moyen de défense à un porteur ne devait pas être tenue de prouver que ce porteur avait connaissance de faits qui l'empêchaient d'être un porteur protégé. On a déclaré, à l'encontre de cette proposition, que la règle énoncée à l'article 28 figurait dans de nombreux systèmes juridiques et qu'elle renforçait la transférabilité d'un effet. La proposition n'a pas été adoptée.

61. Après délibération, la Commission a adopté l'article 28.

Responsabilité du cédant par endossement ou par simple remise (art. 41)

62. La Commission a approuvé l'approche adoptée à l'article 41, selon laquelle les dispositions de cet article s'appliquent à la fois à la transmission d'un effet par simple remise et à sa transmission par endossement et remise. On a suggéré de modifier la phrase liminaire de l'article de manière à indiquer clairement que cet article s'applique aux deux catégories de transmission. La Commission a décidé qu'étant donné que l'article s'appliquait aux deux catégories de transmission, il ne devait pas être placé sous la rubrique "De l'endosseur", mais sous une rubrique distincte. La Commission est également convenue que le taux d'intérêt visé au paragraphe 3 de l'article 41 devrait être calculé conformément à l'article 66. Sous réserve de ces modifications, la Commission a adopté l'article 41.

Article 5 (et ses rapports avec les autres articles)

63. La Commission a examiné la définition, à l'article 5, des conditions dans lesquelles une personne est réputée avoir connaissance d'un fait.

64. On a estimé que la seconde condition énoncée à l'article 5, selon lequel une personne est réputée avoir connaissance d'un fait si elle en a effectivement connaissance ou si elle ne pouvait pas l'ignorer, était en fait superflue. En effet, si une personne ne pouvait ignorer l'existence d'un fait, il apparaissait qu'elle en avait effectivement connaissance. On a également estimé que la formule "ne pouvait pas l'ignorer" n'était pas claire et pouvait, par conséquent, être interprétée différemment dans des juridictions différentes. On a fait observer en réponse que, dans certains systèmes juridiques, les termes "effectivement connaissance" avaient un sens très restreint et qu'il fallait leur donner un sens plus large dans les contextes où le mot "connaissance" était utilisé dans le projet de convention. Par exemple, lorsqu'une personne choisissait délibérément d'ignorer un fait, elle devait être réputée avoir connaissance de ce fait même si on ne pouvait pas dire qu'elle en avait effectivement connaissance. On a également noté que la formule "ne pouvait pas l'ignorer" avait été utilisée dans la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale des marchandises (Vienne, 1980) et qu'elle avait été jugée généralement acceptable lors des délibérations qui avaient abouti à l'adoption de cette convention.

65. La Commission a noté que les articles où la formule "n'avait pas connaissance" était utilisée (art. 23 2), 23 bis 2), 25 1) d) et 26 1) c)), contenaient aussi la réserve suivante : "à condition que son ignorance ne soit pas fautive" ou "à condition que l'ignorance dudit fait ne soit pas due à une faute de sa part". La Commission a examiné tout d'abord le rapport qui existait entre la définition figurant à l'article 5 et la réserve formulée aux articles 25 1) d) et 26 1) c). On a dit que, vu la définition figurant à l'article 5, la réserve pouvait être

supprimée. Lorsque l'absence de connaissance d'un fait de la part d'une personne était due à une faute de sa part, la connaissance du fait pouvait être attribuée en vertu de la formule "ne pouvait pas l'ignorer" figurant à l'article 5. Maintenir à la fois cette formule et la réserve figurant dans les articles 25 l) d) et 26 l) c) reviendrait à dire deux fois la même chose dans des termes différents. On pourrait résoudre la difficulté soit en supprimant la réserve figurant dans les articles 25 l) d) et 25 l) c), soit en supprimant l'article 5. On pourrait également résoudre la difficulté en ajoutant au commencement de l'article 5 les mots "Sauf disposition contraire de la présente Convention". On a aussi noté que l'emploi du terme "faute" risquait de poser des problèmes d'interprétation dans certains systèmes juridiques.

66. Selon un autre point de vue, il était souhaitable de maintenir les mots "à condition que l'ignorance dudit fait ne soit pas due à une faute de sa part" aux articles 25 l) d) et 26 l) c). On pouvait, en effet, envisager des situations où il ne serait pas possible de conclure qu'une personne ne pouvait pas ignorer l'existence d'un fait (art. 5) mais où cette personne pourrait être réputée avoir commis une faute. Par exemple, si un billet à ordre était placé devant une personne par un employé de confiance qui dissimulait la nature du document et que cette personne le signait en tant que souscripteur, il pouvait être difficile, vu les circonstances, de conclure que ladite personne ne pouvait pas ignorer la nature du document qu'elle signait. Néanmoins, ces circonstances auraient pu imposer à cette personne le devoir de se renseigner sur le document qu'elle signait et le fait qu'elle ait signé sans poser de questions pouvait être considéré comme une faute. On a aussi fait observer que, si l'emploi du terme "faute" risquait de susciter des problèmes d'interprétation, on pouvait utiliser un terme différent ayant le même sens. De plus, il n'était pas souhaitable d'ajouter les mots "Sauf disposition contraire de la présente Convention" car le sens du terme "connaissance" risquait de devenir moins clair.

67. Après délibération, la Commission a décidé de maintenir la réserve formulée aux articles 25 l) d) et 26 l) c).

68. La Commission a reconnu que les arguments avancés au sujet du rapport qui existait entre la définition figurant à l'article 5 et la réserve figurant dans les articles 25 l) d) et 26 l) c) s'appliquaient aussi à la réserve formulée dans les articles 23 2) et 23 bis 2). On a également fait valoir au sujet de ces derniers articles les considérations suivantes. Ces articles visaient la responsabilité que peut encourir un banquier qui encaisse un effet lorsque cet effet contient un endossement contrefait. Il y avait différentes manières d'envisager l'étendue de la responsabilité d'un banquier dans ce cas-là, et le texte actuel représentait une solution de compromis qui paraissait acceptable pour les banquiers. La suppression de la réserve, qui éliminerait la solution de compromis, ne paraissait donc pas souhaitable.

69. Après délibération, la Commission a décidé de maintenir la réserve formulée dans les articles 23 2) et 23 bis 2).

70. La Commission a examiné la définition figurant à l'article 5 par rapport à l'emploi du terme "connaissance" dans les articles 4 7), 11 2) a), 41 l) c), 41 2) et 68 3), et a décidé que la définition était satisfaisante dans le contexte de ces articles.

2. Examen des autres questions et projets d'articles étudiés par le Groupe de travail

Article premier

71. On a proposé d'ajouter l'alinéa nouveau suivant à la suite de l'alinéa c) des paragraphes 2 et 3 de l'article premier : "est domicilié chez une banque;", et de supprimer l'alinéa d) de l'article 51.

72. Après en avoir débattu, la Commission a été d'avis que cette modification aboutirait à limiter indûment la portée des effets auxquels le projet de convention s'appliquerait; en conséquence, elle n'a pas adopté la proposition.

73. On a critiqué les dispositions de l'article premier qui définissent les cas dans lesquels un effet doit être considéré comme international et tombe, de ce fait, sous le coup de la Convention. Si tous les lieux spécifiés à l'alinéa e) du paragraphe 2) de l'article premier étaient situés dans un même Etat, la Convention ne s'appliquerait pas à l'effet en question. Mais son application continuerait à être exclue même si l'effet passait ensuite dans un Etat différent (par exemple, était endossé dans un Etat différent). On a fait observer en réponse que les dispositions de l'article premier laissaient les signataires libres d'invoquer l'application de la Convention au moment où l'effet était émis, en spécifiant notamment qu'au moins deux des lieux mentionnés à l'alinéa e) du paragraphe 2 de l'article premier étaient situés dans des Etats différents.

74. On a reconnu que l'alinéa e) du paragraphe 2) de l'article premier, qui détermine dans quel cas un effet est international et tombe, par conséquent, sous le coup du projet de convention, était le résultat de décisions prises par la Commission à des sessions antérieures après de longues délibérations. La Commission a donc décidé de maintenir l'approche adoptée à l'article premier.

75. On a dit que l'article premier réunissait deux séries de conditions différentes, à savoir les éléments internationaux nécessaires à l'application de la Convention et les conditions nécessaires à la validité d'un instrument. On a donc proposé de séparer ces deux séries de conditions en divisant l'article premier en deux articles. La Commission a noté que la même proposition avait été faite à la quatorzième session du Groupe de travail des effets de commerce internationaux mais qu'elle n'avait pas été adoptée par le Groupe de travail (A/CN.9/273, par. 61 et 62). Certains membres de la Commission ont appuyé la proposition, mais la majorité s'est prononcée contre son adoption.

76. Selon un point de vue, l'article premier ne précisait pas si un effet devait indiquer où étaient situés tous les lieux mentionnés à l'alinéa e) du paragraphe 2 et à l'alinéa e) du paragraphe 3 et si c'était là une condition essentielle de la validité d'un effet. On a répondu que les dispositions de l'article premier 2 e) et 3 e) avaient uniquement pour objet de déterminer dans quel cas un effet était international et entraînaient, par conséquent, l'application du projet de convention et qu'elles exigeaient comme condition de cette application que l'effet indique que deux des lieux mentionnés étaient situés dans des Etats différents. On a reconnu la nécessité de préciser le sens de ces dispositions en modifiant le chapeau de l'alinéa e) du paragraphe 2 et de l'alinéa e) du paragraphe 3 de l'article premier, et la question a été renvoyée au Groupe de rédaction. La Commission a adopté une proposition du Groupe de rédaction tendant à modifier le chapeau de l'alinéa e) du paragraphe 2 et de l'alinéa e) du paragraphe 3 de l'article premier dans le sens suivant :

"e) Désigne au moins deux des lieux ci-après et indique qu'au moins deux sont situés dans des Etats différents :".

77. On a dit que, comme condition de l'application du projet de convention, il faudrait exiger, aux paragraphes 2 et 3 de l'article premier, que les mots "Lettre de change internationale (Convention de ...)" ou les mots "Billet à ordre international (Convention de ...)" figurent seulement en tête d'un effet et non dans le texte même de l'effet. On a dit également que ces mots devraient être écrits dans une seule langue donnée, ce qui permettrait d'identifier facilement les effets auxquels le projet de convention s'appliquait. La Commission n'a pas accepté ces suggestions.

78. On est convenu qu'il ne fallait pas inclure une définition du terme "écrit" dans le projet de convention. Il était préférable de laisser la signification de ce terme évoluer en fonction de l'interprétation qu'on pourrait lui donner eu égard à l'évolution des pratiques et des techniques. On a estimé difficile de donner une définition satisfaisante du terme "écrit". En outre, ce terme n'était habituellement pas défini dans les dispositions législatives nationales relatives aux effets de commerce, et cela n'avait pas donné lieu à des difficultés.

79. On a émis l'avis qu'un problème pourrait se présenter lorsque l'effet comprenait plusieurs pages. Ainsi, il arrivait que les termes essentiels de l'effet figurent sur une ou plusieurs pages et la signature en dernière page seulement : on pouvait alors s'interroger sur la validité de l'effet au regard du projet de convention. On a suggéré, au cas où l'intention était de permettre de consigner les conditions essentielles d'un effet sur des pages distinctes, de le prévoir expressément dans le projet de convention.

80. Selon un autre avis, la validité, au regard de la Convention, d'un instrument comprenant plusieurs pages ne faisait pas problème lorsque toutes les pages étaient jointes de manière à former un seul document. On a cependant fait remarquer que certains des termes inclus dans un effet en plusieurs pages pouvaient conférer un caractère conditionnel à l'effet, contrairement à ce que prévoyait l'alinéa b) des paragraphes 2 et 3, respectivement, de l'article premier de la Convention.

81. Il a été convenu que les effets comprenant plusieurs pays étaient visés par le projet de convention.

82. On a fait remarquer que cette disposition s'imposait du fait que dans certains systèmes juridiques le chèque était considéré comme une forme de la lettre de change.

83. Après délibération, la Commission a adopté l'article premier avec les modifications indiquées plus haut.

Questions concernant l'article 2

84. On a émis l'avis que la Convention devait prévoir qu'elle ne s'appliquerait que s'il existait quelque lien entre l'effet et un Etat contractant. Dans la même optique, on ne pouvait admettre qu'un tireur se trouvant dans un Etat contractant ait la faculté de tirer une lettre de change sur un tiré se trouvant dans un Etat non contractant en décidant que les dispositions de la Convention s'appliqueraient à cette lettre.

85. En outre, on a fait remarquer que dans certains systèmes juridiques le tireur ou le souscripteur ne se voyaient pas reconnaître la faculté de choisir seuls le droit applicable à l'effet. Dans l'hypothèse où une action serait intentée au regard de l'effet dans un Etat doté d'un tel système juridique, et où cet Etat ne serait pas partie à la Convention, l'Etat intéressé ne serait pas tenu d'appliquer cette dernière; il retiendrait plutôt le système juridique désigné par application de ses propres règles de conflit. Il était peu vraisemblable que l'application de ces règles conduise à l'application du droit d'un Etat contractant (autrement dit, de la Convention) en l'absence de tout lien entre l'effet et un Etat contractant. Le fait que le tribunal d'un Etat non contractant puisse ne pas faire application de la Convention, alors même que, dans l'intention d'un signataire de l'effet, la Convention devait s'appliquer à celui-ci, entraînerait des incertitudes quant à l'application de la Convention et aux règles juridiques régissant les effets de commerce internationaux. Il n'était pas possible d'éliminer entièrement cette incertitude, mais on pouvait l'atténuer en imposant, par exemple, que le lieu où l'instrument est tiré ou bien le lieu du paiement soit situé dans un Etat contractant.

86. Selon un autre avis, cette incertitude dont il vient d'être question ne préoccupait guère les banquiers. Ceux-ci préféreraient être en mesure de déterminer par lecture directe de l'effet considéré si la Convention lui était ou non applicable. L'article 2, dans son libellé actuel, leur permettait de tirer sur ce plan des conclusions suffisamment certaines. Dans l'hypothèse où la Convention imposerait qu'il existe un lien entre un lieu indiqué dans l'effet et un Etat contractant, les services bancaires qui traiteraient de l'effet devraient vérifier si oui ou non le lieu indiqué sur celui-ci était situé dans un Etat partie à la Convention.

87. On s'est interrogé à propos du sens et de l'effet de l'article 2 dans sa rédaction actuelle. L'avis a été émis que cet article était trompeur car il laissait entendre que le tribunal d'un Etat contractant aurait l'obligation absolue d'appliquer la Convention si un signataire l'avait déclarée applicable à l'effet - que les lieux mentionnés sur l'effet soient ou non situés dans des Etats contractants. On a dit que parfois des Etats, même parties à la Convention, décideraient, en vertu de leurs propres règles de conflit, d'appliquer les règles juridiques nationales plutôt que la Convention. Ainsi, lorsqu'un effet était tiré dans un Etat non contractant, le tribunal de l'Etat contractant pourrait être amené à faire application du droit de l'Etat où l'instrument avait été tiré plutôt que de la Convention.

88. D'après l'avis dominant, néanmoins, l'intention derrière l'article 2 était que le tribunal d'un Etat contractant soit dans l'obligation d'appliquer la Convention à un effet répondant aux conditions fixées dans celle-ci même si, en vertu des règles de conflit de cet Etat, un autre droit aurait dû être appliqué.

89. On a émis l'avis que, selon cette interprétation de l'article 2, il y aurait conflit entre la Convention dans son libellé actuel et la Convention de Genève de 1930 destinée à régler certains conflits de lois en matière de lettres de change et de billets à ordre. On a mis en doute pour cette raison qu'un Etat partie à cette convention puisse également devenir partie à la convention actuellement rédigée par la Commission.

90. Etant donné ce manque apparent de clarté quant au sens et à l'effet de l'article 2, l'article a été renvoyé au groupe de rédaction avec instruction de le clarifier de manière à faire ressortir l'intention présidant à cette disposition et

l'effet qu'on voulait y attacher. Le Groupe de rédaction a proposé de modifier le début de l'article 2 de manière qu'il se lise comme suit : "Les Etats contractants appliquent la présente Convention".

91. Lors de l'examen de cette proposition par la Commission, on a fait observer que, puisque la Convention ne s'adressait qu'aux Etats contractants, le libellé proposé n'empêcherait pas un Etat non contractant d'appliquer la Convention si ses règles de conflit indiquaient que ce devait être le cas. Toutefois, l'avis a été émis que ce libellé n'était pas conforme à celui généralement en usage dans les conventions de droit international privé, et que le texte originel de l'article 2 tel qu'il apparaissait dans le document A/CN.9/274 était préférable, sous réserve de substituer, en anglais, les mots "shall apply" au mot "applies". La Commission a décidé de conserver le texte originel avec la modification proposée.

Interprétation de la Convention (art. 3)

92. On a émis l'avis qu'il fallait supprimer la mention faite à l'article 3 du respect de la bonne foi dans les opérations internationales. On a suggéré à cet égard que l'obligation de respecter la bonne foi incombait aux parties à une transaction donnée et qu'elle ne devait pas s'adresser au tribunal amené à interpréter la Convention, ce à quoi tendait l'article 3. En outre, on ne voyait pas bien ce que signifiait le respect de la bonne foi dans les opérations internationales. L'avis dominant a été toutefois qu'il fallait maintenir cette mention .

Définition du terme "signature" (art. 4 (par. 10) et X)

93. On a estimé que la Convention ne devrait pas contenir de définition du terme "signature". On a fait valoir à ce propos que les méthodes de signature en usage et reconnues sur le plan juridique variaient d'un Etat à l'autre et qu'il serait difficile de tenir compte des pratiques et exigences juridiques locales dans la Convention; la question des méthodes de signature acceptables devrait être résolue par le droit national. On a également dit que le fait que la loi uniforme annexée à la Convention de 1930 sur une loi uniforme sur la lettre de change et le billet à ordre ne contienne pas de définition du terme "signature" n'avait suscité aucun problème. Cette affirmation a toutefois été contestée.

94. D'après un autre point de vue, il y avait lieu de définir le terme "signature" dans la Convention. On a fait observer qu'aux termes de l'alinéa f) du paragraphe 2 et de l'alinéa f) du paragraphe 3 de l'article 1, la signature du tireur ou du souscripteur était indispensable pour que la Convention s'applique à un effet. Il importait donc que les parties aient la certitude qu'une signature apposée par une méthode particulière serait considérée valable dans les Etats où l'instrument pourrait être négocié ou faire l'objet d'une action en justice. A défaut d'une définition spécifiant les méthodes de signature acceptables, cette certitude n'existerait pas.

95. La Commission a examiné diverses méthodes de signature à inclure dans une définition du terme "signature". Il a été généralement convenu qu'il faudrait mentionner la signature manuscrite, qui était la méthode la plus traditionnelle. On a estimé que les méthodes mécaniques de signature mentionnées dans le paragraphe 10 de l'article 4 devraient également être comprises dans la définition. On a suggéré aussi que la définition mentionne la "signature illisible", c'est-à-dire les signatures par caractères ou symboles et les

signatures par des méthodes électroniques. Toutefois, selon une autre opinion, il ne fallait pas inclure la signature par des méthodes électroniques, qui pourrait donner à penser que l'effet n'avait pas nécessairement à être sur papier.

96. Des opinions divergentes ont été exprimées au sujet de l'article X. Selon l'une, si la Convention définissait le terme "signature" comme comprenant à la fois des formes de signature manuscrites et non manuscrites, il faudrait inclure l'article X pour tenir compte des Etats dont la législation exigeait que les signatures apposées sur leur territoire soient manuscrites. On a noté toutefois que les préoccupations de ces Etats pourraient dans une certaine mesure être satisfaites par l'article 30, en vertu duquel une personne dont la signature a été contrefaite n'est pas obligée.

97. D'après un autre avis, l'article X ne devrait pas être inclus dans la Convention, car cet article pourrait faire planer des doutes sur la validité d'une signature et entraver la circulation des effets. Le personnel des banques ayant affaire à des instruments signés par des méthodes non manuscrites, devrait déterminer si l'Etat, où la signature avait été apposée, avait formulé une réserve conformément à l'article X. Qui plus est, la Convention n'exigeait pas que le lieu où la signature avait été apposée soit indiqué dans l'effet; il serait donc très souvent impossible de déterminer si la signature avait été apposée dans un Etat qui avait déposé une réserve conformément à l'article X.

98. On a dit que si l'article X était maintenu, il faudrait inclure dans la Convention une disposition stipulant que le lieu de la signature devait être inclus sur l'effet. Selon une autre suggestion il faudrait préciser si l'Etat qui n'avait pas déposé de déclaration aux termes de l'article X devait ou non considérer comme nulle une signature non manuscrite apposée dans un Etat qui avait déposé une telle réserve.

99. Certains des membres de la Commission qui avaient des objections à l'article X ont déclaré que si le maintien du paragraphe 10 de l'article 4 obligeait à inclure l'article X pour tenir compte des intérêts de certains Etats, il valait mieux supprimer le paragraphe 10 de l'article 4. D'autres ont préféré que le paragraphe 10 de l'article 4 soit maintenu et que l'article X soit inclus également s'il le fallait.

100. Il a généralement été convenu que la meilleure façon de procéder serait d'essayer de formuler, à titre de compromis, une définition du terme "signature" qui tiendrait compte des intérêts des partisans d'une définition large du terme et des partisans d'une définition restreinte, et qui permettrait d'éviter d'inclure l'article X. On a estimé à cet égard que la définition devait mentionner expressément la signature manuscrite et la signature apposée au moyen d'un fac-similé, mais devait être aussi suffisamment large pour comprendre les signatures apposées au moyen de certaines autres méthodes utilisées dans différentes parties du monde. Toutefois, pour donner satisfaction aux Etats qui exigent que les signatures apposées sur leur territoire soient manuscrites afin d'éviter les contrefaçons, ces autres méthodes devaient être limitées aux méthodes qui offraient une garantie d'authenticité équivalant à celle des signatures manuscrites. On a déclaré qu'une telle approche permettrait aux tribunaux ou aux législatures nationales de reconnaître la validité des méthodes de signature qui pourraient être utilisées à l'avenir dans la mesure où elles seraient conformes aux paramètres généraux de la définition.

101. On a également dit que la définition devait garantir dans une certaine mesure qu'une signature apposée au moyen d'une méthode donnée serait considérée comme valide, tout en reconnaissant qu'il était impossible d'éliminer complètement les risques que présentaient, sur le plan commercial, les méthodes qui n'étaient pas expressément mentionnées dans la définition.

102. Compte tenu de ces vues et sur la base d'une proposition du Groupe de rédaction, la Commission a décidé de définir la signature dans les termes ci-après et de supprimer l'article X :

"Le terme 'signature' désigne la signature manuscrite ou un fac-similé de cette signature, ou tout autre moyen d'effectuer une authentification équivalente, et l'expression 'signature contrefaite' désigne la signature apposée illicitement ou sans pouvoir par un de ces procédés."

Articles 4, paragraphe 11, et 71, paragraphe 1 bis

103. La Commission a examiné le paragraphe 11 de l'article 4, qui définit le terme "monnaie". Elle a également examiné une note du Secrétariat (A/CN.9/285, par. 1 à 4) établie comme suite à la demande que le Groupe de travail des effets de commerce internationaux avait faite au Secrétariat de consulter le Fonds monétaire international (FMI) concernant la définition donnée audit paragraphe 11.

104. L'observateur du FMI a fait remarquer que le paragraphe 11 de l'article 4 permettait de tirer un effet régi par le projet de convention dans une unité monétaire de compte établie par une institution intergouvernementale ou par un accord entre deux ou plusieurs Etats. S'agissant du droit de tirage spécial établi par le FMI, cette unité devait servir à des transactions entre Etats membres du Fonds qui avaient en outre la qualité de membre d'un département spécial du FMI appelé département des droits de tirage spéciaux. Ce département avait édicté des règles touchant le transfert de DTS entre membres habilités, règles qui portaient par exemple sur le taux de change et les dates de valeur des transactions. Le projet de convention permettait de tirer les effets en unités monétaires de compte et régler le transfert des effets; toutefois, l'intention n'était pas que le projet déroge aux règles du FMI applicables au transfert de DTS, non plus qu'aux règles posées par une institution intergouvernementale ou par deux ou plusieurs Etats en matière de transferts effectués dans une unité monétaire de compte établie par l'institution ou par les Etats concernés. Du point de vue de l'observateur du FMI, il était souhaitable que le projet de convention reflète cette réalité, ce qu'on pouvait faire en insérant dans le paragraphe 11 de l'article 4 une clause libellée à peu près comme suit : "étant entendu que la Convention s'applique sans préjudice des règles d'une institution intergouvernementale ou des stipulations d'un accord entre deux Etats ou plus relatif à une unité monétaire de compte établie par ladite institution ou par ledit accord".

105. On a émis l'avis qu'il n'était pas nécessaire d'ajouter la clause proposée car il ne fallait guère craindre que le projet de convention soit interprété comme dérogeant aux règles d'une institution gouvernementale ou aux stipulations d'un accord intergouvernemental relatif à une unité monétaire de compte établie par l'institution ou par l'accord. On a également émis l'avis qu'on pourrait répondre aux préoccupations du FMI en incluant dans le rapport de la Commission sur les travaux de sa session en cours une déclaration indiquant que la Commission partait du principe qu'il ne fallait pas interpréter le projet de convention dans ce sens. Selon l'avis dominant, toutefois, il valait mieux insérer une clause réglant le problème une fois pour toutes, et la Commission a décidé d'ajouter une clause sur le modèle de celle suggérée par l'observateur du FMI.

106. La Commission a également examiné les deux points suivants - sur lesquels le Secrétariat avait attiré son attention (A/CN.9/285, par. 4) - concernant les unités monétaires de compte établies par un accord entre deux ou plusieurs Etats :

a) La définition du paragraphe 11 de l'article 4 comprendrait les unités de compte libellées en quantités données d'or qu'on trouvait dans plusieurs conventions importantes sur la responsabilité. Or ces unités ne semblaient pas figurer parmi les unités de compte envisagées par le Groupe de travail;

b) Les unités de compte créées par un accord entre deux ou plusieurs Etats dans un but précis pouvaient être supprimées lorsque ce but était atteint. Or il pouvait arriver qu'aucun moyen de convertir ces unités en monnaie ou unités de compte de remplacement n'ait été défini, en particulier si les Etats intéressés n'étaient pas conscients de l'existence d'obligations privées libellées dans cette unité de compte.

107. La Commission a chargé le groupe de travail ad hoc de rédiger une clause qui viendrait compléter la définition donnée au paragraphe 11 de l'article 4 (voir par. 104 et 105 ci-dessus), et aussi de déterminer s'il était nécessaire de modifier encore ce paragraphe à la lumière des considérations exposées plus haut au paragraphe 106.

108. On a émis l'avis que les dispositions du paragraphe 1 bis de l'article 71 régissant le paiement d'un effet dont le montant est libellé dans une unité monétaire de compte avaient besoin d'être clarifiées. On pouvait interpréter cet article comme signifiant que, dans le cas où le montant d'un effet était exprimé dans une unité monétaire de compte qui pouvait faire l'objet de transferts entre la personne qui doit effectuer le paiement et la personne qui doit le recevoir et où l'effet spécifie que le paiement devait être fait dans une monnaie de paiement, le paiement ne pouvait cependant être effectué dans la monnaie spécifiée. Peut-être y avait-il lieu de modifier le libellé de l'article de manière à éviter cette interprétation. La Commission a renvoyé l'article pour examen au groupe de travail ad hoc déjà chargé d'étudier le paragraphe 11 de l'article 4.

109. La Commission a examiné une proposition du Groupe de travail ad hoc et du Groupe de rédaction tendant à ajouter le texte suivant à la fin du paragraphe 11 de l'article 4 :

" , étant entendu que la présente Convention s'applique sans préjudice des règles de l'institution ou des dispositions de l'accord."

et à remplacer le paragraphe 1 bis de l'article 71 par le texte suivant :

"1 bis) Lorsque le montant d'un effet est libellé dans une unité monétaire de compte au sens du paragraphe 11 de l'article 4 et que l'unité monétaire de compte est transférable entre la personne effectuant le paiement et la personne le recevant, le paiement s'effectue par transfert de l'unité monétaire de compte à moins que l'effet ne spécifie une monnaie de paiement. Si l'unité monétaire de compte n'est pas transférable entre les personnes susvisées, le paiement s'effectue dans la monnaie spécifiée sur l'effet ou, si la monnaie de paiement n'est pas spécifiée, dans la monnaie du lieu de paiement."

110. Après en avoir débattu, la Commission a adopté ces propositions.

Article 6, alinéas b) et c)

111. La Commission a examiné les alinéas b) et c) de l'article 6, en vertu desquels le montant d'un effet est réputé déterminé, même si l'effet prescrit le paiement par versements à échéances successives [alin. b)], ou par versements à échéances successives étant en outre stipulé sur l'effet qu'à défaut de paiement d'un versement, le solde restant à payer devient exigible [alin. c)].

112. On a émis l'avis que ces dispositions n'étaient pas acceptables car elles créeraient des difficultés techniques (complexité des dispositions des effets, difficultés dans le calcul de l'intérêt échu, etc.). En particulier, l'alinéa c) appelait des objections dans la mesure où il pouvait inciter à tirer des effets comportant des clauses sévères pour le débiteur.

113. Selon le point de vue dominant, toutefois, on avait là affaire à des pratiques courantes dans les relations commerciales internationales et le projet de convention serait d'autant plus utile qu'on admettrait l'inclusion de ce genre de dispositions dans les effets qu'il régissait. En outre, si une clause de paiement anticipé en vertu de l'article 6, alinéa c) pouvait s'avérer sévère dans un cas donné, il était toujours loisible au débiteur de s'opposer à cette condition lorsque le créancier voudrait l'inclure dans un effet. Après en avoir délibéré, la Commission a adopté les alinéas b) et c) de l'article 6.

Effets à taux d'intérêt flottants (art. 7)

114. La Commission s'est demandée s'il y avait lieu d'inclure dans le projet de convention une disposition permettant l'émission d'effets à taux d'intérêt flottants (ou variables). A ce propos, la Commission a été saisie d'une note du Secrétariat sur la question (A/CN.9/285, par. 5-12). La Commission a examiné la question à la lumière du nouveau texte ci-après proposé par le Secrétariat qui pourrait constituer le paragraphe 5 de l'article 7 :

"5) Le taux auquel l'intérêt est versé peut être exprimé soit par un taux fixe soit par un taux variable. Pour qu'un taux variable soit applicable, il doit varier conformément aux dispositions énoncées sur l'effet et ces dispositions doivent faire référence à un ou plusieurs taux d'intérêt [qui soient publiquement annoncés et qui échappent au contrôle du bénéficiaire]."

115. On a fait valoir que le projet de convention ne devrait pas comprendre une telle disposition. L'étendue des obligations de paiement du débiteur pourrait être incertaine dans le cas d'un taux d'intérêt flottant. Cette incertitude risquerait à son tour d'entraver la circulation d'effets comportant de tels taux d'intérêt. En outre, à moins que des garanties ne soient adoptées, le créancier pourrait faire pencher un taux d'intérêt flottant en sa propre faveur. De plus, comme les taux d'intérêt tendaient en général à augmenter et non à diminuer, un taux d'intérêt flottant ne serait probablement pas avantageux pour le débiteur. On a déclaré en conséquence qu'une telle disposition n'était pas dans l'intérêt des pays en développement. On a également noté que des institutions financières de certains pays n'avaient pas considéré que des effets comportant des taux d'intérêt flottants jouaient un rôle important dans le commerce international.

116. L'opinion dominante, toutefois, a été que l'inclusion d'une disposition permettant des taux d'intérêt flottants renforcerait grandement l'attrait du projet de convention pour la communauté financière. Des instruments comportant des taux

d'intérêt flottants étaient utilisés actuellement sur certains marchés financiers bien qu'ils ne fussent pas considérés comme des effets négociables. L'inclusion dans le projet de convention d'une disposition autorisant les taux d'intérêt flottants permettrait à ces effets d'être considérés comme des effets négociables et de circuler. Il s'ensuivrait sans doute une diminution des intérêts perçus sur ces effets. Il était vrai qu'un taux d'intérêt flottant pouvait introduire un élément d'incertitude quant à l'étendue des obligations de paiement du débiteur, mais l'alinéa d) de l'article 6 du projet de convention admettait déjà un élément d'incertitude en disposant que le montant d'un effet est réputé déterminé, même si l'effet prescrit le paiement suivant un taux de change à déterminer selon les indications figurant sur l'effet. Qui plus est, l'expérience récente avait prouvé que les taux d'intérêt diminuaient souvent et par conséquent, on ne pouvait conclure qu'un taux de change flottant favoriserait normalement le créancier.

117. La Commission a examiné les stipulations contenues dans le texte du paragraphe 5 de l'article 7 proposé par le Secrétariat, à savoir que s'il est prévu un taux d'intérêt variable, les dispositions énoncées sur l'effet "doivent faire référence à un ou plusieurs autres taux d'intérêt [qui soient publiquement annoncés et qui échappent au contrôle du bénéficiaire]". On a estimé qu'il n'était pas souhaitable que le texte proposé ne permette de lier la variation du taux d'intérêt qu'à la variation d'un ou plusieurs taux d'intérêt; dans la pratique, les taux d'intérêt flottants étaient liés aux indices des prix de produits de base ou à d'autres facteurs. Bien que cet avis ait été appuyé par certains, l'opinion dominante a été que seule une référence à un ou plusieurs autres taux d'intérêt devait être autorisée.

118. La Commission s'est demandée si le nouveau paragraphe proposé devait stipuler que les taux d'intérêt de référence devaient être publiquement annoncés et échapper au contrôle du bénéficiaire. On a noté que ces deux stipulations visaient à éviter que l'un des intéressés puisse faire pencher le taux d'intérêt de référence. On a noté également que des doutes pouvaient planer sur la signification des mots "publiquement annoncés". Par exemple, les avis pouvaient différer sur la question de savoir si un taux utilisé seulement par quelques banques et qu'on ne pouvait connaître qu'en s'informant auprès d'une de ces banques était "publiquement annoncé". Vu cette incertitude, on a suggéré que cette stipulation soit supprimée et que les parties aient toute latitude pour choisir un taux d'intérêt de référence, sous réserve que ce taux soit déterminé ou déterminable sur l'effet.

119. En ce qui concerne les mots "qui échappent au contrôle du bénéficiaire", on a dit que la notion de "contrôle" n'était pas claire et qu'il vaudrait mieux dire "et que le bénéficiaire ne puisse pas faire varier unilatéralement". On a également noté qu'il n'était pas suffisant de mentionner uniquement le "contrôle du bénéficiaire"; il fallait également prévoir une protection contre un contrôle du taux d'intérêt de référence par d'autres parties à l'instrument (par exemple des endosseurs).

120. Après délibération, la Commission a décidé que les notions qu'exprimaient les mots "qui soient publiquement annoncés et qui échappent au contrôle du bénéficiaire" devaient être maintenues, mais a renvoyé le texte du paragraphe 5 de l'article 7 élaboré par le Secrétariat à un groupe de travail ad hoc qui l'examinerait à la lumière des délibérations de la Commission.

121. La Commission a examiné le nouveau texte suivant, proposé par le Groupe de travail ad hoc pour le paragraphe 5 de l'article 7 :

"5. Le taux d'intérêt retenu peut être fixe ou variable. Au sens de la présente disposition, un taux variable est un taux qui varie par rapport à un ou plusieurs taux d'intérêt de référence conformément aux stipulations de l'effet; chaque taux de référence doit être publié ou autrement accessible au public et ne doit pas être sujet, directement ou indirectement, à détermination unilatérale par le bénéficiaire ou toute personne nommée dans l'effet au moment où la lettre est tirée ou le billet souscrit."

122. On a demandé à quel moment il convenait de se référer, en vertu du paragraphe proposé, pour faire jouer le taux de référence. On a répondu qu'on pensait à un taux de référence qui serait publié ou qu'on pourrait se faire communiquer pendant la période de validité de l'effet chaque fois qu'on aurait besoin de se référer à ce taux (par exemple quand il devenait nécessaire de calculer l'intérêt).

123. On a demandé à quels mots s'appliquait le membre de phrase "au moment où la lettre est tirée ou le billet souscrit". On a répondu que ce membre de phrase s'appliquait aux mots "nommée dans l'effet". On est convenu qu'il fallait modifier le texte du paragraphe pour le rendre clair sur ce point.

124. On a fait remarquer que le membre de phrase "toute personne nommée dans l'instrument" pouvait soulever des difficultés d'interprétation lorsqu'une personne était nommée dans l'effet à seule fin d'identifier un taux de référence (par exemple dans le cas d'un taux de référence identifié comme étant celui publié par une banque dont on donne le nom). L'intention n'étant pas que ce membre de phrase couvre une personne nommée dans l'effet à cette seule fin, on est convenu qu'il fallait modifier le texte du paragraphe de manière à faire apparaître qui étaient les personnes visées par le membre de phrase en question.

125. Après en avoir débattu, la Commission a adopté le nouveau paragraphe, en chargeant le Groupe de rédaction de faire les modifications visées aux deux paragraphes précédents.

126. On a dit que l'incertitude concernant l'étendue des obligations de paiement du débiteur et les difficultés causées aux parties par des fluctuations extrêmes des taux d'intérêt pourrait être atténuée si la disposition incluse dans le projet de convention permettait aux parties de stipuler que les taux d'intérêt applicables ne pourraient être ni supérieurs ni inférieurs à des taux d'intérêt spécifiés. Une autre idée a été que tout effet qui prévoirait des taux d'intérêt flottants devrait établir des taux d'intérêt minimum et maximum raisonnables. On a dit qu'il n'était pas souhaitable d'imposer de telles limites parce que cette pratique n'existait pas actuellement dans le cas des taux d'intérêts flottants utilisés pour les prêts commerciaux (par opposition aux prêts aux consommateurs).

127. Les textes ci-après ont été proposés pour un nouveau paragraphe (5 bis) à ajouter à l'article 7 afin de prévoir des limites en ce qui concerne la fluctuation des taux d'intérêt variables :

Proposition A

"Pour qu'un taux d'intérêt flottant soit convenu, l'effet doit en même temps indiquer les règles convenues pour empêcher que des fluctuations, à la hausse ou à la baisse, n'aient, au détriment de l'un quelconque des signataires et du porteur de l'effet, des conséquences qui, selon les critères raisonnables du commerce international, sont contraires à l'équité."

Proposition B

"Lorsque le taux auquel l'intérêt doit être versé est exprimé par un taux variable, il peut être stipulé que ce taux ne doit pas être inférieur ou supérieur à un taux d'intérêt spécifié."

128. A l'appui de la proposition A, on a fait valoir que certaines parties à des transactions commerciales ne seraient disposées à accepter le recours à des effets prévoyant un taux d'intérêt variable que si le taux d'intérêt et, partant, le montant des intérêts qu'elles auraient à verser ne pouvaient fluctuer que dans certaines limites. Les effets régis par la Convention, et la Convention elle-même, seraient donc plus facilement acceptés si la Convention prévoyait de telles limites. La proposition A laissait aux parties la liberté de convenir de diverses techniques pour limiter les fluctuations conformément à leurs besoins commerciaux tandis que la proposition B leur imposait une technique déterminée. On a également déclaré qu'en exigeant des parties qu'elles conviennent de limiter les fluctuations du taux d'intérêt, la proposition A empêcherait une disposition prévoyant un taux d'intérêt variable de trop s'écarter du principe fondamental du droit des effets de commerce selon lequel un effet ne devait pas être soumis à des influences extérieures. Selon un autre point de vue, cependant, en prévoyant de telles limites, la Convention s'écarterait encore plus de ce principe.

129. A l'appui de la proposition B, on a fait valoir qu'il était préférable de laisser aux parties le soin de convenir si des limites devaient ou non être imposées aux fluctuations du taux d'intérêt au lieu de les obliger à convenir de telles limites. Si la proposition A était adoptée, les parties qui désireraient que de telles limites ne soient pas imposées ne seraient pas en mesure d'utiliser un effet régi par la Convention. De plus, les critères sur lesquels on devait se fonder, selon la proposition A, pour déterminer la validité des limites convenues par les parties étaient vagues, ce qui, dans la pratique, risquait d'entraîner des contestations au sujet de la validité de telle ou telle disposition prévoyant un taux d'intérêt variable.

130. Certains représentants qui, sur le principe, étaient favorables à la proposition B ont émis l'avis que les parties ne devraient pas avoir comme seule possibilité, si elles souhaitaient imposer des limites, de fixer un taux d'intérêt maximum ou minimum; elles devraient pouvoir convenir d'autres techniques. Certains de ces représentants ont déclaré que le paragraphe 5 de l'article 7, tel qu'il avait été adopté par la Commission donnait implicitement aux parties le droit de convenir de limites de quelque nature que ce soit; il serait peut-être donc préférable de ne pas insérer un paragraphe 5 bis.

131. Après avoir délibéré, la Commission a décidé d'ajouter à l'article 7 un paragraphe 5 bis ainsi conçu :

"5 bis) Lorsque le taux auquel l'intérêt doit être versé est exprimé par un taux variable, il peut être stipulé sur l'effet que ce taux ne doit pas être inférieur ou supérieur à un taux d'intérêt spécifié ou que les variations sont autrement limitées par des dispositions expresses."

132. La Commission a examiné les conséquences que pourrait avoir le choix par les parties d'un taux d'intérêt flottant qui ne satisfaisait pas aux dispositions du projet d'article 7 5) (par exemple si les parties choisissaient un taux d'intérêt qui ne soit pas publiquement annoncé). On a noté que dans ces conditions, le

paragraphe 4 de l'article 7 s'appliquerait et que l'effet ne produirait pas d'intérêts. La Commission a examiné une autre solution formulée par le Secrétariat (A/CN.9/285, par. 8) dans le texte du nouvel article 7 6) ci-après :

"6) Si un taux variable n'est pas conforme aux stipulations du paragraphe précédent, ou si, pour quelque raison que ce soit, il n'est pas possible de déterminer la valeur numérique du taux variable pour une période donnée, un intérêt est payable pour la période pertinente au taux spécifié au paragraphe 2 de l'article 66."

133. La Commission a décidé que la convention devrait prévoir qu'un taux d'intérêt de substitution s'appliquerait lorsque le taux variable choisi par les parties n'était pas conforme aux stipulations du projet de convention.

134. Le Groupe de rédaction, après avoir étudié les débats de la Commission concernant les paragraphes 5, 5 bis et 6 de l'article 7, a proposé que ces paragraphes soient libellés comme suit :

"5) Le taux auquel l'intérêt doit être payé peut être exprimé soit par un taux fixe, soit par un taux variable. Pour qu'un taux variable soit applicable, il doit varier par rapport à un ou plusieurs taux d'intérêt de référence conformément aux dispositions énoncées sur l'effet et chaque taux de référence doit être publié ou mis d'autre manière à la disposition du public et n'être pas susceptible, directement ou indirectement, d'une détermination unilatérale par toute personne qui, au moment où la lettre de change est tirée ou au moment où le billet à ordre est créé, est nommée sur l'effet en tant que bénéficiaire ou tiré, ou que partie ou future partie ou autre porteur.

5 bis) Si le taux auquel l'intérêt doit être versé est exprimé sous la forme d'un taux variable, il peut être expressément stipulé sur l'effet que ce taux ne sera pas inférieur ni supérieur à un taux d'intérêt spécifié, ou que ces variations seront limitées de toute autre manière.

6) Si un taux variable n'est pas conforme aux stipulations du paragraphe 5 du présent article, ou si, pour quelque raison que ce soit, il n'est pas possible de déterminer la valeur numérique du taux variable pour une période donnée, un intérêt est payable pour cette période au taux spécifié au paragraphe 2 de l'article 66."

135. On s'est interrogé sur le sens des mots "future partie" à la fin du paragraphe 5. On a indiqué à cet égard que la disposition dans laquelle figuraient ces mots visait toutes les personnes nommées sur l'effet au moment où celui-ci était tiré ou créé et qui avaient ou étaient présumées devoir acquérir des droits au regard de l'effet, ces personnes ne devant pas être en mesure d'agir unilatéralement sur le taux de référence de l'intérêt. L'intention était d'exclure les autres personnes, par exemple celles mentionnées dans la clause de variabilité - ainsi une banque chargée de fixer le taux de référence de l'intérêt.

136. Les paragraphes 5, 5 bis et 6, tels que proposés par le Groupe de rédaction, ont été adoptés.

Questions relatives à l'article 8 2)

137. On a proposé de supprimer le paragraphe 2 de l'article 8 en faisant observer que les effets juridiques de la règle figurant dans cette disposition n'étaient pas clairs : par exemple, on ne voyait pas très bien si la présentation, l'avis de

refus d'acceptation ou de paiement ou le protêt étaient nécessaires à l'égard d'un endosseur après l'échéance. On a dit également que la situation envisagée au paragraphe 2 de l'article 8 ne risquait pas d'être fréquente. Après délibération, il a été décidé de maintenir le paragraphe 2 de l'article 8.

Effets incomplets (art. 11)

138. On a proposé d'ajouter à l'article 11 un nouveau paragraphe stipulant qu'un porteur ne peut compléter un effet qu'après son échéance. On a soutenu en effet que si, à la date de l'échéance, un effet n'était pas complet conformément aux dispositions de l'article premier, il ne pouvait pas être considéré comme couvert par la Convention. Ce point de vue a toutefois été contesté. On a fait observer, à l'encontre de la proposition, qu'un effet pouvait être transmis après son échéance et qu'il devait donc être possible de le compléter après son échéance. La proposition n'a pas été adoptée.

139. L'article 11 a été adopté.

Clauses interdisant toute transmission ultérieure [art. 16 et 20 3)]

140. On a estimé que la question de la stipulation par laquelle un tireur ou un souscripteur interdit toute transmission d'un effet (art. 16) et la question de la clause par laquelle un endosseur interdit toute transmission ultérieure d'un effet [art. 20 3)] devaient continuer à être traitées dans des articles distincts. On a noté que l'article 16 avait pour effet d'interdire la transmissibilité d'un effet ab initio, alors que l'article 20 3) avait pour effet d'interdire seulement toute transmission postérieure à la transmission effectuée en vertu de l'endossement. En traitant des deux questions dans des articles distincts, on éviterait tout malentendu concernant le moment où l'interdiction de la transmission prend effet. Selon un autre point de vue, il serait plus facile, au contraire, d'appliquer et de comprendre le projet de convention si toutes les dispositions concernant les clauses interdisant la transmission d'un effet étaient réunies dans l'article 16, qui figurait dans le chapitre de la Convention intitulé "Transmission".

141. A propos de ces articles, la Commission a examiné quel devait être l'effet de l'endossement et de la transmission d'un instrument qui ne seraient pas conformes à la clause d'interdiction. Selon un point de vue, l'endossement et la transmission devaient être considérés comme sans effet. Selon un autre point de vue, l'endossement et la transmission devaient être considérés comme ayant été effectués aux fins d'encaissement seulement. On a convenu que, quelle que soit la solution adoptée, il fallait l'indiquer expressément dans la Convention.

142. La Commission a pris au sujet de ces questions les décisions ci-après. La question de la stipulation par laquelle un tireur ou un souscripteur interdit toute transmission d'un effet et la question de la clause par laquelle un endosseur interdit toute transmission ultérieure d'un effet devaient être traitées à l'article 16 dans des paragraphes distincts. Dans les deux cas, l'effet ne devait pas être transmissible, sauf aux fins d'encaissement. Si un effet était transmis avec un endossement qui n'indiquait pas que la transmission était effectuée aux fins d'encaissement, l'endossement devait être considéré comme un endossement aux fins d'encaissement.

143. Après avoir examiné ces questions, le Groupe de rédaction a proposé que l'article 16 soit libellé comme suit :

"1) Lorsque le tireur ou le souscripteur a porté sur l'effet une mention telle que 'non négociable', 'non transmissible', 'non à ordre', 'payer à X seulement', ou toute autre expression équivalente, l'effet ne peut être transmis qu'aux fins d'encaissement, et tout endossement, même s'il ne contient pas une formule autorisant l'endossataire à encaisser l'effet, est réputé constituer un endossement pour encaissement.

2) Lorsqu'un endossement contient la mention 'non négociable', non transmissible', 'non à ordre', 'payer à X seulement', ou toute autre expression équivalente, l'effet ne peut être transmis ultérieurement qu'aux fins d'encaissement, et tout endossement, même s'il ne contient pas une formule autorisant l'endossataire à encaisser l'effet, est réputé constituer un endossement pour encaissement."

144. On a noté que le paragraphe 2 proposé était une version modifiée du paragraphe 3 de l'ancien article 20. La Commission a adopté la proposition du Groupe de rédaction.

Acceptation ou représentation implicites (art. 30)

145. On a noté que les références aux dispenses implicites avaient été supprimées aux articles 52, 58 et 63 mais que la référence à l'acceptation ou assurance implicite avait été maintenue à l'article 30. On a dit que cette référence à l'article 30 devrait aussi être supprimée. A l'appui de ce point de vue, on a fait observer qu'il y aurait une incertitude si une personne dont la signature avait été contrefaite pouvait être obligée par un effet à raison d'un comportement dont on pourrait déduire implicitement qu'elle avait accepté d'être engagée par la signature contrefaite ou donné des raisons de croire que la signature était la sienne. Il serait difficile à un cessionnaire de savoir si un tel acte implicite avait effectivement eu lieu et si le contrefacteur ou la personne dont la signature avait été contrefaite était engagé par l'effet. En outre, traiter de cette question serait contraire à l'intention de la Convention, selon laquelle les questions concernant les droits et les devoirs des signataires qui découlaient de l'instrument devaient être explicites. On a noté que la suppression de la référence en question ne changerait rien à la responsabilité d'une personne pour dommages dérivant d'un instrument si, par son comportement, cette personne avait donné à une autre personne des raisons de croire qu'elle avait accepté ou présenté la signature contrefaite comme étant la sienne.

146. Selon un autre point de vue, par contre, la référence figurant à l'article 30 devait être maintenue car il était juste qu'une personne qui, par son comportement, avait accepté ou présenté implicitement la signature contrefaite comme étant la sienne soit obligée par l'instrument. On a dit aussi que l'article 30 traitait essentiellement de la question de savoir qui avait le pouvoir de signer l'effet, et que la réponse à ce genre de question dépendait généralement des circonstances découlant de l'effet. Selon un autre point de vue, l'article 30 ne traitait pas de la question du pouvoir de signer.

147. On a proposé d'exclure la possibilité d'une acceptation ou d'une assurance expresse ou implicite en supprimant la deuxième phrase de l'article 30. On a déclaré, à l'appui de cette proposition, qu'il était contraire à l'intention de la Convention de vouloir qu'une personne dont la signature était contrefaite soit engagée par l'effet sans l'avoir effectivement signé. Cette personne ne devait être engagée que pour les dommages dérivant de l'effet. Selon le point de vue qui

a prévalu, il fallait, à tout le moins, qu'une personne qui avait expressément indiqué qu'une signature contrefaite était la sienne ou qu'elle serait liée par elle soit obligée par l'instrument. La proposition visant à supprimer la deuxième phrase de l'article 30 n'a donc pas été acceptée.

148. On a proposé de supprimer les mots "expressément ou implicitement" à l'article 30. A l'encontre de cette proposition, on a déclaré que si les mots en question étaient supprimés, il serait difficile de savoir si l'acceptation ou l'assurance implicite était couverte par l'article.

149. Après un débat, on a décidé de remanier le texte de l'article 30, sans utiliser les mots "expressément ou implicitement", de manière à permettre à un tribunal de déduire de la conduite d'une personne dont la signature avait été contrefaite qu'elle avait accepté ou reconnu cette signature comme étant la sienne et que, par conséquent, elle serait obligée par l'effet.

150. On a proposé de remanier la deuxième phrase de l'article 30 comme suit :

"Néanmoins, lorsqu'elle a accepté d'être engagée par la signature contrefaite ou donné des raisons de croire que la signature était la sienne, cette personne est obligée comme si elle avait elle-même signé l'effet, conformément aux termes de son acceptation ou de ses déclarations."

151. On a objecté que les mots "conformément aux termes de son acceptation ou de ses déclarations" auraient pour effet de permettre à une personne dont la signature avait été contrefaite d'accepter cette signature ou de déclarer que c'était la sienne seulement pour certains porteurs. Après avoir délibéré, la Commission a décidé d'adopter la proposition tendant à modifier la deuxième phrase de l'article 30, mais de ne pas inclure ces mots.

Exclusion de la responsabilité du tireur [art. 34 2)]

152. A propos de la dernière phrase du paragraphe 2 de l'article 34, on a dit que si le tireur d'une lettre de change excluait ou limitait son obligation personnelle en ce qui concernait le paiement par une stipulation expresse, cette stipulation ne devait avoir d'effet que si le tiré avait accepté la lettre ou si la lettre avait été signée par un avaliseur pour le tireur ou pour le tiré, étant donné que le tireur ne devrait pas pouvoir se dégager de sa responsabilité à moins qu'il n'y ait un autre signataire responsable au premier chef. Selon le point de vue qui a prévalu, il fallait maintenir le texte actuel du paragraphe 2 de l'article 34, selon lequel la stipulation aurait un effet si un autre signataire était ou devenait obligé en vertu de la lettre de change. Pour appuyer ce point de vue, on a dit qu'il suffisait qu'il y ait un signataire, qu'il soit accepteur ou endosseur, auquel le paiement de la lettre de change puisse être réclamé. On a noté en outre que le texte actuel était le résultat d'un compromis sur ce point entre le régime de Genève et le régime anglo-américain. Il était également conforme à la pratique commerciale.

Article 42

153. On a dit que dans la pratique commerciale, il était parfois créé des avals qui n'étaient ni écrits sur l'effet ni sur une allonge. La plupart des législations nationales reconnaissaient la validité de tels avals, même lorsque leur effet était limité aux parties ayant conclu l'accord de garantie. Vu, toutefois, que le

libellé actuel du paragraphe 2 de l'article 42 risquait d'être interprété comme n'autorisant pas de tels avals, on a proposé de le modifier pour empêcher cette interprétation. L'opinion dominante a été toutefois que le libellé actuel du paragraphe 2 de l'article 42 était satisfaisant. On a fait valoir à cet égard que le projet de convention dans son ensemble ne traitait pas des accords créés en dehors de l'effet et que l'adjonction de mots précisant dans un cas que de tels accords étaient autorisés pourrait donner à penser que dans d'autres cas où ces mots n'auraient pas été ajoutés, la convention excluait les accords créés en dehors de l'effet. On a également observé que si l'on ajoutait au projet de convention une disposition permettant la création d'avaux en dehors de l'effet, il faudrait peut-être déterminer la nature des avals autorisés et que l'on pourrait alors être amené à restreindre la liberté des parties de donner l'aval de leur choix, ce qui n'était pas souhaitable. La Commission n'a donc pas adopté cette proposition.

154. La Commission a examiné le paragraphe 6 de l'article 42 qui était une disposition introduite dans le projet de convention par le Groupe de travail à sa quatorzième session (voir A/CN.9/273, par. 110 et annexe).

155. Après délibération, la Commission a adopté cet article.

Article 46

156. La Commission a examiné l'article 46, qui avait été modifié par le Groupe de travail à sa quatorzième session (voir A/CN.9/273, par. 112 et 113 et annexe). On a fait valoir que la première phrase du paragraphe 1 de l'article 46 qui autorisait le tireur à stipuler que la lettre de change ne devait pas être présentée à l'acceptation avant la survenance d'un événement déterminé devait être réexaminée, étant donné que l'inclusion d'une telle disposition dans l'effet pouvait être considérée comme donnant un caractère conditionnel au mandat de payer à la stipulation figurant dans la lettre. Celle-ci ne satisferait pas alors aux dispositions de l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 1 selon lequel l'effet devait contenir le mandat inconditionnel de payer donné par le tireur au tiré.

157. On a répondu que la disposition en question avait été introduite parce qu'il était ressorti d'informations prises auprès d'institutions bancaires et commerciales qu'il n'était pas rare que des lettres de change comportent des dispositions stipulant que la lettre ne devait pas être présentée à l'acceptation avant la survenance d'un événement déterminé (par exemple qu'elle ne devait pas être présentée avant que la marchandise vendue en vertu d'une transaction sous-jacente soit arrivée ou avant le dédouanement de la marchandise). Si l'événement en question ne survenait pas, il serait manifestement possible de présenter la lettre à l'acceptation comme prévu par la stipulation et le porteur serait dispensé de le faire en vertu du paragraphe b de l'article 48; il pourrait alors exercer immédiatement son droit de recours en vertu de l'alinéa b) du paragraphe 1 et du paragraphe 2 de l'article 50. Le libellé actuel était donc une solution de compromis répondant aux besoins du commerce international et avait l'appui des milieux bancaires.

158. Après délibération, la Commission a adopté l'article 46.

Articles 51 h) et 58 2) d)

159. Après délibération, la Commission a adopté l'article 51 h) qui était une disposition modifiée par le Groupe de travail à sa quatorzième session (voir A/CN.9/273, par. 115 à 117 et annexe). La Commission a également adopté l'alinéa d) du paragraphe 2 de l'article 58.

Article 66

160. A propos du paragraphe 2 de l'article 66, la Commission a examiné les questions ci-après. On a noté que ce paragraphe traitait du taux d'intérêt payable après l'échéance dans le cas où un effet n'avait pas encore été payé et que ses deux premières phrases prévoyaient des taux d'intérêt annuels supérieurs de 2 p. 100 à certains taux qui y étaient spécifiés. Toutefois, le Groupe de travail avait mis le chiffre 2 entre crochets, laissant à la Commission le soin de prendre une décision définitive au sujet du taux d'intérêt à retenir.

161. La troisième phrase du paragraphe 2 de l'article 66 prévoyait qu'un taux devant être spécifié dans le projet de convention s'appliquerait à défaut des taux spécifiés dans les deux premières phrases de ce paragraphe; toutefois, le Groupe de travail n'avait pas pris de décision au sujet de ce taux et avait laissé à la Commission le soin de le fixer.

162. S'agissant des taux spécifiés dans les deux premières phrases du paragraphe 2, on a fait observer qu'il se pourrait que le taux d'intérêt de référence retenu dans ces deux phrases (c'est-à-dire, le "taux officiel (taux bancaire) ou tout autre taux approprié analogue en vigueur sur la principale place du pays...") n'existe pas dans certains pays. Dans d'autres pays, il pouvait y avoir plus d'un taux officiel. Dans d'autres pays encore, il n'existait pas nécessairement un taux officiel au taux bancaire. Le taux d'intérêt qui devait être spécifié dans la dernière phrase et qui devait s'appliquer à défaut des taux indiqués dans les deux phrases précédentes revêtait donc une grande importance. On a également fait observer que le taux officiel en vigueur sur la principale place du pays où l'effet était payable [première phrase de l'article 66 2)] pourrait ne pas convenir si l'effet était payable dans une monnaie autre que celle du pays où il devait être payé.

163. On a également exprimé l'avis qu'une majoration de 2 p. 100 du taux de référence ne se justifiait pas et aboutissait à un taux d'intérêt trop élevé. Selon un autre point de vue, toutefois, cette majoration de 2 p. 100 se justifiait puisqu'en général le taux de référence était fixé par des institutions financières publiques à un niveau inférieur au taux fixé par les institutions commerciales en cas de défaut de paiement d'effets utilisés dans les transactions commerciales internationales. Une majoration de 2 p. 100 du taux de référence était donc nécessaire pour que le taux payable soit conforme à la pratique commerciale.

164. S'agissant du taux à insérer dans la dernière phrase, l'avis général a été qu'il ne fallait pas fixer un chiffre qui vaudrait pendant toute la période au cours de laquelle la Convention serait en vigueur. Tout chiffre, même s'il convenait au moment où il était inséré, pourrait par la suite ne plus convenir en raison de l'évolution des conditions économiques. Il était donc préférable que cette phrase prévoie un taux déterminable mais qui varierait en fonction de l'évolution des conditions économiques. On a fait observer à cet égard qu'il serait souhaitable de choisir un taux déterminable qui ne varierait pas considérablement en fonction du processus de détermination dans différents pays.

165. Les propositions ci-après ont été faites en ce qui concerne le taux d'intérêt à retenir dans la troisième phrase du paragraphe 2) de l'article 66 :

a) Le taux qui serait décidé par un tribunal conformément au droit national, en cas de non paiement d'un effet;

b) Le taux qui serait appliqué au créancier s'il empruntait sur un marché commercial la somme pour laquelle il y avait défaut de paiement;

c) Un taux qui serait fixé par chaque Etat au moment où il deviendrait partie à la Convention. Les tribunaux de cet Etat s'appuieraient sur la Convention pour faire appliquer ce taux;

d) Le taux de base du pays;

e) Le taux commercial raisonnable en vigueur au moment où les intérêts devaient être calculés.

166. Il a été procédé à un échange de vues au sujet de ces propositions. On a fait observer que dans certains pays les milieux bancaires répugnaient à accepter un taux qui n'était pas clairement et immédiatement déterminable au moment où les intérêts devaient être calculés. Des taux qui ne pourraient être déterminés qu'après intervention des tribunaux ou au sujet desquels il pouvait y avoir des divergences de vues (par exemple, de taux commerciaux raisonnables) n'étaient donc pas acceptables.

167. Contre la proposition exposée à l'alinéa a) du paragraphe 165 ci-dessus, on a fait valoir que l'adoption d'un taux qui serait décidé par un tribunal national risquait d'entraîner des écarts importants entre les taux applicables dans différents pays, ou même dans les différents éléments d'un Etat fédéral. De plus, les taux fixés par la législation nationale ne correspondaient pas nécessairement aux indemnités effectivement octroyées par les tribunaux en cas de non-paiement. Par exemple, dans certains pays, les taux d'intérêt fixés par la législation nationale étaient inférieurs aux taux nécessaires pour indemniser convenablement les créanciers, compte tenu des conditions commerciales qui prévalaient. Dans certains de ces pays, les tribunaux, outre les intérêts prévus par la loi, octroyaient des dommages-intérêts à titre d'indemnisation supplémentaire. En outre, si un Etat lorsqu'il était devenu partie à la Convention de Genève de 1930 portant loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre, n'avait pas fait de réserve conformément à l'article 13 de l'annexe II à ladite Convention, l'adoption de cette proposition aboutirait à un taux d'intérêt de 6 p. 100 seulement (art. 48 de la Loi uniforme), taux qui n'était pas en rapport avec les taux d'intérêt commerciaux actuellement pratiqués.

168. L'adoption des taux proposés aux alinéas b) et e) du paragraphe 165 ci-dessus a recueilli un certain appui. On a néanmoins objecté que ces taux ne seraient pas faciles à déterminer.

169. Le taux ci-après, inspiré de celui proposé à l'alinéa a) du paragraphe 165 ci-dessus, a recueilli un plus large appui : le taux qui serait décidé par un tribunal, conformément à la législation nationale, en cas d'action pour défaut de paiement engagée au lieu où l'effet était payable. On a fait observer qu'une action pour défaut de paiement serait normalement engagée au lieu où l'effet était payable et que le taux en question serait donc facilement déterminable.

170. La Commission a décidé de renvoyer les paragraphes 2 et 3 de l'article 66 à un groupe de travail ad hoc qui serait chargé de les réviser à la lumière des débats de la Commission. Elle a également prié ce groupe de travail d'examiner les effets qu'aurait la modification de ces paragraphes sur les autres articles du projet de convention dans lesquels il y était fait référence. Ce groupe de travail devrait

également examiner le point de savoir s'il fallait maintenir, à l'article 66, paragraphe 1), alinéa b) ii), la référence au "montant spécifié à l'alinéa précédent [1) b) i)]" ou prévoir que les intérêts seraient calculés uniquement sur "le montant de l'effet".

171. Compte tenu des propositions du Groupe de travail ad hoc et du Groupe de rédaction, la Commission a décidé de modifier le paragraphe 2 de l'article 66 de façon qu'il se lise comme suit :

"Le taux d'intérêt est le taux qui serait obtenu en cas de procédure judiciaire engagée dans la juridiction où l'effet est payable."

172. A propos du paragraphe 3 de l'article 66, qui traitait de l'escompte applicable en cas de paiement d'une lettre de change avant l'échéance, on a noté que les problèmes concernant l'existence d'un "taux officiel (taux bancaire)" qu'avait posés le paragraphe 2 de l'article 66 ne se posaient pas en ce qui concerne le "taux officiel (taux d'escompte)". Toutefois, la stipulation d'un taux dans la dernière clause du paragraphe 3 de l'article 66 a soulevé des objections comparables à celles qui avaient été élevées à propos de la dernière phrase du paragraphe 2 de ce même article. La Commission a donc décidé de remanier la dernière clause du paragraphe 3 de l'article 66 comme suit :

"ou à défaut d'un tel taux, à un taux raisonnable vu les circonstances."

173. La Commission a adopté une proposition tendant à ajouter à l'article 66 un nouveau paragraphe 2 bis) ainsi conçu :

"2 bis) Rien dans les dispositions du paragraphe 2 n'empêche un tribunal d'accorder des dommages-intérêts ou une réparation pour dédommager le porteur de la perte supplémentaire subie en raison d'un retard dans le paiement."

3. Examen d'autres questions et projets d'articles

Endossements conditionnels (art. 17)

174. On a généralement convenu qu'en vertu de l'article 17, un endossement aux fins de la transmission d'un effet à un porteur devait être inconditionnel. Si un endossement était sujet à une condition, la condition devait être ignorée en ce qui concerne la transmission de l'effet, et le cessionnaire devenait porteur même si la condition n'était pas réalisée. Toutefois, des points de vue différents ont été exprimés au sujet de l'effet éventuel d'une condition sur la responsabilité de l'endosseur à l'égard des signataires postérieurs à l'endossataire. Selon un point de vue, la condition devait aussi être ignorée en ce qui concernait la responsabilité de l'endosseur à l'égard de ces signataires. On a dit que cette approche favoriserait la circulation d'un effet.

175. Selon un autre point de vue, par contre, une condition ne devait pas être ignorée en ce qui concernait la responsabilité d'un endosseur à l'égard des signataires postérieurs à l'endossataire. A l'appui de ce point de vue, on a déclaré que si un effet était transmis à un endossataire dans le cadre d'une transaction sous-jacente entre l'endosseur et l'endossataire, qui était sujette à une condition, l'endosseur comptait à juste titre ne pas se considérer obligé si la condition n'était pas réalisée, que la condition soit stipulée dans l'endossement

figurant sur l'instrument ou qu'elle soit seulement formulée dans l'accord sous-jacent. Si l'endosseur pouvait opposer à l'endossataire un moyen de défense fondé sur la non-réalisation de la condition, les porteurs postérieurs à l'acquéreur de l'effet pourraient aussi être affectés par la condition en vertu de l'article 25 - autrement dit, un porteur ultérieur qui aurait connaissance de la condition et saurait qu'elle n'a pas été réalisée pourrait se voir opposer un moyen de défense fondé sur la condition.

176. On a dit que si toute condition dans un endossement devait être interdite ou ignorée en ce qui concerne à la fois la transmission de l'effet et la responsabilité de l'endosseur, il y aurait une contradiction entre l'article 17 et l'article 40, paragraphe 2, selon lequel l'endosseur peut exclure ou limiter son obligation personnelle.

177. La Commission a décidé que l'article 17 devait être modifié de manière à indiquer qu'une condition stipulée dans un endossement devait être ignorée en ce qui concerne les signataires postérieurs à l'endosseur; elle a renvoyé l'article au Groupe de rédaction.

178. Le Groupe de rédaction a proposé d'ajouter la phrase ci-après au paragraphe 2 de l'article 17 :

"La condition est réputée non écrite à l'égard des signataires et de ceux à qui l'effet est transmis, venant après l'endossataire."

179. Des objections fondées sur le raisonnement exposé au paragraphe 175 ci-dessus ont été formulées à l'encontre de ce libellé. On a déclaré qu'il pourrait être injuste de ne pas tenir compte du tout de la condition pour la responsabilité de l'endosseur vis-à-vis des signataires venant après l'endossataire puisqu'elle pourrait servir à signaler un moyen de défense possible de l'endosseur. Après avoir délibéré, la Commission a adopté la proposition du Groupe de rédaction.

Mise en gage d'un effet par endossement

180. On a proposé d'ajouter un nouvel article 20 bis) ainsi conçu :

"Lorsqu'un endossement contient la mention 'valeur en garantie', 'valeur en gage' ou toute autre mention impliquant un nantissement, l'endossataire

a) Est un porteur au sens de l'article 4, paragraphes 6 et 7 et de l'article 28;

b) Peut exercer tous les droits dérivant de l'effet;

c) Ne peut endosser l'effet qu'aux fins d'encaissement;

d) N'est exposé aux actions et exceptions existant contre l'endosseur que dans les cas spécifiés aux articles 25 et 26.

Un tel endossataire, s'il a endossé l'effet aux fins d'encaissement, n'est pas obligé envers les porteurs antérieurs."

181. A l'appui de cette proposition, on a fait valoir que la mise en gage d'un effet par endossement (endossement pignoratif) était un moyen utilisé dans le commerce international pour obtenir du crédit et que la Convention devrait contenir

des règles spéciales concernant les droits et le statut du créancier gagiste. Selon un autre point de vue, toutefois, le besoin d'une telle disposition ne se faisait pas sentir dans la pratique puisque le procédé qu'elle visait n'était pas couramment utilisé. Un certain nombre de questions et d'objections ont été soulevées au sujet de certains éléments du texte proposé, en particulier au sujet des règles énoncées aux alinéas a) et b). La Commission a décidé de ne pas retenir cette proposition car elle ne pouvait, au stade actuel, procéder à un examen approfondi de ses divers éléments et de ses incidences sur d'autres articles du projet de convention.

Questions relatives aux articles 34 1), 35 1) et 40 1)

182. On a proposé se supprimer le mot "ultérieur" au paragraphe 1 de l'article 34 en faisant observer qu'il était difficile de savoir si l'expression "tout signataires ultérieur" désignait un signataire postérieur au porteur ou au tireur. On a également dit que cet article devait aussi obliger le tireur à payer l'avaliseur d'un endosseur qui avait payé un effet. On a convenu, en conséquence, de modifier le paragraphe 1 de l'article 34 en remplaçant les mots "à tout signataire ultérieur" par les mots "à tout endosseur ou à l'avaliseur de l'endosseur". On a également décidé d'utiliser les mêmes termes au paragraphe 1 de l'article 35 et, en insérant le mot "ultérieur", au paragraphe 1 de l'article 40, car il était nécessaire dans ce dernier cas de préciser que l'endosseur n'était pas obligé à l'égard des endosseurs antérieurs ou de leurs avaliseurs.

183. La Commission a adopté les propositions du Groupe de rédaction ci-après :

a) A l'article 34, paragraphe 1, remplacer les mots "à tout signataire ultérieur" par les mots "à tout endosseur ou à tout avaliseur";

b) A l'article 35, paragraphe 1, remplacer les mots "à tout signataire" par les mots "à tout endosseur ou à tout avaliseur".

Au sujet de l'article 40, paragraphe 1, voir la proposition du Groupe de rédaction au paragraphe 209 ci-dessous.

Article 38 1) et ses rapports avec l'article 11

184. La Commission a examiné le sens de l'expression "effet incomplet" à l'article 11 et au paragraphe 1 de l'article 38 et s'est demandé si les dispositions du paragraphe 1 de l'article 38 concernant l'acceptation par un tiré d'une lettre de change incomplète avant qu'elle ait été signée par le tireur étaient satisfaisantes.

185. On a noté que le sens donné à l'expression "effet incomplet" à l'article 11 n'était pas le même qu'au paragraphe 1 de l'article 38. A l'article 11, une lettre de change incomplète était une lettre de change qui répondait aux prescriptions de l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article premier - c'est-à-dire qui contenait dans son texte les mots "lettre de change internationale (Convention de...)" - et de l'alinéa f) - c'est-à-dire qui était signée par le tireur - mais qui ne répondait pas à une ou à plusieurs des autres prescriptions du paragraphe 2 de l'article premier. Selon le paragraphe 1 de l'article 38, par contre, une lettre de change qui satisfaisait seulement aux conditions énoncées à l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article premier était considérée comme un effet incomplet qui pouvait être accepté par le tiré.

186. On a estimé que, l'expression "effet incomplet" n'étant pas employée dans le même sens à l'article 11 qu'au paragraphe 1 de l'article 38, un tiré qui acceptait une lettre de change avant qu'elle ait été signée par le tireur conformément au paragraphe 1 de l'article 38 ne bénéficiait pas de la protection conférée par le paragraphe 2 de l'article 11, étant donné que ce dernier article n'accordait une protection qu'à un effet incomplet au sens du paragraphe 1 de l'article 11. Comme il était parfois souhaitable, pour les besoins du commerce, qu'un tiré accepte une lettre de change avant qu'elle ait été signée par le tireur, le tiré qui acceptait une lettre dans ces conditions devait bénéficier de la protection conférée par le paragraphe 2 de l'article 11. On pouvait lui assurer cette protection en modifiant comme suit les premiers mots du paragraphe 1 de l'article 11 : "Un effet incomplet qui répond aux prescriptions de l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article premier et porte la signature du tireur ou du tiré..."

187. On a objecté que l'emploi de l'expression "effet incomplet" au paragraphe 1 de l'article 38 était inexact, car une lettre de change qui n'avait pas été signée par le tireur n'était pas un effet incomplet : ce n'était pas à proprement parler un effet négociable. Un effet négociable n'existait comme tel qu'après la signature du tireur. Il ne fallait donc pas essayer de faire entrer dans la définition d'un "effet incomplet" à l'article 11 un effet qui n'avait pas été signé par le tireur. On a dit que ni le paragraphe 1 de l'article 11 ni le paragraphe 1 de l'article 38 ne contenaient une véritable définition de l'expression "effet incomplet" et qu'il n'était donc pas illogique que ces deux dispositions se réfèrent, à des fins différentes, à des effets qui n'étaient pas complets eu égard à des prescriptions différentes.

188. La Commission, après délibération, a décidé de modifier soit l'article 11 soit le paragraphe 1 de l'article 38 de manière à ce qu'un effet qui satisfait uniquement à la condition de l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article premier puisse être accepté par le tiré et que, dans ce cas, les dispositions du paragraphe 2 de l'article 11 s'appliquent en conséquence à la signature de l'effet par le tireur et à tout autre élément par lequel le tireur ou une autre personne peut compléter l'effet (voir la proposition du Groupe de rédaction tendant à modifier l'article 38, par. 1 au par. 209 ci-dessous).

Article 48

189. On a noté que, si l'article 48 spécifiait les cas dans lesquels le porteur était dispensé de présenter la lettre à l'acceptation, même lorsque la présentation à l'acceptation était obligatoire, il ne prévoyait pas, en revanche, le cas où il y avait un retard dans la présentation de la lettre à l'acceptation par le porteur et où le retard était excusable parce qu'il était dû à des circonstances indépendantes de la volonté du porteur et que celui-ci ne pouvait ni éviter ni surmonter. Par contre, le cas du retard excusable était prévu au paragraphe 1 de l'article 52 (à propos de la présentation au paiement), au paragraphe 1 de l'article 58 (à propos de l'établissement du protêt) et au paragraphe 1 de l'article 63 (à propos de la communication de l'avis de refus d'acceptation ou de paiement). On a proposé d'aligner l'article 48 sur les autres articles mentionnés en indiquant que le porteur doit présenter la lettre à l'acceptation avec toute la diligence raisonnable lorsque la cause du retard cesse d'exister.

190. On a objecté que l'article 48 ne mentionnait pas la question du retard excusable dans la présentation à l'acceptation parce que l'article 47 exigeait que la présentation à l'acceptation se fasse dans un délai fixé et non dans un délai

raisonnable, comme c'était le cas dans certains systèmes juridiques. La question posée par le retard excusable était résolue par l'alinéa b) de l'article 48, selon lequel le porteur était complètement dispensé de présenter la lettre à l'acceptation s'il était impossible d'effectuer la présentation dans le délai prescrit. On a fait aussi observer que le système reflété dans les articles 47 et 48 fonctionnait de manière équitable dans la plupart des cas. Par exemple, quand une lettre de change était tirée payable à vue ou à un certain délai de vue, elle devait, en vertu de l'alinéa e) de l'article 47, être présentée à l'acceptation dans un délai d'un an à compter de sa date. Le porteur avait donc suffisamment de temps pour présenter la lettre à l'acceptation et, s'il en était empêché par des circonstances indépendantes de sa volonté pendant toute une année, il était juste qu'il soit dispensé de la présentation à l'acceptation et qu'il puisse agir contre les signataires de l'effet. On a fait observer, par ailleurs, que le système pouvait ne pas fonctionner équitablement dans d'autres cas. Par exemple, s'il était stipulé dans une lettre de change qu'elle devait être présentée dans un délai de 30 jours à compter de sa date et si la présentation était impossible pendant les 30 jours en raison de circonstances indépendantes de la volonté du porteur mais devenait possible le trente-deuxième jour, il n'était pas juste que le porteur ait le droit, immédiatement après l'expiration des 30 jours, d'exercer un recours contre les signataires de l'effet en invoquant un refus d'acceptation.

191. En ce qui concerne l'alinéa b) de l'article 48, on a proposé de remplacer les mots "avec toute la diligence raisonnable" par les mots "par suite de circonstances indépendantes de la volonté du porteur et que celui-ci ne pouvait ni éviter ni surmonter". On a fait observer, à l'appui de cette proposition, que la première formule avait un sens subjectif alors que la dernière avait un sens objectif et était donc préférable. Certains ont dit que les mots "avec toute la diligence raisonnable" devaient être maintenus parce qu'ils avaient un sens bien établi. On a noté en outre qu'un effet pouvait ne pas être présenté à l'acceptation dans deux cas quelque peu différents : premièrement, quand un cas de force majeure empêchait la présentation et, deuxièmement, quand le tiré ne pouvait pas être retrouvé. Les mots "par suite de circonstances indépendantes de la volonté du porteur et que celui-ci ne pouvait ni éviter ni surmonter" ne s'appliquaient pas directement au dernier cas, alors que les mots "avec toute la diligence raisonnable" s'y appliquaient.

192. On a fait la proposition suivante pour résoudre les difficultés notées plus haut en ce qui concerne l'article 48 :

a) Ajouter au début de l'article 48 le nouveau paragraphe suivant :

"1) Lorsqu'une présentation obligatoire à l'acceptation n'est pas effectuée dans le délai prescrit dans la lettre, le retard est excusable s'il est dû à des circonstances indépendantes de la volonté du porteur et que celui-ci ne pouvait ni éviter ni surmonter. Lorsque la cause du retard cesse d'exister, l'effet doit être présenté avec toute la diligence raisonnable.";

b) Faire de la phrase liminaire de l'alinéa a) le paragraphe 2 de l'article 48;

c) Remplacer l'alinéa b) de l'article 48 par le nouveau paragraphe 3 ci-après :

"3) Lorsqu'il est impossible d'effectuer une présentation obligatoire à l'acceptation dans le délai prescrit à l'alinéa e) de l'article 47 par suite de circonstances indépendantes de la volonté du porteur et que celui-ci ne pouvait ni éviter ni surmonter, le porteur est dispensé de présenter la lettre à l'acceptation."

193. Après délibération, la Commission a adopté la proposition, en spécifiant que les deux nouveaux paragraphes proposés devaient comporter une référence aux alinéas d) et e) de l'article 47.

Articles 68, paragraphe 3 et 73, paragraphe 2

194. La Commission a comparé les conséquences du paiement par un tiré qui avait accepté une lettre de change [art. 68 3)] et celles du paiement par un tiré qui ne l'avait pas acceptée [art. 73 2)]. On a noté que, dans le premier cas, le tiré - qui était aussi accepteur - qui payait un porteur qui n'était pas un porteur protégé ne serait libéré de ses obligations que s'il ne savait pas au moment du paiement qu'un tiers avait fait valoir un droit valable sur l'effet ou que le porteur avait volé l'effet ou avait contrefait la signature du bénéficiaire ou d'un endossataire, ou avait participé au vol ou à la contrefaçon [art. 68 3)]. Ainsi, les autres signataires n'étaient libérés de leurs obligations, en vertu du paragraphe 1 de l'article 73, que si l'accepteur n'avait connaissance d'aucun des faits indiqués ci-dessus. Lorsque le tiré n'avait pas accepté la lettre de change, il semblait en revanche qu'un paiement de sa part, qu'il ait eu ou non connaissance de tels faits, libérerait tous les signataires [art. 73 2)]. On a émis l'avis qu'une telle différence ne se justifiait pas et qu'il faudrait donc ajouter au paragraphe 2 de l'article 73 la formule suivante : ", sauf lorsque le tiré paie un porteur qui n'est pas un porteur protégé alors qu'il sait au moment où il paie qu'un tiers a fait valoir un droit valable sur l'effet ou que le porteur a volé l'effet ou a contrefait la signature du bénéficiaire ou d'un endossataire, ou a participé au vol ou à la contrefaçon".

195. A l'encontre de cette proposition, on a fait valoir que le paragraphe 3 de l'article 68 et l'article 73 traitaient de questions différentes. Le paragraphe 3 de l'article 68 avait trait aux conditions dans lesquelles le paiement par un signataire libérerait ce dernier de ses obligations. Le paragraphe 1 de l'article 73 en revanche avait trait au rapport entre la libération d'un signataire et celle des autres signataires qui avaient un recours contre le signataire libéré. Quant au paragraphe 2 de l'article 73, il avait trait au rapport entre le paiement par le tiré et la libération de tous les signataires.

196. La Commission, après avoir délibéré, a décidé d'adopter cette proposition.

Article 68 4) a bis)

197. On a posé la question de savoir comment une personne autre que le tiré, l'accepteur ou le souscripteur qui effectuait un versement au titre d'un effet payable par versements à échéances successives pouvait exercer un droit de recours contre des signataires antérieurs. On a noté que conformément au paragraphe 4 de l'article 69, un signataire qui effectuait un paiement partiel devait recevoir du porteur une copie certifiée conforme de l'effet et de tout protêt authentique [art. 69 4) b)] et pouvait se servir de cette copie pour exercer son droit de recours. Il a été convenu qu'une disposition allant dans le sens de l'alinéa b) du paragraphe 4 de l'article 69 devrait être insérée à l'article 68.

Articles 44, 68, 69 et 73

198. On a déclaré que le projet de convention ne contenait pas de règles satisfaisantes s'agissant des situations ou questions suivantes : libération en cas de paiement par l'avaliseur de la responsabilité du signataire parce qu'il est devenu avaliseur, protection du signataire qui paie un effet payable par versements à échéances successives et effet du paiement partiel par l'avaliseur du tiré. Pour remédier à ces carences, on a fait les propositions ci-après.

Article 44

Le texte actuel de l'article 44 devient le paragraphe 2 de cet article et est précédé du paragraphe 1 ci-après :

- "1. Le paiement d'un effet par l'avaliseur conformément à l'article 68 libère le signataire dont il s'est porté garant sur l'effet à concurrence du montant payé."

Article 68

Ajouter au paragraphe 4 l'alinéa a ter) ci-après :

"a ter) Si, lorsqu'un effet payable par versements à échéances successives est refusé [à l'acceptation ou] au paiement pour l'un quelconque de ses versements, un signataire effectue le versement, le porteur ainsi payé doit remettre au signataire une copie certifiée conforme de l'effet et tout protêt authentique nécessaire à ce signataire pour exercer un droit sur l'effet."

Article 69

Modifier l'alinéa a) du paragraphe 3 comme suit :

- "3) Si le porteur accepte un paiement partiel du tiré, de l'avaliseur du tiré, de l'accepteur ou du souscripteur :

a) L'avaliseur du tiré, l'accepteur ou le souscripteur est libéré de ses obligations à concurrence du montant payé; et"

Modifier l'alinéa b) du paragraphe 4 comme suit :

- "4) Si le porteur accepte un paiement partiel d'un signataire de l'effet autre que le tiré, l'accepteur, le souscripteur ou l'avaliseur du tiré :

a) ...

b) Le porteur doit remettre à ce signataire une copie certifiée conforme de l'effet et tout protêt authentique nécessaire à ce signataire pour exercer un droit sur l'effet."

Article 73, paragraphe 1

Remplacer le mot "recours" figurant au paragraphe 1 par les mots "droit sur l'effet".

199. En ce qui concerne la modification proposée pour l'article 44, il était entendu que le paiement par l'avaliseur ne libérerait pas le signataire dont il s'était porté garant sur l'effet de ses obligations vis-à-vis de l'avaliseur lui-même.

200. En ce qui concerne le nouvel alinéa a ter) proposé pour le paragraphe 4 de l'article 68, on a décidé de conserver les mots placés entre crochets (à savoir "à l'acceptation ou"), bien qu'il fût probablement rare qu'un effet payable par versements à échéances successives soit refusé à l'acceptation.

201. En ce qui concerne les modifications proposées pour l'article 69, paragraphes 3 et 4, on a convenu que le paiement partiel par l'avaliseur du tiré devait être couvert par le paragraphe 3, étant donné que la responsabilité d'un tel avaliseur était une responsabilité principale en ce qu'en fait il garantissait le paiement. L'insertion du mot "nécessaire" au paragraphe 4 b) se justifiait par le fait que le signataire qui paie n'a pas besoin d'un protêt authentique en toutes circonstances, par exemple lorsqu'un protêt n'est pas requis.

202. Le remplacement, aux articles 69, paragraphe 4 b) et 73, paragraphe 1 du mot "recours" par les mots "droit sur l'effet" était justifié au motif qu'il étendrait le champ d'application des dispositions en question au-delà des droits de recours envisagés aux articles 55 à 64, de manière à inclure des droits contre les principaux obligés et les droits d'un avaliseur contre le signataire pour lequel sa responsabilité a été engagée.

203. Après avoir délibéré, la Commission a adopté ces propositions, sous réserve de modifications rédactionnelles.

Article 71

204. On a noté que le paragraphe 1 de l'article 71 disposait que l'effet devait être payé dans la monnaie dans laquelle il était libellé. Si la monnaie dans laquelle l'effet était payable n'était pas la monnaie du pays du bénéficiaire et si le paiement devait être effectué en monnaie fiduciaire, la personne qui devait effectuer le paiement pourrait se trouver dans l'impossibilité de le faire parce qu'elle ne possédait pas au moment où le paiement était exigé suffisamment de monnaie fiduciaire étrangère pour verser le montant dû, auquel cas il y aurait refus de paiement. Ce paragraphe tel qu'il était actuellement libellé donnait donc la possibilité à un porteur de s'arranger pour qu'il y ait refus de paiement en exigeant, sans avis préalable, le paiement en monnaie fiduciaire étrangère. On pouvait résoudre ce problème en insérant à l'article 71 une disposition obligeant le porteur à aviser, avant d'exiger le paiement, le signataire auquel celui-ci serait demandé qu'il devrait être effectué en monnaie fiduciaire étrangère.

205. L'opinion de la majorité a toutefois été que le problème que l'on cherchait ainsi à résoudre ne se posait pas dans la pratique puisque les porteurs d'effets ne souhaitaient généralement pas obtenir le paiement en monnaie fiduciaire lorsque la somme à payer était considérable. Si l'on décidait d'insérer à l'article 71 une disposition prévoyant qu'un porteur qui exigeait le paiement en monnaie fiduciaire étrangère devait en avoir avisé au préalable le signataire auquel le paiement était demandé, cette disposition devrait régler sur les points suivants : le délai dans lequel l'avis devait être donné; le point de savoir si l'avis devait être donné même lorsque le paiement était exigé dans l'exercice d'un droit de recours; et les conséquences qu'aurait le fait de ne pas donner avis. La Commission, après avoir délibéré, a décidé de ne pas insérer dans le projet de convention une disposition exigeant un avis préalable.

Article 72, paragraphe 1

206. On a noté que le paragraphe 1 de l'article 72 visait à préciser que le projet de convention ne devait pas porter atteinte aux droits d'un Etat contractant d'appliquer les règles concernant le contrôle des changes en vigueur sur son territoire. Or, certains Etats avaient pris pour protéger leur monnaie des dispositions qui ne pouvaient être considérées comme des règles concernant le contrôle des changes mais que le projet de convention ne devait pas non plus empêcher ces Etats d'appliquer. On a donc proposé d'ajouter les mots "et les dispositions relatives à la protection de sa monnaie" après les mots "règles concernant le contrôle des changes". Après avoir délibéré, la Commission a adopté cette proposition.

207. On a proposé d'ajouter les mots "ou qu'il peut prendre en considération" après les mots "tenu de respecter". A l'appui de cette proposition, on a fait valoir qu'en vertu de certaines conventions relatives au conflit de lois, un Etat contractant pouvait prendre en considération certaines règles, et en particulier les règles obligatoires d'un autre Etat, sans toutefois être tenu de les respecter. Cette proposition a recueilli un certain appui, mais l'opinion de la majorité a été qu'en ajoutant les mots proposés, on rendrait la signification du paragraphe 1 de l'article 72 ambiguë. Ce paragraphe visait à permettre l'application des règles obligatoires en vigueur sur le territoire d'un Etat contractant, et une disposition traitant des règles obligatoires en vigueur en dehors de ce territoire n'y avait pas sa place. Après avoir délibéré, la Commission n'a pas accepté cette proposition.

Article 80, paragraphe 1, alinéa c)

208. On a noté que, conformément à cet article, un droit d'action découlant d'un effet ne pouvait plus être exercé contre l'accepteur d'une lettre de change payable à vue après l'expiration d'un délai de quatre ans à compter de la date à laquelle la lettre de change avait été acceptée. Cette disposition ne pouvait toutefois être appliquée si l'accepteur n'avait pas indiqué la date de son acceptation ou si, à défaut d'une telle indication par l'accepteur, le tireur ou le porteur n'avait pas inscrit la date de l'acceptation [art. 38 3)]. On a donc proposé d'ajouter à la fin de l'alinéa c) les mots "ou, au cas où cette date n'est pas indiquée, à compter de la date de l'effet". Après avoir délibéré, la Commission a adopté cette proposition.

4. Propositions de rédaction non examinées par la Commission

209. La Commission n'a pas eu le temps à cette session d'examiner les recommandations ci-après du Groupe de rédaction sur la formulation des décisions de fond prises par la Commission au sujet des articles 38 paragraphe 1, 40 paragraphe 1, 41, 48, 66, 72 paragraphe 1, 73 paragraphe 2 et 80 paragraphe 1 alinéa c) :

"Article 38, paragraphe 1 (voir par. 188, ci-dessus)

Ajouter la phrase ci-après à la fin du paragraphe :

'Dans un tel cas, l'article 11 s'appliquera à l'effet complété par le tireur ou une autre personne.'

Article 40, paragraphe 1 (voir par. 182 et 183, ci-dessus)

Aux deuxième et troisième lignes du paragraphe 1, remplacer les mots 'à tout signataire ultérieur' par 'à tout endosseur ultérieur ou à l'avaliseur dudit endosseur'.

Article 41 (voir par. 61, ci-dessus)

Titre nouveau

Insérer avant l'article 41 un titre nouveau libellé comme suit :

'Du cédant par endossement ou par simple remise'.

Ajouter à la première ligne du paragraphe 1, après le mot 'effet', les mots 'par endossement et par remise ou par simple remise'.

Modifier le paragraphe 3 comme suit :

'Lorsque la responsabilité du cédant est engagée en vertu du paragraphe 1, le cessionnaire peut, contre restitution de l'effet, recouvrer même avant l'échéance le montant qu'il a payé au cédant, augmenté des intérêts calculés au taux spécifié à l'article 66.'

Article 48 (voir par 184 à 193, ci-dessus)

Remplacer l'article 48 par le texte ci-après :

1) L'inaccomplissement de la présentation obligatoire à l'acceptation dans le délai stipulé dans la lettre est excusé s'il est dû à des circonstances indépendantes de la volonté du porteur et que celui-ci ne pouvait ni éviter ni surmonter. Quand la cause de l'inaccomplissement disparaît, la présentation doit être faite avec la diligence d'usage.

2) Le porteur est dispensé de présenter la lettre à l'acceptation, même lorsque la présentation à l'acceptation est obligatoire si le tiré est décédé ou n'a plus la libre administration de ses biens en raison de son insolvabilité, ou est une personne fictive ou une personne qui n'a pas la capacité d'être obligée par la lettre en tant qu'accepteur ou si le tiré est une société, une association ou une autre personne morale qui a cessé d'exister.

3) Si la présentation obligatoire à l'acceptation ne peut être accomplie dans le délai prévu à l'alinéa d), ou à l'alinéa e) de l'article 47 en raison de circonstances indépendantes de la volonté du porteur et que celui-ci ne pouvait ni éviter ni surmonter, le porteur est dispensé de l'obligation de présenter la lettre à l'acceptation.'

Article 66 (voir paragraphe 160 à 173 ci-dessus)

Modifier le paragraphe 2 de l'article 66 comme suit :

'Le taux annuel d'intérêt est celui qui serait applicable si une action en justice était intentée dans la juridiction où l'effet est payable.'

Ajouter un paragraphe 2 bis ainsi libellé :

'Aucune disposition du paragraphe 2 ne fait obstacle à ce qu'un tribunal accorde des dommages-intérêts ou une réparation pour la perte additionnelle subie par le porteur en raison d'un retard de paiement.'

Modifier le paragraphe 3 comme suit :

'L'escompte est calculé au taux officiel (taux d'escompte) ou à tout autre taux approprié analogue en vigueur à la date du recours au lieu où le porteur a son principal établissement ou, s'il n'y a pas d'établissement, sa résidence habituelle, ou à défaut d'un tel taux, à un taux raisonnable compte tenu des circonstances.'

Article 72, paragraphe 1 (voir par. 206, ci-dessus)

Après les mots 'contrôle des changes', insérer les mots 'et des dispositions relatives à la protection de sa monnaie'.

Article 73, paragraphe 2 (voir par. 194 à 196, ci-dessus)

Remplacer le point final par une virgule et ajouter ce qui suit :

'excepté lorsque le tiré paie un porteur qui n'est pas un porteur protégé alors qu'il sait au moment où il paie qu'un tiers a fait valoir un droit valable sur l'effet, ou que le porteur a volé l'effet ou contrefait la signature du bénéficiaire ou de l'endossataire, ou a participé au vol ou à la contrefaçon'.

Article 80, paragraphe 1, alinéa c) (voir par. 208, ci-dessus)

Remplacer le point virgule par une virgule et ajouter ce qui suit :

'ou, en l'absence d'une telle date, à compter de la date de l'effet'."

210. La Commission a décidé d'incorporer les propositions de formule ci-dessus au texte du projet de convention qui doit être distribué pour observations aux gouvernements et aux organisations internationales et d'indiquer qu'elle ne les avait pas examinées.

211. Le texte du projet de convention révisé par la Commission à cette session figure à l'annexe I au présent rapport.

5. Procédure pour adopter le projet de convention en tant que convention

a) Choix de la procédure à suivre

212. La Commission a examiné les diverses procédures qu'il était possible de suivre pour l'adoption du projet de convention.

213. Le Secrétaire de la Commission a fait une déclaration sur cette question. Il a indiqué que les consultations officieuses tenues par les délégués avaient montré qu'il y avait trois procédures possibles qui avaient chacune des partisans.

Premièrement, la Commission pouvait recommander à l'Assemblée générale de convoquer une conférence diplomatique pour adopter en tant que convention le projet de convention mis au point à la présente session de la Commission. Deuxièmement, le projet de convention mis au point à la présente session de la Commission pouvait être réexaminé par le Groupe de travail des effets de commerce internationaux avant la vingtième session de la Commission et être ensuite examiné et approuvé par la Commission à sa vingtième session. La Commission recommanderait alors à l'Assemblée générale d'adopter le projet de convention sans en réexaminer le texte quant au fond. Troisièmement, le projet de convention mis au point à la présente session de la Commission pouvait être examiné et approuvé par la Commission à sa vingtième session sans que le Groupe de travail le réexamine, les travaux préparatoires nécessaires étant accomplis par le secrétariat y compris la rédaction d'un projet de clauses finales. La Commission recommanderait alors à l'Assemblée générale d'adopter le projet de convention sans en réexaminer le texte quant au fond. Chacune de ces trois procédures a été appuyée et critiquée.

214. Certains étaient d'avis que la Commission devait recommander la convocation d'une conférence diplomatique pour clôturer les travaux poursuivis par la Commission durant plus de 10 ans. On a noté que la convocation d'une conférence diplomatique était la procédure normale pour l'adoption d'une convention universelle sur des questions de droit privé. Il a été aussi précisé que le coût plus élevé d'une conférence diplomatique avait pour contrepartie des meilleures conditions et méthodes de travail. La conférence, qui pourrait durer trois ou quatre semaines, donnerait à tous les Etats la possibilité de participer à un examen très détaillé du projet de convention. Le texte qui résulterait d'un tel débat avait toutes chances d'être accepté par la grande majorité des Etats. Certains se sont opposés à ce que la Commission recommande la convocation d'une conférence diplomatique en faisant valoir que c'était là la méthode la plus coûteuse et qu'une telle dépense ne pouvait pas se justifier compte tenu des difficultés financières auxquelles l'Organisation devait faire face actuellement. On a également fait valoir que la convocation d'une conférence diplomatique n'était peut-être pas la meilleure procédure à suivre pour adopter en tant que convention un texte d'une extrême complexité technique. Il n'était pas certain que ce texte soit amélioré par les délibérations tenues dans le cadre d'une conférence diplomatique. On a également fait observer que la Commission ne recommanderait la convocation d'une conférence diplomatique que si elle avait la certitude d'avoir révisé et perfectionné le projet de convention dans toute la mesure de ses moyens. Or, les délibérations à la Commission avaient montré que, de l'avis de certains Etats, le projet de convention comportait encore des incohérences et des lacunes. Ce genre de conférence, qui permettait à un grand nombre d'Etats de participer à des négociations internationales, était nécessaire quand une convention devait établir un équilibre entre des parties ayant des intérêts économiques ou politiques opposés; mais le projet de convention ne mettait pas en jeu des intérêts opposés. En réponse à l'argument concernant les dépenses entraînées par une conférence diplomatique, on a fait observer que c'était à l'Assemblée générale qu'il appartenait de décider si les dépenses requises se justifiaient; la Commission n'était pas compétente pour décider de cette question.

215. On a généralement convenu que, si l'on renonçait à convoquer une conférence diplomatique, comme il était envisagé dans la deuxième et la troisième procédures possibles mentionnées au paragraphe 212 ci-dessus, ces procédures devaient garantir, dans la mesure du possible, que le projet de convention ferait l'objet de la part de tous les Etats d'un examen aussi attentif que si une conférence diplomatique était réunie.

216. On a estimé d'un commun accord que, si la deuxième ou la troisième procédure était adoptée, il faudrait, dans l'un comme dans l'autre cas, que le texte mis au point à la présente session soit communiqué à tous les Etats pour commentaires. Cela permettrait aux Etats qui n'avaient pas participé à la dix-septième et à la présente session de la Commission d'exprimer leurs vues sur le projet de convention. Si la Commission recevait des observations de tous les Etats et les examinait, elle serait en mesure de déclarer à l'Assemblée générale qu'en mettant au point le projet de convention, elle a tenu compte des vues de tous les Etats. On a noté que le texte du projet de convention pourrait être communiqué aux Etats en vertu d'une décision de la Commission, bien que, selon une autre opinion, il convenait plutôt d'opérer la communication après l'examen du présent rapport de l'Assemblée générale.

217. On a fait observer que la différence sensible qui existait entre la deuxième et la troisième procédure envisagée au paragraphe 213 résidait dans le fait qu'en vertu de la deuxième possibilité, le projet de convention mis au point à la présente session serait réexaminé par le Groupe de travail avant la vingtième session de la Commission, alors que la troisième possibilité ne prévoyait pas un tel réexamen. Certains se sont prononcés en faveur d'un réexamen par le Groupe de travail car ils estimaient que la Commission aurait ainsi beaucoup moins de peine à mettre au point et à approuver le projet de convention à sa vingtième session. On a noté que les travaux du Groupe de travail à ses treizième et quatorzième sessions avaient facilité considérablement les travaux de la Commission à sa présente session. En outre, le Groupe de travail pourrait examiner les observations que les gouvernements enverraient après que le projet de convention leur aurait été communiqué et pourrait faire des recommandations à la Commission sur la manière de tenir compte des préoccupations exprimées dans ces observations.

218. Certains se sont opposés à un réexamen par le Groupe de travail. On a fait observer que les pays en développement avaient des difficultés pour financer la participation de leurs délégués aux sessions des groupes de travail. On a également fait observer qu'en raison des délais nécessaires à la communication du projet de convention aux Etats ainsi qu'à la réception et à l'analyse des observations envoyées en réponse, le Groupe de travail ne pourrait peut-être pas être saisi de ces observations à la session qu'il devait tenir au début de 1987. Or, l'utilité d'une session du Groupe de travail serait fortement réduite si les observations des gouvernements ne pouvaient pas être soumises au Groupe pour examen. On a également fait observer qu'une session de deux semaines du Groupe de travail combinée avec les deux semaines de la vingtième session de la Commission à laquelle le texte final du projet de convention serait approuvé entraînerait des dépenses supplémentaires et réduirait ainsi les avantages financiers qu'on obtiendrait en suivant cette procédure au lieu de recommander la convocation d'une conférence diplomatique.

219. On est convenu que, si la deuxième ou la troisième procédure possible mentionnée au paragraphe 213 était adoptée, il faudrait, dans l'un comme dans l'autre cas, que le projet de convention soit examiné à la vingtième session de la Commission article par article. Cet examen remplacerait l'examen article par article qui aurait lieu à une conférence diplomatique. On a dit que pour limiter à une durée raisonnable les délibérations au sein de la Commission, il pourrait être souhaitable que, sauf cas exceptionnels, les décisions prises par la Commission à des sessions antérieures ne soient pas remises en cause à la vingtième session.

220. A l'issue des délibérations sur les trois procédures possibles mentionnées au paragraphe 213, il est apparu que chacune des trois procédures avait à peu près le même nombre de partisans, mais que la deuxième procédure en avait légèrement plus que les autres. La deuxième procédure a donc été adoptée.

b) Application de cette procédure

221. On a dit que certains Etats membres de la Commission n'enverraient peut-être pas de délégués pour participer à une réunion du Groupe de travail en qualité d'observateurs. Cependant, si ces Etats étaient membres du Groupe de travail, il pourraient envoyer des délégués à la session du Groupe de travail. La participation serait ainsi élargie. La Commission a donc décidé d'élargir le Groupe de travail à tous les Etats membres de la Commission. En invitant tous les Etats qui n'étaient pas membres de la Commission à participer au Groupe de travail en qualité d'observateurs, il fallait indiquer qu'il était souhaitable pour ces Etats de participer aux travaux du Groupe s'ils désiraient prendre part à l'élaboration du texte final du projet de convention. Cela encouragerait tous les Etats qui le désiraient à participer à la session et permettrait à un grand nombre d'Etats de participer à l'examen du projet de convention. L'invitation à adresser aux Etats pour qu'ils participent en qualité d'observateurs à la vingtième session de la Commission devrait être formulée dans des termes analogues.

222. La Commission a examiné le mandat à assigner au Groupe de travail. Elle a convenu que le Groupe de travail devrait examiner les observations des gouvernements sur le projet de convention et faire des recommandations à la Commission sur la manière de tenir compte des préoccupations exprimées dans ces observations. Le Groupe de travail devrait aussi examiner le projet de convention pour découvrir les incohérences ou les lacunes qu'il pouvait y avoir dans ses dispositions. Le Groupe de travail devait également être libre de suggérer des améliorations à apporter au projet de convention.

223. La Commission a demandé au Secrétariat de communiquer à tous les Etats, aussitôt que possible après la conclusion de la présente session, le projet de convention mis au point à cette session, en leur demandant de soumettre au Secrétariat leurs observations sur le projet de convention avant le 15 novembre 1986, étant donné que le Groupe de travail devait se réunir au début de janvier 1987. Dans la mesure où les délais fixés permettraient de préparer et de traduire la documentation nécessaire, les observations reçues devraient être soumises au Groupe de travail dans les langues officielles de la Commission. Le Secrétariat a été aussi prié de soumettre au Groupe de travail le projet de clauses finales à inclure dans le projet de convention. Une de ces clauses pourraient refléter les résultats des consultations que les Etats parties à la Convention de Genève de 1930 portant loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre et à la Convention de Genève de 1930 destinée à régler certains conflits de loi en matière de lettres de change et de billets à ordre avaient tenues au sujet des procédures qu'ils devraient suivre en devenant parties à la future convention. Ces consultations, qui avaient été engagées officieusement à l'occasion de la présente session de la Commission, étaient destinées à résoudre les conflits qui pouvaient exister entre les deux Conventions de Genève de 1930 et le projet de convention en cours d'examen.

224. La Commission a également décidé de réserver deux semaines, à sa vingtième session, pour examiner le projet de convention article par article en tenant compte du rapport du Groupe de travail sur les travaux de sa quinzième

session ainsi que des observations présentées par les gouvernements. Il y avait tout lieu de croire que la Commission transmettrait à l'Assemblée générale le projet de convention mis au point à sa vingtième session en recommandant à l'Assemblée générale de l'adopter en tant que convention sans en modifier le texte quant au fond. Un des membres de la Commission a estimé que les recommandations à faire pour l'adoption du projet de convention pourraient être décidées à la vingtième session après qu'on se serait assuré que l'Assemblée serait prête à adopter la Convention sans modifier le fond du projet.

B. Transferts électroniques de fonds 6/

Introduction

225. A sa quinzième session, en 1982, la Commission était saisie d'un rapport du Secrétaire général traitant de plusieurs problèmes juridiques posés par les transferts électroniques de fonds (A/CN.9/221). Eu égard à ces problèmes juridiques, le rapport suggérait que, dans un premier temps, la Commission établisse un guide juridique sur les problèmes posés par les transferts électroniques de fonds. Ce guide, indiquait-on, devrait viser à fournir des orientations aux législateurs ou aux juristes appelés à élaborer les règles régissant des systèmes particuliers pour ce genre de transferts.

226. La Commission a accepté cette recommandation et prié le Secrétariat d'entreprendre la rédaction d'un guide juridique sur les transferts électroniques de fonds, en coopération avec le Groupe d'étude de la CNUDCI sur les paiements internationaux 7/. Plusieurs chapitres du projet de guide juridique ont été soumis à la Commission à sa dix-septième session, en 1984 (A/CN.9/250 et Add.1 à 4), les projets de chapitres restants lui ayant été soumis à sa dix-huitième session, en 1985 (A/CN.9/266 et Add.1 et 2).

227. A sa dix-huitième session, en 1985, la Commission a prié le Secrétaire général d'envoyer le projet de guide juridique sur les transferts électroniques de fonds aux gouvernements et organisations internationales intéressés, pour observations 8/. Elle a également prié le Secrétariat de revoir le projet, en coopération avec le Groupe d'étude de la CNUDCI sur les paiements internationaux et à la lumière des observations reçues, aux fins de présentation à la Commission à sa dix-neuvième session pour examen et pour adoption éventuelle.

228. A sa présente session, la Commission était saisie d'un rapport du Secrétaire général sur le guide juridique et le déroulement possible des travaux de la Commission en matière de transferts électroniques de fonds (A/CN.9/1218). Le rapport résumait brièvement les réponses reçues des gouvernements et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, et l'on y proposait en annexe diverses modifications à apporter au guide juridique compte tenu de ces réponses. Il était recommandé dans le rapport que la Commission envisage d'adopter le guide juridique et de demander qu'il soit publié selon des modalités appropriées. En outre, le rapport concluait que, dans la mesure où l'emploi des moyens électroniques avait conduit à modifier les procédures bancaires, il convenait d'élaborer de nouvelles règles juridiques en matière de transferts électroniques de fonds. On examinait dans le rapport diverses approches et procédures à mettre en oeuvre pour la formulation de règles juridiques types en ce domaine.

Examen à la session

229. La Commission s'est félicitée de l'achèvement du guide juridique des transferts électroniques de fonds. On a indiqué qu'en décrivant à l'échelle mondiale les diverses pratiques en usage pour ce genre de transferts et en signalant les problèmes juridiques que soulevaient ces pratiques le guide juridique contribuerait à promouvoir l'harmonisation sur le plan international des pratiques et des règles juridiques connexes. On est généralement convenu que la publication du guide devrait se faire dans des conditions propres à lui assurer une large diffusion dans les milieux intéressés. On a émis l'avis que dans l'optique d'une diffusion aussi large que possible, il faudrait que le guide soit adopté par la Commission et publié en tant que publication des Nations Unies. Selon le point de vue dominant, toutefois, il ne convenait pas que la Commission adopte le guide en l'assimilant à une oeuvre de la Commission même sans l'avoir examiné quant au fond. En conséquence, la Commission a autorisé le Secrétariat à publier le guide juridique en tant qu'oeuvre du Secrétariat, dans toutes les langues officielles de l'ONU.

230. Quant aux éventuels travaux de la Commission en matière de transferts électroniques de fonds, on a émis l'avis que le guide juridique suffisait pour le moment s'agissant de promouvoir l'harmonisation et l'unification des pratiques et des droits nationaux et qu'il n'y avait pas lieu, à l'heure actuelle, d'entreprendre la formulation de règles juridiques types. Selon le point de vue dominant, en formulant sans attendre des règles relatives aux problèmes pertinents ainsi que des solutions possibles, on pourrait influencer le développement des pratiques et des droits nationaux et contribuer à éviter que des disparités se produisent entre eux. En conséquence, la Commission a décidé d'entreprendre des travaux en vue de la formulation de règles juridiques types relatives aux transferts électroniques de fonds et d'en confier la responsabilité au Groupe de travail des effets de commerce internationaux, qui pourrait dans cette optique être rebaptisé "Groupe de travail des paiements internationaux". L'ordre de priorité assigné aux travaux en question dépendrait des autres décisions qu'on prendrait à la session en cours sur les futurs travaux. La Commission est convenue que le Groupe de travail devrait commencer ses travaux par l'examen des problèmes juridiques exposés au dernier chapitre du guide juridique ainsi que de tout autre problème que le Secrétariat pourrait juger opportun de soumettre audit groupe.

231. La Commission est également convenue qu'il fallait que ces règles soient souples et rédigées de manière à ne pas être tributaires d'une technologie donnée. Le cas échéant, les règles feraient place à diverses options pour tenir compte des différences entre systèmes bancaires. On a également émis l'avis qu'il faudrait traiter dans les règles types des rapports existant entre les banques comme des rapports existant entre celles-ci et leurs clients.

CHAPITRE III

NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE INTERNATIONAL 9/

A. Contrats industriels

Introduction

232. La Commission était saisie du rapport du Groupe de travail du nouvel ordre économique international sur les travaux de sa huitième session (A/CN.9/276). Ce rapport exposait les débats auxquels avait procédé le Groupe de travail sur la base

de l'introduction au guide juridique pour l'établissement de contrats internationaux de construction d'installations industrielles ainsi que des projets de chapitre qui avaient été élaborés par le Secrétariat (A/CN.9/WG.V/WP.17 et Add.1 à 9). On a noté qu'à sa prochaine session, le Groupe de travail achèverait l'examen des projets de chapitre du guide et mènerait ainsi à bien le mandat que lui avait confié la Commission. Les projets de chapitre seraient alors présentés à la Commission pour adoption à sa vingtième session.

Examens à la session

233. La Commission a remercié le Groupe de travail des progrès réalisés dans l'élaboration du guide. On a noté que, compte tenu de la longueur du guide, elle ne pourrait, à sa vingtième session, examiner ce dernier en détail afin de veiller à ce qu'il forme un tout cohérent, qu'il s'agisse par exemple de l'analyse réalisée dans les divers chapitres ou de la terminologie utilisée. A cet égard, on a noté que le Secrétariat revoyait actuellement tous les projets de chapitre et accordait une attention particulière à la question de la cohérence interne du guide. On a également noté que le Secrétariat ferait distribuer les projets de chapitre le plus tôt possible de façon que les délégations et les observateurs disposent de suffisamment de temps pour les examiner à la fois du point de vue du fond et du point de vue de la cohérence interne avant la neuvième session du Groupe de travail.

234. La Commission a pris note du rapport du Groupe de travail sur les travaux de sa huitième session et s'est félicitée de ce que ce dernier avait l'intention de lui soumettre le projet de guide juridique pour examen à sa prochaine session.

B. Travaux futurs concernant le nouvel ordre économique international

Introduction

235. Les travaux sur le guide juridique pour l'établissement de contrats internationaux de construction d'installations industrielles touchant à leur fin, la Commission a examiné les sujets ayant trait au nouvel ordre économique international sur lesquels elle pourrait entreprendre des travaux à l'avenir. Elle était saisie d'une note du Secrétariat intitulée "Travaux futurs concernant le nouvel ordre économique international" (A/CN.9/277). Cette note proposait quatre sujets possibles sur lesquels des travaux pourraient être entrepris : les contrats de coopération industrielle; les coentreprises; les échanges compensés; et la passation des marchés.

236. S'agissant des contrats de coopération industrielle, le Secrétariat suggérait dans sa note de différer les travaux sur ce sujet jusqu'à ce que leur nécessité soit plus clairement établie. En ce qui concerne les coentreprises, il émettait l'avis que lorsqu'une entreprise d'un pays en développement s'était associée avec une entreprise d'un pays développé pour former une coentreprise ayant notamment pour objet la construction d'installations industrielles, le guide juridique pour l'établissement de contrats internationaux de construction d'installations industrielles fournirait une assistance suffisante à l'entreprise du pays en développement. S'agissant des aspects juridiques des coentreprises en général, le Secrétariat faisait valoir que les accords de coentreprise pouvaient revêtir des formes très différentes et qu'on voyait donc mal quels travaux la Commission pourrait utilement entreprendre dans ce domaine.

237. On a noté qu'à l'heure actuelle les échanges compensés représentaient une part croissante des échanges de nombreux pays en développement et, de l'avis du Secrétariat, des travaux pourraient être entrepris pour identifier et résoudre les difficultés juridiques auxquelles pouvaient se heurter les pays en développement dans ce domaine. Le Secrétariat a également fait observer que la question de la passation des marchés revêtait une grande importance pour les pays en développement et qu'une étude des principaux problèmes qui se posaient dans ce domaine pourrait être utile.

Examen à la session

238. Un certain nombre de délégations ont estimé que la Commission devrait entreprendre des travaux sur la passation des marchés, les échanges compensés et les coentreprises. Peu d'entre elles, en revanche, ont estimé que des travaux devaient être entrepris dans le domaine des contrats de coopération industrielle.

239. On a dit qu'il serait bon de prier le secrétariat de fournir des renseignements sur tous les éléments du programme de travail à long terme de la Commission dans le domaine du nouvel ordre économique international adopté en 1981, et que la décision sur les travaux futurs de la Commission dans ce domaine ne devrait être prise qu'après examen de ces renseignements.

240. La grande majorité a estimé que les travaux sur la passation des marchés devaient avoir la priorité. Ce sujet revêtait une grande importance pour le développement économique des pays en développement. De plus, selon les résultats que donneraient les études préliminaires sur les principales questions concernant la passation des marchés, il serait peut-être possible d'établir des règles types sur la passation des marchés dans le contexte du commerce international. Les travaux dans ce domaine aboutiraient donc à un résultat concret. On a également fait observer que la passation des marchés était un sujet qui intéressait à la fois les pays développés et les pays en développement et que des travaux dans ce domaine donneraient aux pays développés l'occasion de partager leur expérience, ce qui pourrait être utile aux pays en développement. De plus, la passation des marchés précédant l'établissement des contrats de construction d'installations industrielles et étant étroitement liée à cette question, des travaux sur ce sujet apparaîtraient comme la suite logique des travaux relatifs au guide juridique pour l'établissement de contrats internationaux de construction d'installations industrielles. Le Groupe de travail du nouvel ordre économique international disposait déjà de certaines compétences techniques en ce qui concerne la passation des marchés et l'on était en droit de s'attendre à ce que des travaux sur ce sujet progressent rapidement.

241. Un nombre considérable de délégations se sont prononcées pour des travaux sur les échanges compensés et les coentreprises. On a fait valoir que les échanges compensés en étaient venus à revêtir de plus en plus d'importance pour les pays en développement du fait en particulier de la pénurie de monnaie convertible pour financer le commerce international. Selon un autre point de vue, toutefois, les échanges compensés n'occupaient pas une place importante dans les échanges de certains pays en développement. On a de plus signalé que la Commission économique européenne (CEE) examinait actuellement une proposition tendant à établir un guide pour ce type de transactions et l'on a suggéré que la Commission attende pour entreprendre des travaux sur ce sujet de savoir si la CEE allait ou non élaborer ce guide. Si la CEE devait effectivement élaborer un tel guide, on pourrait attendre que celui-ci ait été achevé pour déterminer si la Commission devait également entreprendre des travaux dans ce domaine.

242. On a déclaré que la création de coentreprises par des entreprises de pays développés et de pays en développement représentait un moyen important d'accroître les investissements dans les pays en développement et était encouragée par de nombreux pays en développement. Les coentreprises étaient donc un sujet important pour les pays en développement et l'on pourrait entreprendre des études préliminaires pour identifier les questions juridiques que la Commission pourrait étudier. Selon un autre point de vue, toutefois, les coentreprises pouvaient revêtir des formes tellement différentes qu'il était difficile d'envisager des travaux susceptibles d'aboutir à des résultats utiles.

Décision de la Commission

243. La Commission a noté que le Secrétariat ne disposait pas de ressources suffisantes pour entreprendre simultanément des travaux sur la passation des marchés, les échanges compensés et les coentreprises et que le Groupe de travail du nouvel ordre économique international ne pouvait commencer des travaux sur plus d'un sujet. Il a donc été décidé que la priorité serait donnée aux travaux sur la passation des marchés. Il a également été décidé que les échanges compensés et les coentreprises seraient inscrits au programme de travail de la Commission et que celle-ci serait saisie à une future session d'études préliminaires sur ces sujets établies par le Secrétariat. En se fondant sur ces études préliminaires, la Commission pourrait alors décider auquel de ces sujets la priorité devrait être accordée.

CHAPITRE IV

RESPONSABILITE DES EXPLOITANTS DE TERMINAUX DE TRANSPORT 10/

244. A sa seizième session, en 1983, la Commission a décidé d'inclure la question de la responsabilité des opérateurs internationaux de terminaux dans son programme de travail et de confier à un groupe de travail la tâche d'élaborer des règles uniformes sur ce sujet 11/. A sa dix-septième session, en 1984, la Commission a décidé d'assigner cette tâche à son Groupe de travail des pratiques en matière de contrats internationaux 12/.

245. La Commission était saisie du rapport du Groupe de travail des pratiques en matière de contrats internationaux sur les travaux de sa neuvième session (A/CN.9/275). Ce rapport rend compte des délibérations et des décisions du Groupe de travail concernant les projets d'articles de règles uniformes sur la responsabilité des exploitants de terminaux de transport établis par le Secrétariat. La Commission a pris note du rapport du Groupe de travail avec satisfaction.

CHAPITRE V

COORDINATION DES TRAVAUX 13/

A. Coordination générale des travaux

Introduction

246. Le Secrétaire de la Commission a fait rapport oralement sur la coordination des travaux accomplis dans le domaine du droit commercial international au cours de l'année précédente. Il a noté que cette coordination était une des principales

tâches confiées à la Commission et que l'Assemblée générale, dans sa résolution 40/71 du 11 décembre 1985, avait réaffirmé le mandat de la Commission dans ce domaine.

247. La réputation de la Commission en tant que principal organe juridique dans le domaine du droit commercial international et en tant que principal organe chargé de coordonner les activités dans ce domaine était maintenant bien établie. Les consultations visant à assurer la coordination se poursuivaient régulièrement avec des organisations comme le Comité consultatif juridique afro-asiatique, la Conférence de La Haye de droit international privé, l'Organisation des Etats américains, la Chambre de commerce internationale et l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT), qui avaient des relations bien établies avec la Commission pour la coordination de leurs travaux. Les relations consultatives avaient également été renforcées avec des organismes du système des Nations Unies comme l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et la Banque mondiale.

Examen à la session

248. Le Secrétaire général du Comité consultatif juridique afro-asiatique a fait une déclaration détaillée dans laquelle il a fait l'historique de la coopération qui existe de longue date entre le Comité et la Commission. Il a rappelé la coopération qui s'était instaurée entre les deux organismes au cours des travaux sur les principaux projets entrepris par la Commission : la Convention des Nations Unies sur le transport de marchandises par mer de 1978 (Hambourg); le Règlement d'arbitrage de la CNUDCI; la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises de 1980 (Vienne); et la loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage commercial international. Il a rappelé, en particulier, la coopération étroite des deux organismes dans la mise au point du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, qui avait permis que ce règlement soit adopté par les centres régionaux d'arbitrage établis sous les auspices du Comité consultatif juridique afro-asiatique à Kuala Lumpur et au Caire. Cette collaboration n'existait pas seulement au niveau des institutions : elle avait été aussi très étroite et harmonieuse au niveau des secrétariats. Le Secrétaire général du Comité consultatif juridique afro-asiatique a exprimé l'espoir que cette collaboration se poursuivrait à l'avenir.

249. Le Secrétaire général adjoint de la Conférence de La Haye de droit international privé a également fait une déclaration sur la collaboration qui existait entre son organisation et la Commission. Il a mentionné, en particulier, la récente collaboration intervenue lors de l'élaboration de la Convention de La Haye de 1985 sur le droit applicable aux contrats de vente internationale de marchandises. La Conférence de La Haye avait invité tous les Etats membres de la CNUDCI à participer à la Commission spéciale qui avait établi le texte soumis à la Conférence diplomatique. Tous les Etats avaient été invités à participer à la Conférence diplomatique qui avait adopté cette convention. En outre, le Secrétaire général de la Conférence de La Haye avait demandé au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, au nom de la Conférence diplomatique, de faire traduire cette convention en arabe, en chinois, en espagnol et en russe, qui n'étaient pas des langues de travail de la Conférence de La Haye. Le Secrétaire général de l'ONU avait accédé à cette demande. Ces traductions, sans constituer pour autant des versions authentiques du texte de la Convention, seraient extrêmement utiles pour assurer une acceptation plus large de la Convention. Le

Secrétaire général de la Conférence de La Haye a déclaré que son organisation appréciait beaucoup cette expression de la coopération qui existait actuellement avec la Commission et l'Organisation des Nations Unies en général.

B. Activités courantes des organisations internationales concernant l'harmonisation et l'unification du droit commercial international

250. La Commission était saisie d'un rapport détaillé sur la question des activités courantes des organisations internationales concernant l'harmonisation et l'unification du droit commercial international (A/CN.9/281). Ce rapport constituait une mise à jour des renseignements contenus dans un rapport antérieur sur la même question présenté à la seizième session de la Commission (A/CN.9/237 et Add.1 à 3). Le présent rapport traitait des activités sous les rubriques suivantes : les contrats commerciaux internationaux en général; produits de base; industrialisation; sociétés transnationales; transfert de technologie; droit de la propriété industrielle et intellectuelle; paiements internationaux; transport international; arbitrage international; responsabilités du fait des produits défectueux; Communauté économique européenne (CEE); droit international privé; et autres questions de droit commercial international.

251. Le Secrétaire de la Commission a noté qu'un rapport de cette nature était habituellement présenté à la Commission à des intervalles réguliers et qu'il était jugé très utile.

252. Plusieurs membres de la Commission se sont déclarés favorables à la publication d'un rapport de cette nature. On a noté que le rapport mentionnait l'élaboration de lois types par plusieurs organisations et on a fait observer qu'il serait utile que les rapports futurs indiquent si l'adoption de lois types constituait une forme d'unification efficace.

253. La Commission a pris note du rapport avec satisfaction.

C. Activités courantes des autres organisations internationales dans le domaine de l'arbitrage commercial international

Introduction

254. La Commission était saisie d'un rapport du Secrétaire général qui décrivait les activités des autres organisations internationales concernant certains aspects de l'arbitrage commercial international (A/CN.9/280). Le rapport portait sur les activités de la Conférence de La Haye de droit international privé, de l'Association internationale du barreau, de la Chambre de commerce internationale et du Conseil international pour l'arbitrage commercial. Les aspects de l'arbitrage examinés dans le rapport étaient les suivants : arbitrage multipartite; obtention des preuves dans le cadre des procédures d'arbitrage; assistance judiciaire internationale aux fins de l'obtention des preuves dans le cadre des procédures d'arbitrage; loi applicable aux conventions d'arbitrage; adaptation au complètement des contrats par des tiers; et code de déontologie des arbitres dans l'arbitrage commercial international.

255. Le rapport avait pour objet de fournir des renseignements sur les activités des autres organisations et d'inviter la Commission à rechercher si l'une des questions traitées méritait d'être examinée de plus près du point de vue de la coordination des travaux et éventuellement des futurs travaux que la Commission

pourrait entreprendre elle-même. Si la Commission décidait de procéder à un examen plus poussé, le Secrétariat pourrait faire une étude approfondie sur la question ou les questions retenues par la Commission, dans laquelle il examinait notamment s'il était souhaitable et possible de faire de nouveaux efforts dans ce domaine, en coopération avec les organisations internationales intéressées.

Examen à la session

256. Il a été convenu que la Commission, qui avait fait d'importantes contributions dans le domaine de l'arbitrage commercial international, devait continuer à jouer un rôle dans ce domaine du droit qui se développait rapidement. On a suggéré à cet égard que le Secrétariat continue à suivre de près l'évolution de la situation et à présenter de temps en temps des rapports comme celui publié sous la cote A/CN.9/280.

257. En ce qui concerne le choix des questions à examiner de plus près, la Commission a convenu que le Secrétariat devait faire des études approfondies sur l'arbitrage multipartite et sur l'obtention des preuves dans le cadre des procédures d'arbitrage. On a fait valoir à cet égard que ces deux questions présentaient une importance pratique considérable et qu'un examen plus approfondi mettrait probablement en évidence l'intérêt et la possibilité pratique d'élaborer des règles dans ce domaine, qu'elles soient ou non liées au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI. Certains étaient partisans d'examiner de plus près la question de l'adaptation au complètement des contrats par des tiers, mais la majorité a estimé que cet examen n'aboutirait à rien ou était du moins prématuré. La Commission a estimé, d'un commun accord, qu'il n'y avait pas lieu d'examiner plus avant les trois autres questions (à savoir, l'assistance judiciaire internationale aux fins de l'obtention de preuves dans le cadre des procédures d'arbitrage, la loi applicable aux conventions d'arbitrage et le code de déontologie des arbitres dans l'arbitrage commercial international) ou de les inscrire à l'avenir à son programme de travail.

Décision de la Commission

258. La Commission a prié le Secrétariat de lui soumettre à une session ultérieure des études approfondies sur l'arbitrage multipartite et sur l'obtention des preuves dans le cadre des procédures d'arbitrage. Ces études devaient comprendre le texte intégral de toutes règles établies par d'autres organisations, des commentaires détaillés sur ses règles, des considérations générales quant à l'intérêt et à la possibilité pratique de faire de nouveaux efforts en coopération avec les autres organisations internationales intéressées, et des suggestions quant aux travaux que la Commission pourrait entreprendre elle-même à l'avenir. La Commission a également prié le Secrétariat de continuer à suivre l'évolution de la pratique dans le domaine de l'arbitrage commercial international et à lui faire rapport à des intervalles appropriés.

D. Aspects juridiques du traitement automatique des données

259. A sa dix-huitième session, en 1985, la Commission a examiné un rapport du Secrétaire général sur la valeur juridique des enregistrements informatiques (A/CN.9/265) et a adopté une recommandation à ce sujet. A la présente session, la Commission était saisie d'un autre rapport sur les incidences juridiques du traitement automatique de l'information, qui contenait des suggestions sur les mesures à prendre pour coordonner les travaux dans ce domaine (A/CN.9/279).

260. Le rapport était divisé en deux parties : la première décrivait les activités des organisations internationales qui s'intéressent au traitement automatique de l'information, et la seconde analysait les travaux entrepris sur différentes questions. On a noté que, si beaucoup d'organisations avaient entrepris des travaux dans ce domaine, chaque organisation traitait d'un secteur spécial du point de vue de ses propres intérêts et de ses propres besoins. Les organisations intéressées coopéraient déjà dans une certaine mesure en échangeant des documents et en participant en qualité d'observateur à des réunions organisées par d'autres organisations, mais il était souhaitable d'améliorer encore la coordination. La Commission pourrait prendre la tête de cet effort de coordination, et on a proposé que, pour ce faire, le Secrétariat organise à la fin de 1986 ou au début de 1987 une réunion à laquelle seraient être invitées toutes les organisations internationales intéressées.

261. On a loué les efforts déployés par le Secrétariat pour coordonner les travaux dans ce domaine. La Commission a pris note avec satisfaction du rapport qui lui était soumis et a approuvé en général les propositions qu'il contenait.

CHAPITRE VI

ETAT DES CONVENTIONS 14/

262. La Commission a examiné l'état des conventions auxquelles ses travaux avaient abouti, à savoir la Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises (New York, 1974) (ci-après : "Convention sur la prescription"); le Protocole portant modification de la Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises (Vienne, 1980); la Convention des Nations Unies sur le transport des marchandises par mer (Hambourg, 1978) (ci-après : "Règles de Hambourg"); la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (Vienne, 1980) (ci-après : "Convention de Vienne sur la vente") et la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (New York, 1958). La Commission était saisie d'une note du secrétariat présentant l'état de ces conventions - signatures, ratifications, adhésions, etc. (A/CN.9/283).

263. Le secrétaire de la Commission a indiqué que, le 6 juin 1986, postérieurement à la publication de cette note, la Zambie était devenue partie à la Convention sur la prescription et à la Convention des Nations Unies sur la vente. De la sorte, il ne fallait plus qu'une partie et deux parties, respectivement, pour l'entrée en vigueur de la Convention sur la prescription et de la Convention des Nations Unies sur la vente. Plusieurs délégations ont rendu compte des progrès réalisés dans leur pays en vue de la ratification de la Convention des Nations Unies sur la vente. Prenant note de cette évolution, le secrétaire de la Commission s'est dit confiant que les deux conventions recueilleraient le nombre voulu de ratifications, adhésions, etc. avant la vingtième session de la Commission, en 1987.

264. Le secrétaire de la Commission a rendu compte des activités du secrétariat en faveur des Règles de Hambourg. Le secrétariat travaillait en coopération avec la CNUCED à la mise au point de documents promotionnels concernant ces règles et aussi la Convention des Nations Unies sur le transport multimodal international de marchandises. Ces documents seraient conçus de manière à faire mieux comprendre et apprécier ces deux conventions sur le plan international. Avec l'aide d'un consultant, le secrétariat s'occupait d'établir la partie de ces documents qui avait trait aux Règles de Hambourg. En outre, il avait commencé d'examiner avec la

Banque mondiale comment cette dernière pourrait favoriser l'application desdites règles à l'occasion de ses contacts avec les gouvernements - dans le cadre des activités relatives aux transports, notamment. Le secrétaire a jugé que ce genre d'activité contribuerait à augmenter l'intérêt qu'on portait sur le plan international aux Règles de Hambourg.

CHAPITRE VII

FORMATION ET ASSISTANCE 15/

265. A la dix-huitième session de la Commission, en 1985 16/, les membres se sont généralement accordés à penser qu'il fallait poursuivre et renforcer le parrainage des colloques et séminaires sur le droit commercial international. D'aucuns ont fait observer que ces réunions présentaient un grand intérêt pour les jeunes juristes et les hauts fonctionnaires des pays en développement.

266. Par sa résolution 40/71 du 11 décembre 1985 concernant le rapport de la Commission sur les travaux de sa dix-huitième session, l'Assemblée générale a réaffirmé l'importance, en particulier pour les pays en développement, de l'oeuvre que la Commission accomplit en matière de formation et d'assistance dans le domaine du droit commercial international. Elle a également réaffirmé qu'il était souhaitable que la Commission parraine des colloques et des séminaires, en particulier ceux organisés sur une base régionale, afin de promouvoir la formation et l'assistance dans le domaine du droit commercial international. L'Assemblée a en outre remercié les gouvernements et les organisations et institutions régionales qui avaient collaboré avec le secrétariat, pour organiser des colloques et des séminaires régionaux, et invité les gouvernements et les organisations et institutions internationales à aider le secrétariat à financer et organiser des colloques et des séminaires, en particulier dans les pays en développement. Elle a également invité les gouvernements, les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, les organisations, les institutions et les particuliers, à verser des contributions volontaires pour permettre à des ressortissants de pays en développement de participer à ces colloques et séminaires.

267. La Commission était saisie d'un rapport du Secrétaire général sur la formation et l'assistance (A/CN.9/282), décrivant les mesures prises par le secrétariat pour appliquer les décisions qu'elle avait adoptées, ainsi que celles de l'Assemblée générale. Le rapport faisait notamment ressortir que le secrétariat avait été associé à l'organisation de deux séminaires régionaux. Un séminaire régional sur le droit commercial international et le commerce extérieur (22-23 avril 1985, Bogota), a été organisé par la Chambre de commerce de Bogota et le secrétariat de la CNUDCI, avec le soutien de l'Organisation des Etats américains. Un séminaire régional sur l'arbitrage commercial international (20-22 janvier 1986, Le Caire), a été organisé par le Comité consultatif juridique afro-asiatique et le Centre d'arbitrage commercial international du Caire, avec la coopération du secrétariat de la CNUDCI.

268. On a fait observer que le sujet de la plupart des colloques et séminaires reflétait l'intérêt considérable porté aux travaux de la Commission dans le domaine de l'arbitrage commercial international et notamment l'intérêt actuellement porté à la loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage commercial international.

269. La Commission a pris note du rapport avec satisfaction.

CHAPITRE VIII

RESOLUTIONS PERTINENTES DE L'ASSEMBLEE GENERALE ET TRAVAUX FUTURS 17/

A. Résolutions de l'Assemblée générale sur les travaux de la Commission

270. La Commission a pris note avec satisfaction de la résolution 40/71 de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1985, relative au rapport de la Commission sur les travaux de sa dix-huitième session, et de la résolution 40/72 de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1985 relative à la loi type de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur l'arbitrage commercial international.

B. Date et lieu de la vingtième session de la Commission

271. Il a été décidé que la Commission tiendrait sa vingtième session durant quatre semaines du 20 juillet au 14 août 1987 à Vienne. La Commission a noté qu'on espérait qu'en tenant tard dans l'été une session d'une durée de quatre semaines elle achèverait l'examen des deux grands points inscrits à l'ordre du jour de cette session :

a) Adoption du texte final et définitif de projet de convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux pour présentation à l'Assemblée générale;

b) Adoption du guide juridique pour l'établissement de contrats internationaux de construction d'installations industrielles, qui lui serait soumis par le Groupe de travail du nouvel ordre économique international.

C. Sessions des groupes de travail

272. Il a été décidé que le Groupe de travail des pratiques en matière de contrats internationaux tiendrait sa dixième session du 1er au 12 décembre 1986 à Vienne. Il a été décidé que la onzième session de ce groupe se tiendrait en 1987. La onzième session devrait se tenir à une date, à fixer par le secrétariat, qui permettrait de transmettre aux gouvernements pour observations le texte des règles uniformes sur la responsabilité des exploitants de terminaux de transport, que le Groupe espère mettre au point à cette session, et de recevoir les observations suffisamment à temps pour que la Commission en soit saisie à sa vingt et unième session en 1988.

273. Il a été décidé que le Groupe de travail des effets commerciaux internationaux tiendrait sa quinzième session du 5 au 16 janvier 1987 à Vienne. La seizième session du Groupe se tiendrait en 1987, après la vingtième session de la Commission, et le Groupe commencerait alors l'examen de la question des transferts de fonds électroniques.

274. Il a été décidé que le Groupe de travail du nouvel ordre économique international tiendrait sa neuvième session du 30 mars au 16 avril à Vienne. Etant donné que le Groupe devait examiner à cette session tous les projets de chapitre du guide juridique révisés par le secrétariat, la Commission a décidé qu'il lui fallait absolument disposer d'une session d'une durée de trois semaines pour mener

à bien ses travaux et saisir la Commission à sa vingtième session d'un texte au point. La Commission a noté que cette session unique d'une durée de trois semaines remplacerait les deux sessions de deux semaines chacune normalement allouées au Groupe.

Notes

1/ Conformément à la résolution 2205 (XXI) de l'Assemblée générale, les membres de la Commission sont élus pour un mandat de six ans. Parmi les membres actuels, 17 ont été élus par l'Assemblée à sa trente-septième session le 15 novembre 1982 (décision 37/308) et 19 ont été élus par l'Assemblée à sa quarantième session le 10 décembre 1985 (décision 40/313). Conformément à la résolution 31/99 du 15 décembre 1976, le mandat des membres élus par l'Assemblée à sa trente-septième session expirera la veille de l'ouverture de la vingt-deuxième session annuelle ordinaire de la Commission en 1989, et le mandat des membres élus par l'Assemblée à sa quarantième session expirera la veille de l'ouverture de la vingt-cinquième session annuelle ordinaire de la Commission en 1992.

2/ Les élections ont eu lieu aux 335ème et 344ème séances, tenues les 23 et 27 juin 1986 respectivement. Conformément à la décision prise par la Commission à sa première session, la Commission élit trois vice-présidents, ce qui, avec le Président et le Rapporteur, permet à chacun des cinq groupes d'Etats mentionnés au paragraphe 1 de la section II de la résolution 2205 (XXI) de l'Assemblée générale d'être représenté au bureau [voir Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa première session, Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Supplément No 16 (A/7216), par. 14 (Annuaire de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, vol. I : 1968-1970 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.XV.1), deuxième partie, I, A, par. 14)].

3/ La Commission a examiné cette question de sa 335ème à sa 353ème et à ses 355ème et 356ème séances, du 23 juin au 9 juillet 1986. Les comptes rendus analytiques de ces séances portent la cote A/CN.9/SR.335 à 353, 355 et 356.

4/ Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa dix-septième session, Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-neuvième session, Supplément No 17 (A/39/17), par. 88.

5/ Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa dix-huitième session, Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Supplément No 17 (A/40/17), par. 336.

6/ La Commission a examiné cette question à sa 352ème séance, le 7 juillet 1986.

7/ Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa quinzième session, Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément No 17 (A/37/17), par. 73.

8/ Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa dix-huitième session, Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Supplément No 17 (A/40/17), par. 342.

9/ La Commission a examiné cette question à sa 354ème séance, le 8 juillet 1986.

10/ La Commission a examiné cette question à sa 356ème séance, le 9 juillet 1986.

11/ Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa seizième session, Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-huitième session, Supplément No 17 (A/38/17), par. 115.

12/ Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa dix-septième session, Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-neuvième session, Supplément No 17 (A/39/17), par. 113.

13/ La Commission a examiné cette question à sa 356ème séance, le 9 juillet 1986.

14/ La Commission a examiné cette question à sa 356ème séance, le 9 juillet 1986.

15/ La Commission a examiné cette question à sa 356ème séance, le 9 juillet 1986.

16/ Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa dix-huitième session, Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Supplément No 17 (A/40/17), par. 366 et 367.

17/ La Commission a examiné cette question à sa 356ème séance, le 9 juillet 1986.

ANNEXE I

Projet de convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux

(texte révisé par la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international à sa dix-neuvième session, à New York, 16 juin au 11 juillet 1986*)

CHAPITRE PREMIER. DOMAINE D'APPLICATION ET FORME DE L'EFFET

Article premier

1. La présente Convention est applicable aux lettres de change internationales et aux billets à ordre internationaux.

2. Une lettre de change internationale est un instrument écrit qui comporte l'en-tête suivant : "Lettre de change internationale (Convention de...)" et qui :

- a) Contient dans son texte même les mots "lettre de change internationale (Convention de...)";
- b) Contient le mandat inconditionnel donné par le tireur au tiré de payer au bénéficiaire, ou à son ordre, une somme déterminée;
- c) Est payable à vue ou à une échéance déterminée;
- d) Est daté;
- e) Désigne au moins deux des lieux ci-après et indique qu'au moins deux sont situés dans des Etats différents :
 - i) Le lieu où la lettre est tirée;
 - ii) Le lieu désigné à côté de la signature du tireur;
 - iii) Le lieu désigné à côté du nom du tiré;
 - iv) Le lieu désigné à côté du nom du bénéficiaire;
 - v) Le lieu du paiement;
- f) Est signé par le tireur.

3. Un billet à ordre international est un instrument écrit qui comporte l'en-tête suivant : "Billet à ordre international (Convention de...)" et qui :

* Faute de temps, la Commission n'a pas examiné certaines propositions de forme faites par le groupe de rédaction au sujet des articles 38, par. 1, 40, par. 1, 41, 48, 66, 72, par. 1, 73, par. 2 et 80, par. 1, al. c), qui ont été incorporés dans le texte.

- a) Contient dans son texte même les mots "billet à ordre international (Convention de...)";
- b) Contient l'engagement inconditionnel pris par le souscripteur de payer une somme déterminée au bénéficiaire ou à son ordre;
- c) Est payable à vue ou à une échéance déterminée;
- d) Est daté;
- e) Désigne au moins deux des lieux ci-après et indique qu'au moins deux sont situés dans des Etats différents :
 - i) Le lieu où le billet est souscrit;
 - ii) Le lieu désigné à côté de la signature du souscripteur;
 - iii) Le lieu désigné à côté du nom du bénéficiaire;
 - iv) Le lieu du paiement;
- f) Est signé par le souscripteur.

4. La preuve de l'inexactitude des indications mentionnées à l'alinéa e) des paragraphes 2 et 3 n'affecte en rien l'application de la présente Convention.

5. La présente Convention ne s'applique pas aux chèques.

Article 2

La présente Convention est applicable, que les lieux indiqués sur une lettre de change internationale ou un billet à ordre international conformément aux dispositions de l'alinéa e) des paragraphes 2 et 3 de l'article premier soient situés ou non dans des Etats contractants.

CHAPITRE II. INTERPRETATION

Section 1. Dispositions générales

Article 3

Pour l'interprétation de la présente Convention, il sera tenu compte de son caractère international, de la nécessité de promouvoir l'uniformité de son application et du respect de la bonne foi dans les opérations internationales.

Article 4

Aux fins de la présente Convention :

- 1. L'expression "lettre de change" désigne toute lettre de change internationale régie par la présente Convention.
- 2. L'expression "billet à ordre" désigne tout billet à ordre international régi par la présente Convention.
- 3. Le terme "effet" désigne toute lettre de change ou tout billet à ordre.

4. Le terme "tiré" désigne la personne sur laquelle la lettre de change est tirée, mais qui ne l'a pas acceptée.
5. Le terme "bénéficiaire" désigne la personne au profit de laquelle le tireur donne l'ordre de paiement ou à laquelle le souscripteur promet de payer.
6. Le terme "porteur" désigne la personne qui détient l'effet dans les conditions visées à l'article 14.
7. L'expression "porteur protégé" désigne le porteur d'un effet qui, lorsqu'il l'a reçu, était complet ou, s'il s'agissait d'un effet incomplet au sens du paragraphe 1 de l'article 11, a été complété conformément aux pouvoirs donnés, à condition que, lorsqu'il est devenu porteur :
- a) Il n'ait eu connaissance d'aucune action ou moyen de défense dérivant de l'effet au sens de l'article 25, à l'exception du paragraphe 1, alinéa c), sous alinéa ii), ni du fait qu'il y a eu refus d'acceptation ou refus de paiement de l'effet; et
 - b) La date limite fixée par l'article 51 pour la présentation de l'effet au paiement ne soit pas encore passée.
8. Le terme "signataire" désigne toute personne qui a signé un effet en qualité de tireur, de souscripteur, d'accepteur, d'endosseur ou d'avaliseur.
9. Le terme "échéance" désigne la date du paiement dont il est question à l'article 8.
10. Le terme "signature" désigne la signature manuscrite ou un fac-simile de celle-ci ou tout autre moyen d'opérer l'authentification équivalente, et l'expression "signature contrefaite" désigne la signature apposée illicitement ou sans pouvoir par un de ces procédés.
11. Le terme "monnaie" comprend toute unité monétaire de compte établie par une institution intergouvernementale ou par un accord entre deux Etats ou plus, étant entendu que la présente Convention s'applique sans préjudice des règles de l'institution gouvernementale ou des dispositions de l'accord.

Article 5

Aux fins de la présente Convention, une personne est réputée avoir connaissance d'un fait si elle en a effectivement connaissance ou si elle ne pouvait pas l'ignorer.

Section 2. Interprétation des conditions de forme

Article 6

Le montant d'un effet est réputé déterminé, même si l'effet prescrit le paiement :

- a) Avec intérêts;
- b) Par versements à échéances successives;

- c) Par versements à échéances successives, et s'il est stipulé sur l'effet qu'à défaut de paiement d'un versement, le solde restant à payer devient exigible;
- d) Suivant un taux de change indiqué sur l'effet ou à déterminer selon les indications figurant sur l'effet; ou
- e) Dans une monnaie autre que celle dans laquelle l'effet est libellé.

Article 7

1. Si le montant de l'effet exprimé en toutes lettres diffère de celui exprimé en chiffres, l'effet vaut pour la somme exprimée en toutes lettres.
2. Si le montant de l'effet est exprimé dans une monnaie ayant la même désignation dans au moins un autre Etat que l'Etat dans lequel, selon les indications portées sur l'effet, le paiement doit être effectué, et si la monnaie indiquée n'est pas identifiée comme étant la monnaie d'un Etat donné, celle-ci est considérée comme étant la monnaie de l'Etat dans lequel le paiement doit être effectué.
3. Si l'effet stipule des intérêts sans indiquer leur point de départ, les intérêts courent à compter de la date de l'effet.
4. La stipulation que la somme à payer est productive d'intérêts est réputée non écrite si le taux d'intérêts n'est pas indiqué.
5. Le taux auquel l'intérêt doit être payé peut être exprimé soit par un taux fixe, soit par un taux variable. Pour qu'un taux variable soit applicable, il doit varier par rapport à un ou plusieurs taux d'intérêt de référence conformément aux dispositions énoncées sur l'effet et chaque taux de référence doit être publié ou mis d'autre manière à la disposition du public et n'être pas susceptible, directement ou indirectement, d'une détermination unilatérale par toute personne qui, au moment où la lettre de change est tirée ou au moment où le billet à ordre est créé, est nommée sur l'effet en tant que bénéficiaire ou tiré, ou que partie ou future partie ou autre porteur.
6. Si le taux auquel l'intérêt doit être versé est exprimé sous la forme d'un taux variable, il peut être expressément stipulé sur l'effet que ce taux ne sera pas inférieur ni supérieur à un taux d'intérêt spécifié, ou que ses variations seront limitées de toute autre manière.
7. Si un taux variable n'est pas conforme aux stipulations du paragraphe 5 du présent article, ou si, pour quelque raison que ce soit, il n'est pas possible de déterminer la valeur numérique du taux variable pour une période donnée, un intérêt est payable pour cette période au taux spécifié au paragraphe 2 de l'article 66.

Article 8

1. L'effet est réputé payable à vue :
 - a) Quand il est stipulé payable à vue ou sur demande ou sur présentation, ou quand il contient une expression équivalente; ou
 - b) Quand la date du paiement n'est pas indiquée.

2. Un effet payable à une échéance déterminée qui est accepté ou endossé ou avalisé après son échéance est un effet payable à vue à l'égard de l'accepteur, de l'endosseur ou de l'avaliseur.

3. L'effet est réputé payable à une échéance déterminée quand il est stipulé payable :

- a) A date fixe ou à un certain délai après une date fixée, ou à un certain délai à compter de la date de l'effet; ou
- b) A un certain délai de vue; ou
- c) Par versements à échéances successives; ou
- d) Par versements à échéances successives et s'il est stipulé sur l'effet qu'à défaut d'un versement le solde devient exigible.

4. L'échéance d'un effet payable à un certain délai de date est déterminée d'après la date de l'effet.

5. L'échéance d'une lettre de change payable à un certain délai de vue est déterminée d'après la date de l'acceptation.

6. L'échéance d'un effet payable à vue est la date à laquelle l'effet est présenté au paiement.

7. L'échéance d'un billet à ordre payable à un certain délai de vue est déterminée d'après la date du visa signé du souscripteur sur le billet ou, si cette signature est refusée, d'après la date de la présentation.

8. L'échéance d'un effet tiré ou payable à un ou plusieurs mois d'une date fixe ou de la date de l'effet ou à un ou plusieurs mois de vue a lieu à la date correspondante du mois où le paiement doit être effectué. A défaut de date correspondante, l'échéance a lieu le dernier jour de ce mois.

Article 9

1. La lettre de change peut être :

- a) Tirée sur plusieurs tirés;
- b) Tirée par plusieurs tireurs;
- c) Payable à plusieurs bénéficiaires.

2. Le billet à ordre peut être :

- a) Souscrit par plusieurs souscripteurs;
- b) Payable à plusieurs bénéficiaires.

3. L'effet payable à l'un ou à l'autre des bénéficiaires est payable à l'un quelconque des bénéficiaires, et celui d'entre eux qui en a possession peut exercer les droits attachés à la qualité de porteur. Dans tout autre cas, l'effet est payable à tous les bénéficiaires ensemble, et les droits attachés à la qualité de porteur ne peuvent être exercés que par eux tous.

Article 10

Une lettre de change peut être tirée par le tireur :

- a) Sur lui-même; ou
- b) A son ordre.

Section 3. Effets incomplets : apposition de mentions manquantes

Article 11

1. Un effet incomplet qui répond aux prescriptions des alinéas a) et f) du paragraphe 2 ou a) et f) du paragraphe 3 de l'article premier, mais sur lequel font défaut d'autres éléments correspondant à une ou à plusieurs des prescriptions des paragraphes 2 ou 3 de l'article premier, peut être complété et l'effet ainsi complété vaut comme lettre de change ou comme billet à ordre.

2. Lorsque cet effet est complété sans pouvoir ou de manière autre que conformément aux pouvoirs donnés :

- a) Le signataire ayant apposé sa signature avant qu'il ne soit complété peut opposer l'absence de pouvoirs à un porteur qui avait connaissance de ladite absence de pouvoirs quand il est devenu porteur;
- b) Le signataire ayant apposé sa signature après que l'effet a été complété est obligé dans les termes de l'effet ainsi complété.

CHAPITRE III. TRANSMISSION

Article 12

L'effet est transmis :

- a) Par endossement et remise de l'effet par l'endosseur à l'endossataire; ou
- b) Par simple remise de l'effet, si le dernier endossement est en blanc.

Article 13

1. L'endossement doit être écrit sur l'effet ou sur un feuillet attaché à l'effet ("allonge"). Il doit être signé.

2. L'endossement peut être :

- a) En blanc, lorsqu'il consiste en une simple signature ou que la signature est accompagnée d'une mention spécifiant que l'effet est payable à quiconque le détient;
- b) Nominatif, lorsque la signature est accompagnée du nom de la personne à qui l'effet est payable.

Article 14

1. Une personne est porteur :

- a) Quand elle est bénéficiaire et détient l'effet; ou
- b) Quand elle détient un effet qui a été endossé à son nom ou dont le dernier endossement est en blanc, et qui contient une suite ininterrompue d'endossements, même si l'un des endossements a été contrefait ou signé par un représentant sans pouvoir.

2. Quand un endossement en blanc est suivi d'un autre endossement, le signataire de celui-ci est réputé être devenu endossataire par l'endossement en blanc.

3. Une personne est porteur même si l'effet a été acquis dans des circonstances, notamment les cas d'incapacité, de fraude, de violence ou d'erreur de quelque sorte que ce soit, qui pourraient fonder une action en revendication ou un moyen de défense dérivant de l'effet.

Article 15

Le porteur d'un effet sur lequel le dernier endossement est en blanc peut :

- a) Endosser l'effet à nouveau, soit en blanc, soit au profit d'une personne déterminée; ou
- b) Transformer l'endossement en blanc en endossement nominatif, en y indiquant que l'effet est payable à lui-même ou à quelque autre personne; ou
- c) Transmettre l'effet conformément à l'alinéa b) de l'article 12.

Article 16

1. Lorsque le tireur ou le souscripteur a porté sur l'effet une mention telle que "non négociable", "non transmissible", "non à ordre", "payer à X seulement" ou toute autre expression équivalente, l'effet ne peut être transmis qu'aux fins d'encaissement, et tout endossement, même s'il ne contient pas une formule autorisant l'endossataire à encaisser l'effet, est réputé constituer un endossement pour encaissement.

2. Lorsqu'un endossement contient la mention "non négociable", "non transmissible", "non à ordre", "payer à X seulement" ou toute autre expression équivalente, l'effet ne peut être transmis ultérieurement qu'aux fins d'encaissement, et tout endossement, même s'il ne contient pas une formule autorisant l'endossataire à encaisser l'effet, est réputé constituer un endossement pour encaissement.

Article 17

1. L'endossement doit être sans condition.

2. L'endossement conditionnel transmet l'effet, que la condition stipulée se soit réalisée ou non. La condition est réputée non écrite à l'égard des parties et de ceux à qui l'effet est transmis, venant après l'endossataire.

Article 18

L'endossement pour une partie de la somme due en vertu de l'effet ne vaut pas comme endossement.

Article 19

Lorsqu'un effet comporte plusieurs endossements, chacun d'eux est présumé, sauf preuve contraire, avoir été effectué dans l'ordre où il figure sur l'effet.

Article 20

1. Lorsqu'un endossement contient la mention "pour encaissement", "pour dépôt", "valeur en recouvrement", "par procuration", "veuillez payer n'importe quelle banque" ou toute autre expression équivalente autorisant l'endossataire à encaisser l'effet (endossement pour encaissement), l'endossataire :

- a) Ne peut endosser l'effet qu'aux fins d'encaissement;
- b) Peut exercer tous les droits dérivant de l'effet;
- c) Est exposé à toutes les actions et exceptions existant contre l'endosseur.

2. Le signataire qui a endossé pour encaissement n'est pas obligé envers les porteurs ultérieurs.

Article 21

Le porteur d'un effet peut le transmettre à un signataire antérieur ou au tiré conformément aux dispositions de l'article 12; toutefois, dans le cas où celui à qui l'effet est transmis en a été précédemment porteur, aucun endossement n'est exigé et tout endossement qui l'empêche de justifier de sa qualité de porteur peut être biffé.

Article 22

Un effet peut être transmis conformément aux dispositions de l'article 12 après l'échéance, sauf par le tiré, l'accepteur ou le souscripteur.

Article 23

1. Lorsque l'endossement a été contrefait, la personne dont l'endossement a été contrefait, ou tout signataire qui a signé l'effet avant qu'intervienne la contrefaçon, est en droit de réclamer réparation du préjudice qu'il pourrait avoir subi du fait de la contrefaçon :

- a) A l'auteur de la contrefaçon;
- b) A la personne qui a reçu l'effet directement de l'auteur de la contrefaçon;
- c) Au signataire ou au tiré qui a payé l'effet à l'auteur de la contrefaçon directement ou par l'intermédiaire d'un ou plusieurs endossataires pour encaissement.

2. Toutefois, un endossataire pour encaissement n'encourt aucune responsabilité en vertu du paragraphe 1 si,

- a) Au moment où il paie le mandant ou l'avise de la réception de la valeur de l'effet, ou
- b) Au moment où il reçoit la valeur de l'effet, s'il est postérieur, il n'a pas connaissance de la contrefaçon, à condition que son ignorance ne soit pas fautive.

3. De même, un signataire ou le tiré qui paie un effet n'encourt aucune responsabilité en vertu du paragraphe 1 si, au moment du paiement, il n'avait pas connaissance de la contrefaçon, à condition que son ignorance ne soit pas fautive.

4. Sauf à l'encontre de l'auteur de la contrefaçon, le montant des dommages-intérêts payables en application du paragraphe 1 ne peut dépasser le montant visé aux articles 66 ou 67.

Article 23 bis

1. Si un endossement est fait par un représentant sans pouvoir, le représenté ou tout signataire qui a signé l'effet après un tel endossement est en droit de réclamer réparation du préjudice qu'il pourrait avoir subi du fait de l'endossement :

- a) Au représentant;
- b) A la personne qui a reçu l'effet directement du représentant;
- c) Au signataire ou au tiré qui a payé l'effet au représentant directement ou par l'intermédiaire d'un ou plusieurs endossataires pour encaissement.

2. Toutefois, un endossataire pour encaissement n'encourt aucune responsabilité en vertu du paragraphe 1 si,

- a) Au moment où il paie le mandant ou l'avise de la réception de la valeur de l'effet, ou
- b) Au moment où il reçoit la valeur de l'effet, s'il est postérieur, il n'a pas connaissance de la contrefaçon, à condition que son ignorance ne soit pas fautive.

3. De même, un signataire ou le tiré qui paie un effet n'encourt aucune responsabilité en vertu du paragraphe 1 si, au moment du paiement, il n'avait pas connaissance du fait que l'endossement n'engageait pas le représenté, à condition que son ignorance ne soit pas fautive.

4. Sauf à l'encontre du représentant, le montant des dommages-intérêts payables en application du paragraphe 1 ne peut dépasser le montant visé aux articles 66 ou 67.

CHAPITRE IV. DROITS ET OBLIGATIONS

Section 1. Droits du porteur et du porteur protégé

Article 24

1. Le porteur d'un effet a tous les droits que la présente Convention lui confère contre les signataires de cet effet.
2. Le porteur a le droit de transmettre l'effet conformément aux dispositions de l'article 12.

Article 25

1. Le signataire d'un effet peut opposer à un porteur qui n'est pas porteur protégé :

- a) Tout moyen de défense fondé sur la présente Convention;
- b) Sauf dans les cas visés au paragraphe 3 du présent article, tout moyen de défense fondé sur une opération sous-jacente intervenue entre lui et le tireur ou entre lui et le signataire venant après lui, ou découlant des circonstances dans lesquelles il est devenu signataire;
- c) Tout moyen de défense dérivant de :
 - i) L'opération sous-jacente intervenue entre lui-même et le porteur;
 - ii) Toute autre opération intervenue entre lui-même et le porteur qui pourrait servir de moyen d'exception à la responsabilité contractuelle;
- d) Tout moyen de défense fondé sur l'incapacité dudit signataire d'être obligé par l'effet ou découlant de ce que ce signataire n'avait pas connaissance du fait qu'il s'obligeait en signant, à condition que l'ignorance dudit fait ne soit pas due à une faute de sa part.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article, les droits sur l'effet du porteur qui n'est pas porteur protégé sont subordonnés aux droits pouvant être valablement exercés sur l'effet par toute autre personne.

3. Un porteur qui n'est pas un porteur protégé ne peut se voir opposer un moyen de défense en vertu de l'alinéa b) du paragraphe 1 ou les droits visés au paragraphe 2 du présent article que s'il avait connaissance dudit moyen de défense ou desdits droits lorsqu'il est entré en possession de l'effet ou s'il l'a acquis frauduleusement ou par vol, ou a participé à un moment quelconque à des manoeuvres frauduleuses ou à un vol le concernant. Néanmoins, un porteur qui entre en possession de l'effet après l'expiration du délai fixé pour la présentation au paiement peut se voir opposer tout droit ou moyen de défense découlant de l'effet qui est opposable à celui qui le lui a transmis.

4. Un signataire peut opposer à un porteur qui n'est pas porteur protégé le fait qu'un tiers a un droit sur l'effet si :

- a) Ce tiers a fait valoir un droit valable sur l'effet; ou

- b) Ce porteur a volé l'effet ou a contrefait la signature du bénéficiaire ou d'un endossataire, ou a participé au vol de l'effet ou à la contrefaçon.

Article 26

1. Le signataire d'un effet ne peut opposer au porteur protégé aucun moyen de défense autre que les exceptions ci-après :

- a) Les exceptions prévues aux articles 29, paragraphe 1, 30, 31, paragraphe 1, 32, paragraphe 3, 49, 53, 59 et 80 de la présente Convention;
- b) Les exceptions fondées sur une transaction sous-jacente intervenue entre lui et le porteur protégé ou découlant de manoeuvres frauduleuses commises par ce porteur pour obtenir la signature de ce signataire sur l'effet;
- c) Les exceptions fondées sur l'incapacité dudit signataire d'être obligé par l'effet ou découlant de ce que ce signataire n'avait pas connaissance du fait qu'il s'obligeait en signant, à condition que l'ignorance dudit fait ne soit pas due à une faute de sa part.

2. Les droits sur l'effet du porteur protégé ne sont subordonnés aux droits de qui que ce soit sur cet effet, à l'exception des droits valables fondés sur une transaction sous-jacente intervenue entre le porteur protégé et le signataire qui invoque ces droits, ou découlant de manoeuvres frauduleuses commises par ce porteur pour obtenir la signature de ce signataire sur l'effet.

Article 27

1. La remise d'un effet par un porteur protégé a pour conséquence de transmettre à tout porteur ultérieur les droits du porteur protégé.

2. Ces droits ne sont pas transmis à un porteur ultérieur si celui-ci :

- a) A participé à une opération qui donne naissance à une action ou à une exception relative à l'effet;
- b) A été antérieurement porteur de l'effet, mais non porteur protégé.

Article 28

Tout porteur est présumé être un porteur protégé, sauf preuve contraire.

Section 2. Obligations des parties

A. Dispositions générales

Article 29

1. Sous réserve des dispositions des articles 30 et 32, nul n'est obligé par un effet s'il ne l'a pas signé.

2. Quiconque signe un effet d'un nom qui n'est pas le sien est obligé comme s'il avait signé de son nom.

Article 30

La contrefaçon d'une signature sur un effet n'oblige pas la personne dont la signature a été contrefaite. Néanmoins, cette personne, lorsqu'elle a accepté d'être engagée par la signature contrefaite ou donné des raisons de croire que la signature était la sienne, est obligée comme si elle avait signé elle-même l'effet.

Article 31

1. En cas d'altération du texte d'un effet :
 - a) Les signataires postérieurs à cette altération sont obligés par l'effet dans les termes du texte altéré;
 - b) Les signataires antérieurs le sont dans les termes du texte original. Toutefois, le signataire qui a lui-même procédé à l'altération, qui l'a autorisée ou qui y a consenti est obligé dans les termes du texte altéré.
2. Sauf preuve contraire, toute signature est réputée avoir été donnée après l'altération.
3. Toute modification de l'engagement écrit assumé par un signataire quelconque sur l'effet, à quelque titre que ce soit, est considérée comme altération.

Article 32

1. L'effet peut être signé par un représentant.
2. La signature apposée sur un effet par un représentant ayant le pouvoir de signer pour le compte d'un représenté et indiquant sur l'effet qu'il signe en cette qualité pour le représenté dénommé, ou la signature d'un représenté apposée sur un effet par un représentant ayant le pouvoir de le faire, oblige le représenté et non pas le représentant.
3. La signature apposée sur un effet par une personne en qualité de représentant mais qui n'a pas le pouvoir de signer ou qui dépasse ce pouvoir, ou par une personne qui a le pouvoir de signer mais qui n'indique pas sur l'effet qu'elle signe en qualité de représentant pour une personne dénommée, ou qui indique sur l'effet qu'elle signe en qualité de représentant, mais sans nommer la personne qu'elle représente, oblige la personne qui signe et non pas la personne qu'elle prétend représenter.
4. La qualité de représentant de la personne apposant sa signature sur un effet est uniquement déterminée d'après les mentions portées sur l'effet.
5. Une personne qui est obligée en vertu du paragraphe 3 et qui paie l'effet a les mêmes droits qu'aurait eus le prétendu représenté, s'il avait lui-même payé cet effet.

Article 33

L'ordre de payer contenu dans la lettre de change n'emporte pas de plein droit cession au bénéficiaire de la provision fournie par le tireur au tiré.

B. Du tireur

Article 34

1. Le tireur s'oblige, en cas de refus d'acceptation ou de refus de paiement de la lettre de change et si le protêt requis a été dressé, à payer au porteur ou à tout endosseur ou à tout avaliseur qui paie la lettre de change conformément à l'article 66 le montant de la lettre ainsi que tous les intérêts et frais qui peuvent être réclamés en vertu des dispositions des articles 66 ou 67.

2. Le tireur peut exclure ou limiter son obligation personnelle en ce qui concerne l'acceptation ou le paiement par une stipulation expresse portée sur la lettre de change. Cette stipulation n'a d'effet qu'à l'égard du tireur. Une stipulation excluant ou limitant les obligations en ce qui concerne le paiement n'a d'effet que si un autre signataire est ou devient obligé en vertu de la lettre de change.

C. Du souscripteur

Article 35

1. Le souscripteur s'oblige à payer au porteur ou à tout endosseur ou à tout avaliseur qui paie le billet à ordre conformément à l'article 66, le montant du billet selon les termes de ce billet ainsi que tous les intérêts et frais qui peuvent être réclamés en vertu des dispositions des articles 66 ou 67.

2. Le souscripteur ne peut pas exclure ou limiter son obligation personnelle par une stipulation portée sur le billet. Toute stipulation faite en ce sens est sans effet.

D. Du tiré et de l'accepteur

Article 36

1. Le tiré n'est pas obligé par la lettre de change tant qu'il ne l'a pas acceptée.

2. L'accepteur s'oblige à payer au porteur ou à tout signataire qui paie la lettre de change conformément à l'article 66, le montant de la lettre de change selon les termes de son acceptation ainsi que tous les intérêts et frais qui peuvent être réclamés en vertu des dispositions des articles 66 ou 67.

Article 37

L'acceptation doit être écrite sur la lettre de change et peut être exprimée :

- a) Par la signature du tiré, accompagnée du mot "accepté" ou de toute autre expression équivalente; ou
- b) Par la simple signature du tiré.

Article 38

1. Un effet incomplet qui satisfait aux conditions à l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article premier peut être accepté par le tiré avant que le tireur ne l'ait signé ou alors qu'il demeure incomplet à d'autres égards. Dans un tel cas, l'article 11 s'appliquera à l'effet complété par le tireur ou une autre personne.
2. Une lettre de change peut être acceptée avant ou après l'échéance ou à l'échéance ou après avoir été refusée à l'acceptation ou au paiement.
3. Lorsqu'une lettre de change payable à un certain délai de vue ou devant être présentée à l'acceptation avant une date spécifiée est acceptée, l'accepteur doit indiquer la date de son acceptation; s'il ne le fait pas, le tireur ou le porteur peuvent y inscrire la date de l'acceptation.
4. Si une lettre de change payable à un certain délai de vue est refusée à l'acceptation et que le tiré l'accepte ultérieurement, le porteur est en droit d'exiger que l'acceptation soit datée du jour du refus d'acceptation.

Article 39

1. L'acceptation doit être sans réserve. L'acceptation est avec réserve si elle est conditionnelle ou modifie les termes de la lettre de change.
2. Si le tiré stipule sur la lettre de change que son acceptation est avec réserve :
 - a) Il est néanmoins tenu dans les termes de son acceptation avec réserve;
 - b) La lettre est considérée comme refusée à l'acceptation.
3. Une acceptation pour une partie seulement du montant de la lettre est une acceptation avec réserve. Si le porteur y consent, la lettre est considérée comme refusée seulement pour le reste de son montant.
4. Une acceptation indiquant que le paiement sera effectué à une adresse spécifiée ou par un représentant spécifié n'est pas une acceptation avec réserve, pour autant que :
 - a) Le lieu où le paiement doit être effectué ne soit pas changé; et que
 - b) La lettre n'ait pas été tirée payable par un autre représentant.

E. De l'endosseur

Article 40

1. L'endosseur s'oblige, en cas de refus d'acceptation ou de paiement de l'effet et si le protêt requis a été dressé, à payer au porteur ou à tout endosseur ultérieur ou à l'avaliseur dudit endosseur qui paie l'effet conformément à l'article 66, le montant de l'effet ainsi que tous les intérêts et frais qui peuvent être réclamés en vertu des dispositions des articles 66 ou 67.

2. L'endosseur peut exclure ou limiter son obligation personnelle par une stipulation expresse portée sur l'effet. Cette stipulation n'a d'effet qu'à l'égard de cet endosseur.

F. Du cédant par endossement ou par simple remise

Article 41

1. Sauf convention contraire, toute personne qui transmet un effet par endossement et par remise ou par simple remise assure au porteur à qui elle le transmet que :

- a) Cet effet ne porte aucune signature contrefaite ou apposée sans pouvoir;
- b) Cet effet n'a pas été altéré;
- c) Au moment de la cession, elle n'a connaissance d'aucun fait de nature à compromettre le droit du cessionnaire au paiement de l'effet, à l'encontre de l'accepteur, ou dans le cas d'une lettre de change non acceptée, du tireur, ou à l'encontre du souscripteur d'un billet.

2. La responsabilité du cédant en vertu du paragraphe 1 n'est encourue que si le cessionnaire a reçu l'effet sans avoir connaissance du fait donnant lieu à une telle responsabilité.

3. Lorsque la responsabilité du cédant est engagée en vertu du paragraphe 1, le cessionnaire peut, contre restitution de l'effet, recouvrer même avant l'échéance le montant qu'il a payé au cédant, augmenté des intérêts calculés au taux spécifié à l'article 66.

G. De l'avaliseur

Article 42

1. Le paiement d'un effet, que celui-ci ait été accepté ou non, peut être garanti pour tout ou partie de son montant pour le compte d'un signataire ou du tiré. L'aval peut être donné par toute personne, qu'elle soit déjà signataire ou non.

2. L'aval est écrit sur l'effet ou sur une allonge.

3. L'aval est exprimé par les mots "bon pour garantie", "aval", "bon pour aval", ou toute autre formule équivalente, accompagnés de la signature de l'avaliseur.

4. L'aval peut être donné par une simple signature. A moins qu'il n'apparaisse que le contexte s'y oppose :

- a) Une simple signature au recto de l'effet d'une personne autre que le tireur ou le tiré est un aval;
- b) La simple signature du tiré au recto de l'effet est une acceptation; et
- c) Une simple signature au verso de l'effet, autre que celle du tiré, est un endossement.

5. Un avaliseur peut indiquer la personne dont il s'est porté garant. A défaut de cette indication, l'aval est donné pour l'accepteur ou le tiré s'il s'agit d'une lettre de change, et pour le souscripteur, s'il s'agit d'un billet à ordre.

6. Un avaliseur ne peut faire valoir comme exception à sa responsabilité le fait qu'il a signé l'effet avant que celui-ci n'ait été signé par la personne dont il s'est porté garant, ou alors que l'effet était incomplet.

Article 43

1. Sauf stipulation contraire de sa part sur l'effet, l'avaliseur est obligé par l'effet dans la même mesure que le signataire dont il s'est porté garant.

2. Lorsque la personne pour laquelle il s'est porté garant est le tiré, l'avaliseur s'engage à payer la lettre à l'échéance.

Article 44

1. Le paiement d'un effet par l'avaliseur conformément à l'article 68 libère le signataire dont il s'est porté garant sur l'effet à concurrence du montant payé.

2. L'avaliseur qui paie l'effet peut invoquer les droits y afférents contre le signataire garanti et contre les signataires qui sont obligés envers ce dernier en vertu de l'effet.

CHAPITRE V. PRESENTATION, REFUS D'ACCEPTATION OU DE PAIEMENT, ET RECOURS

Section 1. Présentation à l'acceptation et refus d'acceptation

Article 45

1. La lettre de change peut être présentée à l'acceptation.

2. Une lettre de change doit être présentée à l'acceptation :

a) Lorsque le tireur a stipulé dans la lettre qu'elle doit être présentée à l'acceptation; ou

b) Lorsque la lettre est tirée à un certain délai de vue; ou

c) Lorsque la lettre est payable en un lieu autre que celui de la résidence ou de l'établissement du tiré, sauf s'il s'agit d'une lettre payable à vue.

Article 46

1. Le tireur peut stipuler sur la lettre que celle-ci ne doit pas être présentée à l'acceptation avant une date déterminée ou avant la survenance d'un événement déterminé. Sauf lorsqu'une lettre de change doit être présentée à l'acceptation en vertu du paragraphe 2 de l'article 45, le tireur peut stipuler qu'elle ne doit pas être présentée à l'acceptation.

2. Si la lettre de change a été présentée à l'acceptation malgré la stipulation autorisée au paragraphe 1 et que l'acceptation est refusée, le tireur, l'endosseur et leurs avaliseurs ne sont pas responsables du refus d'acceptation.

3. L'acceptation donnée par le tiré malgré la stipulation interdisant la présentation à l'acceptation produit ses effets.

Article 47

La présentation d'une lettre de change à l'acceptation se fait selon les règles suivantes :

- a) Le porteur doit présenter la lettre au tiré, un jour ouvrable, à une heure raisonnable;
- b) La lettre tirée sur plusieurs personnes peut être présentée à l'une quelconque d'entre elles, à moins qu'une stipulation expresse de la lettre n'en dispose autrement;
- c) La lettre peut être présentée à une personne ou à une autorité autre que le tiré si cette personne ou autorité est habilitée, en vertu du droit applicable, à accepter la lettre;
- d) Si la lettre est payable à jour fixe, la présentation à l'acceptation doit être faite au plus tard le jour de l'échéance;
- e) La lettre de change payable à vue ou à un certain délai de vue doit être présentée à l'acceptation dans un délai d'un an à compter de sa date;
- f) Lorsque le tireur a stipulé dans la lettre une date ou un délai pour la présentation à l'acceptation, la lettre doit être présentée à cette date ou dans ce délai.

Article 48

1. L'inaccomplissement de la présentation obligatoire à l'acceptation dans le délai stipulé dans la lettre est excusé s'il est dû à des circonstances indépendantes de la volonté du porteur et que celui-ci ne pouvait ni éviter ni surmonter. Quand la cause de l'inaccomplissement disparaît, la présentation doit être faite avec la diligence d'usage.

2. Le porteur est dispensé de présenter la lettre à l'acceptation, même lorsque la présentation à l'acceptation est obligatoire si le tiré est décédé ou n'a plus la libre administration de ses biens en raison de son insolvabilité, ou est une personne fictive ou une personne qui n'a pas la capacité d'être obligée par la lettre en tant qu'accepteur ou si le tiré est une société, une association ou une autre personne morale qui a cessé d'exister.

3. Si la présentation obligatoire à l'acceptation ne peut être accomplie dans le délai prévu à l'alinéa d) ou à l'alinéa e) de l'article 47 en raison de circonstances indépendantes de la volonté du porteur et que celui-ci ne pouvait ni éviter ni surmonter, le porteur est dispensé de l'obligation de présenter la lettre à l'acceptation.

Article 49

A défaut de présentation à l'acceptation d'une lettre de change qui doit être présentée à cette fin, le tireur, les endosseurs et leurs avaliseurs ne sont pas obligés par la lettre.

Article 50

1. L'acceptation est réputée refusée :

- a) Lorsque, sur présentation régulière, le tiré refuse expressément d'accepter la lettre, ou lorsque l'acceptation ne peut être obtenue avec une diligence raisonnable, ou lorsque le porteur ne peut obtenir l'acceptation à laquelle il a droit en vertu de la présente Convention;
- b) S'il y a dispense de présentation à l'acceptation conformément à l'article 48, à moins que la lettre ne soit effectivement acceptée.

2. En cas de refus d'acceptation, le porteur peut :

- a) Sous réserve des dispositions de l'article 55, exercer immédiatement son droit de recours contre le tireur, les endosseurs et leurs avaliseurs;
- b) Exercer immédiatement son droit de recours contre l'avaliseur du tiré.

Section 2. Présentation au paiement et refus de paiement

Article 51

La présentation d'un effet au paiement se fait selon les règles suivantes :

- a) Le porteur doit présenter l'effet au tiré, à l'accepteur ou au souscripteur, un jour ouvrable, à une heure raisonnable;
- b) La lettre de change tirée sur plusieurs personnes ou acceptée par plusieurs personnes, ou le billet à ordre souscrit par plusieurs personnes, peut être présentée à l'une quelconque d'entre elles, à moins qu'une stipulation expresse de l'effet n'en dispose autrement;
- c) En cas de décès du tiré, de l'accepteur ou du souscripteur, l'effet doit être présenté aux personnes qui, en vertu de la loi applicable, sont ses héritiers ou les personnes habilitées à administrer sa succession;
- d) La présentation au paiement peut se faire à une personne ou une autorité autre que le tiré, l'accepteur ou le souscripteur si cette personne ou autorité est habilitée, en vertu de la loi applicable, à payer l'effet;
- e) L'effet qui n'est pas payable à vue doit être présenté au paiement à l'échéance ou le premier jour ouvrable qui suit;
- f) L'effet qui est payable à vue doit être présenté au paiement dans le délai d'un an à compter de sa date;
- g) Un effet doit être présenté au paiement :

- i) Au lieu indiqué dans l'effet; ou
- ii) A défaut de cette indication, à l'adresse du tiré, de l'accepteur ou du souscripteur indiquée sur l'effet; ou
- iii) A défaut d'indication du lieu de paiement et de l'adresse du tiré, de l'accepteur ou du souscripteur, au principal établissement ou à la résidence habituelle du tiré, de l'accepteur ou du souscripteur;
- h) Un effet présenté auprès d'une chambre de compensation est dûment présenté au paiement si la législation du lieu où est située la chambre de compensation ou les règles ou les usages de ladite chambre de compensation le permettent.

Article 52

1. Le retard dans la présentation au paiement est excusable s'il est dû à des circonstances indépendantes de la volonté du porteur et que celui-ci ne pouvait ni éviter ni surmonter. Lorsque la cause du retard cesse d'exister, l'effet doit être présenté avec toute la diligence raisonnable.

2. L'obligation de présenter l'effet au paiement cesse :

- a) Si le tireur, un endosseur ou un avaliseur dispense expressément de cette présentation; cette dispense :
 - i) Si elle est donnée sur l'effet par le tireur, oblige tout signataire ultérieur et vaut à l'égard de tout porteur;
 - ii) Si elle est donnée sur l'effet par un signataire autre que le tireur, n'oblige que son auteur mais vaut à l'égard de tout porteur;
 - iii) Si elle est donnée en dehors de l'effet, n'oblige que son auteur et ne vaut qu'à l'égard du porteur en faveur duquel elle a été donnée;
- b) Si, l'effet n'étant pas payable à vue, la cause du retard persiste plus de 30 jours après l'échéance;
- c) Si, l'effet étant payable à vue, la cause du retard persiste plus de 30 jours après l'expiration du délai prescrit pour la présentation au paiement;
- d) Si le tiré, le souscripteur ou l'accepteur n'a plus la libre administration de ses biens en raison de son insolvabilité, ou est une personne fictive ou une personne qui n'a pas la capacité de payer l'effet, ou si le tiré, le souscripteur ou l'accepteur est une société, une association ou autre personne morale qui a cessé d'exister;
- e) S'il n'existe aucun lieu où l'effet doit être présenté conformément à l'alinéa g) de l'article 51.

3. L'obligation de présenter l'effet au paiement cesse également, en ce qui concerne la lettre de change, s'il a été dressé protêt faute d'acceptation.

Article 53

1. A défaut de présentation régulière d'une lettre de change au paiement, le tireur, les endosseurs et leurs avaliseurs ne sont pas obligés par l'effet.

2. A défaut de présentation régulière d'un billet à ordre au paiement, les endosseurs et leurs avaliseurs ne sont pas obligés par l'effet.

3. Le défaut de présentation d'un effet au paiement ne libère pas l'accepteur ou le souscripteur ou leurs avaliseurs ou l'avaliseur du tiré de leurs obligations en vertu de l'effet.

Article 54

1. Le paiement est réputé refusé :

- a) Lorsque le paiement est refusé à la présentation régulière ou lorsque le porteur ne peut obtenir le paiement auquel il a droit en vertu de la présente Convention;
- b) S'il y a dispense de présentation au paiement conformément au paragraphe 2 de l'article 52 et que l'effet est impayé à l'échéance.

2. En cas de refus de paiement de la lettre de change, le porteur peut, sous réserve des dispositions de l'article 55, exercer son droit de recours contre le tireur, les endosseurs et leurs avaliseurs.

3. En cas de refus du paiement du billet à ordre, le porteur peut, sous réserve des dispositions de l'article 55, exercer son droit de recours contre les endosseurs et leurs avaliseurs.

Section 3. Recours

A. Protêt

Article 55

En cas de refus d'acceptation ou de paiement d'un effet, le porteur ne peut exercer son droit de recours que lorsque l'effet a été régulièrement protesté, conformément aux dispositions des articles 56 à 58.

Article 56

1. Le protêt est une constatation du refus d'acceptation ou de paiement, établie au lieu où l'effet a été refusé, et signée et datée par une personne habilitée à cette fin par la loi de ce lieu. Il indique :

- a) Le nom de la personne à la requête de laquelle l'effet est protesté;
- b) Le lieu du protêt; et

- c) La demande faite et, le cas échéant, la réponse donnée ou le fait que le tiré, l'accepteur ou le souscripteur n'a pu être localisé.

2. Le protêt peut être :

- a) Porté sur l'effet lui-même ou sur une allonge; ou
- b) Etabli sous forme de document indépendant, auquel cas il doit clairement identifier l'effet qui en fait l'objet.

3. A moins que l'effet ne stipule qu'un protêt doit être dressé, le protêt peut être remplacé par une déclaration écrite sur l'effet, signée et datée par le tiré, l'accepteur, le souscripteur, ou en cas de domiciliation chez une personne nommément désignée, par le domiciliataire, et constatant le refus d'acceptation ou de paiement.

4. Une déclaration faite conformément au paragraphe 3 est réputée constituer un protêt aux fins de la présente Convention.

Article 57

- 1. Le protêt faute d'acceptation d'une lettre de change doit être dressé le jour où l'acceptation est refusée ou dans les deux jours ouvrables qui suivent.
- 2. Le protêt faute de paiement d'un effet doit être dressé le jour où le paiement est refusé ou dans les deux jours ouvrables qui suivent.

Article 58

1. Le retard dans l'établissement du protêt est excusable s'il est dû à des circonstances indépendantes de la volonté du porteur et que celui-ci ne pouvait ni éviter ni surmonter. Lorsque la cause du retard cesse d'exister, le protêt doit être dressé avec toute la diligence raisonnable.

2. L'obligation de dresser protêt faute d'acceptation ou de paiement cesse :

- a) Si le tireur, un endosseur ou un avaliseur dispense expressément du protêt; cette dispense :
 - i) Si elle est donnée sur l'effet par le tireur, oblige tout signataire ultérieur et vaut à l'égard de tout porteur;
 - ii) Si elle est donnée sur l'effet par un signataire autre que le tireur, n'oblige que son auteur mais vaut à l'égard de tout porteur;
 - iii) Si elle est donnée en dehors de l'effet, n'oblige que son auteur et ne vaut qu'à l'égard du porteur en faveur duquel elle a été donnée;
- b) Si la cause du retard dans l'établissement du protêt, aux termes du paragraphe 1, persiste plus de 30 jours après la date du refus;
- c) En ce qui concerne le tireur d'une lettre de change, lorsque le tireur et le tiré ou accepteur sont la même personne;

- d) En cas de dispense de présentation à l'acceptation ou au paiement conformément aux articles 48 ou 52, paragraphe 2.

Article 59

1. Si une lettre de change qui doit être protestée faute d'acceptation ou de paiement n'est pas régulièrement protestée, le tireur, les endosseurs et leurs avaliseurs ne sont pas obligés en vertu de la lettre.
2. Si un billet à ordre qui doit être protesté faute de paiement n'est pas régulièrement protesté, les endosseurs et leurs avaliseurs ne sont pas obligés en vertu du billet.
3. Le défaut de protêt ne libère pas l'accepteur ou le souscripteur ou leurs avaliseurs, ou l'avaliseur du tiré de leurs obligations en vertu de l'effet.

B. Avis du refus d'acceptation ou de paiement

Article 60

1. Lorsqu'une lettre de change est refusée à l'acceptation ou au paiement, le porteur doit donner avis du refus au tireur, aux endosseurs et à leurs avaliseurs.
2. Lorsqu'un billet à ordre est refusé au paiement, le porteur doit donner avis du refus aux endosseurs et à leurs avaliseurs.
3. Un endosseur ou un avaliseur qui a reçu notification du refus doit en donner avis au signataire obligé en vertu de l'effet qui le précède immédiatement.
4. L'avis de refus produit effet à l'égard de tout signataire ayant en vertu de la lettre ou du billet un droit de recours contre le signataire à qui la notification a été adressée.

Article 61

1. L'avis du refus d'acceptation ou de paiement n'est soumis à aucune condition de forme mais il doit identifier l'effet et indiquer que celui-ci a été refusé. Le renvoi de l'effet suffit, pourvu que celui-ci soit accompagné d'une déclaration indiquant qu'il a été refusé.
2. L'avis du refus d'acceptation ou de paiement est régulièrement donné s'il est communiqué ou envoyé au signataire auquel le refus doit être notifié par un moyen approprié aux circonstances, que ce signataire l'ait reçu ou non.
3. Il incombe à la personne qui est tenue de donner avis de prouver qu'elle l'a dûment fait.

Article 62

L'avis du refus d'acceptation ou de paiement doit être donné dans les deux jours ouvrables qui suivent :

- a) Le jour du protêt ou, en cas de dispense de protêt, le jour du refus d'acceptation ou de paiement;
- b) Le jour de la réception de l'avis donné par un autre signataire.

Article 63

1. Le retard dans la communication de l'avis est excusable s'il est dû à des circonstances indépendantes de la volonté du porteur et que celui-ci ne pouvait ni éviter ni surmonter. Quand la cause du retard cesse d'exister, l'avis doit être donné avec toute la diligence raisonnable.

2. L'obligation de donner avis cesse :

- a) Si, avec toute la diligence raisonnable, l'avis ne peut être donné;
- b) Si le tireur, un endosseur ou un avaliseur dispense expressément de cet avis; cette dispense :
 - i) Si elle est donnée sur l'effet par le tireur, oblige tout signataire ultérieur et vaut à l'égard de tout porteur;
 - ii) Si elle est donnée sur l'effet par un signataire autre que le tireur, n'oblige que son auteur mais vaut à l'égard de tout porteur;
 - iii) Si elle est donnée en dehors de l'effet, n'oblige que son auteur et ne vaut qu'à l'égard du porteur en faveur duquel elle a été donnée;
- c) En ce qui concerne le tireur d'une lettre de change, si le tireur et le tiré ou l'accepteur sont la même personne.

Article 64

Le fait de ne pas donner avis du refus d'acceptation ou de paiement rend la personne qui est tenue en vertu de l'article 60 de donner cet avis à un signataire en droit de le recevoir responsable du préjudice que ledit signataire peut subir de ce fait, sans que le montant des dommages-intérêts puisse dépasser le montant prévu en vertu des articles 66 ou 67.

Section 4. Montant à payer

Article 65

Le porteur peut exercer ses droits découlant de l'effet contre l'un quelconque des signataires obligés en vertu de l'effet, ou contre plusieurs ou contre tous, sans être tenu d'observer l'ordre dans lequel ils se sont obligés.

Article 66

1. Le porteur peut réclamer à tout signataire obligé en vertu de l'effet :

- a) A l'échéance : le montant de l'effet avec intérêts, si un intérêt a été stipulé;

b) Après l'échéance :

- i) Le montant de l'effet avec intérêts, si un intérêt a été stipulé, jusqu'à la date de l'échéance;
- ii) S'il a été stipulé un intérêt pour la période postérieure à l'échéance, les intérêts au taux stipulé, ou, à défaut d'une telle stipulation, les intérêts au taux spécifié au paragraphe 2, calculés sur le montant spécifié à l'alinéa précédent, à partir de la date de la présentation;
- iii) Les frais de protêt ainsi que ceux des avis donnés par le porteur;

c) Avant l'échéance :

- i) Le montant de la lettre de change avec intérêts, si un intérêt a été stipulé, jusqu'à la date du paiement, déduction faite d'un escompte pour la période allant de la date du paiement à celle de l'échéance, calculé conformément au paragraphe 3;
- ii) Les frais de protêt ainsi que ceux des avis donnés par le porteur.

2. Le taux annuel d'intérêt est celui qui serait applicable si une action en justice était intentée dans la juridiction où l'effet est payable.

3. Aucune disposition du paragraphe 2 ne fait obstacle à ce qu'un tribunal accorde des dommages-intérêts ou une réparation pour la perte additionnelle subie par le porteur en raison d'un retard de paiement.

4. L'escompte est calculé au taux officiel (taux d'escompte) ou à tout autre taux approprié analogue en vigueur à la date du recours au lieu où le porteur a son principal établissement ou, s'il n'y a pas d'établissement, sa résidence habituelle, ou à défaut d'un tel taux, à un taux raisonnable compte tenu des circonstances.

Article 67

Le signataire qui a payé l'effet conformément à l'article 66 peut réclamer aux signataires obligés envers lui :

- a) L'intégralité de la somme qu'il a été tenu de payer conformément à l'article 66 et qu'il a effectivement payée;
- b) Les intérêts de ladite somme au taux spécifié au paragraphe 2 de l'article 66, à partir de la date où il a effectué le paiement;
- c) Les frais des avis qu'il a donnés.

CHAPITRE VI. LIBERATION

Section 1. Libération par paiement

Article 68

1. Un signataire est libéré de ses obligations en vertu de l'effet quand il paie au porteur ou à un signataire ultérieur qui a payé et reçu l'effet le montant dû conformément aux articles 66 ou 67 :

- a) A l'échéance ou après l'échéance; ou
- b) Avant l'échéance, après refus d'acceptation.

2. Le paiement effectué avant l'échéance dans des conditions autres que celles stipulées à l'alinéa b) du paragraphe 1 ne libère pas le signataire qui fait ce paiement de ses obligations en vertu de l'effet, sauf à l'égard de la personne qui a reçu le paiement.

3. Un signataire n'est pas libéré de ses obligations s'il paie un porteur qui n'est pas un porteur protégé alors qu'il sait au moment où il paie qu'un tiers a fait valoir un droit valable sur l'effet, ou que le porteur a volé l'effet ou a contrefait la signature du bénéficiaire ou d'un endossataire, ou a participé au vol ou à la contrefaçon.

4. a) Celui qui reçoit le paiement d'un effet doit, sauf convention contraire, remettre :

- i) Au tiré effectuant le paiement, l'effet;
 - ii) A toute autre personne effectuant le paiement, l'effet, un compte acquitté et tout protêt;
- b) Dans le cas d'un effet payable par versements à échéances successives, le tiré ou un signataire effectuant un paiement, autre que le dernier versement, peut exiger qu'il soit fait mention de ce paiement sur l'effet et que quittance lui en soit donnée;
- c) Si, lorsqu'un effet payable par versements à échéances successives est refusé à l'acceptation ou au paiement pour l'un quelconque de ses versements, un signataire effectue ledit versement, le porteur qui le reçoit doit remettre à ce signataire une copie certifiée conforme de l'effet et tout protêt authentique nécessaire au signataire pour exercer un droit sur l'effet.
- d) Celui à qui le paiement est demandé peut différer ce paiement si la personne qui le demande ne lui remet pas l'effet. Le fait de différer le paiement dans ces conditions ne constitue pas un refus de paiement au sens de l'article 54;
- e) Si le paiement est effectué mais que la personne, autre que le tiré, qui effectue ce paiement n'obtient pas l'effet, cette personne est libérée de ses obligations, sans que cela constitue une exception opposable à un porteur protégé.

Article 69

1. Le porteur n'est pas tenu d'accepter un paiement partiel.
2. Si le porteur n'accepte pas le paiement partiel qui lui est offert, il y a refus de paiement de l'effet.
3. Si le porteur accepte un paiement partiel du tiré, de l'avaliseur du tiré, de l'accepteur ou du souscripteur :
 - a) L'avaliseur du tiré, l'accepteur ou le souscripteur est libéré de ses obligations à concurrence du montant payé; et
 - b) Le paiement pour le surplus est réputé refusé.
4. Si le porteur accepte un paiement partiel d'un signataire de l'effet autre que le tiré, l'accepteur, le souscripteur ou l'avaliseur du tiré :
 - a) La personne qui effectue le paiement est libérée de ses obligations à concurrence du montant payé; et
 - b) Le porteur doit remettre audit signataire une copie certifiée conforme de l'effet, et tout protêt authentique nécessaire à ce signataire pour exercer un droit sur l'effet.
5. Le tiré ou le signataire qui effectue un paiement partiel peut exiger que mention en soit faite sur l'effet et que quittance lui en soit donnée.
6. Lorsque le solde est payé, la personne qui le reçoit et qui est en possession de l'effet doit remettre au payeur l'effet acquitté et tout protêt authentique.

Article 70

1. Le porteur peut refuser de recevoir le paiement en un lieu autre que celui où l'effet a été présenté au paiement conformément à l'article 51.
2. Si tel est le cas et si le paiement n'est pas effectué au lieu où l'effet a été présenté au paiement conformément à l'article 51, le paiement est réputé refusé.

Article 71

1. L'effet doit être payé dans la monnaie dans laquelle il est libellé.
2. Lorsque le montant d'un effet est libellé dans une unité monétaire de compte au sens du paragraphe 11 de l'article 4 et que l'unité monétaire de compte est transférable entre la personne effectuant le paiement et la personne le recevant, le paiement s'effectue par transfert de l'unité monétaire de compte, à moins que l'effet ne spécifie une monnaie de paiement. Si l'unité monétaire de compte n'est pas transférable entre les personnes susvisées, le paiement s'effectue dans la monnaie spécifiée sur l'effet ou, si la monnaie de paiement n'est pas spécifiée, dans la monnaie du lieu de paiement.

3. Le tireur ou le souscripteur peuvent indiquer sur l'effet que le paiement doit être effectué dans une monnaie spécifiée autre que la monnaie dans laquelle l'effet est libellé. Dans ce cas :

- a) L'effet doit être payé dans la monnaie spécifiée;
- b) La somme à payer doit être calculée d'après le taux de change indiqué sur l'effet. A défaut d'une telle indication, la somme à payer doit être calculée d'après le taux de change pour les effets à vue (ou, à défaut d'un tel taux, d'après le taux de change ordinaire approprié) en vigueur à la date de l'échéance :
 - i) En vigueur au lieu où l'effet doit être présenté au paiement conformément à l'alinéa g) de l'article 51, si la monnaie spécifiée est celle de ce lieu (monnaie locale); ou
 - ii) Fixé conformément aux usages du lieu où l'effet doit être présenté au paiement conformément à l'alinéa g) de l'article 51, si la monnaie spécifiée n'est pas celle dudit lieu;
- c) S'il y a refus d'acceptation, la somme à payer doit être calculée :
 - i) Si le taux de change est indiqué sur l'effet, d'après le taux indiqué;
 - ii) Si aucun taux de change n'est indiqué sur l'effet, au choix du porteur, d'après le taux de change en vigueur à la date du refus d'acceptation ou à la date du paiement effectif;
- d) S'il y a refus de paiement, la somme à payer doit être calculée :
 - i) Si le taux de change est indiqué sur l'effet, d'après le taux indiqué;
 - ii) Si aucun taux de change n'est indiqué sur l'effet, au choix du porteur, d'après le taux de change en vigueur à la date de l'échéance ou à la date du paiement effectif.

4. Aucune disposition du présent article n'interdit à un tribunal d'accorder des dommages-intérêts en cas de perte subie par un porteur par suite de fluctuations des taux de change si cette perte résulte d'un refus d'acceptation ou de paiement.

5. Le taux de change en vigueur à une date déterminée est le taux de change en vigueur, au choix du porteur, au lieu où l'effet doit être présenté au paiement conformément à l'alinéa g) de l'article 51 ou au lieu du paiement effectif.

Article 72

1. Aucune disposition de la présente Convention n'empêche un Etat contractant d'appliquer les règles concernant le contrôle des changes en vigueur sur son territoire et des dispositions relatives à la protection de sa monnaie, y compris les règles qu'il est tenu de respecter en vertu des accords internationaux auxquels il est partie.

2. a) Si, en application du paragraphe 1 du présent article, un effet tiré dans une monnaie qui n'est pas celle du lieu de paiement doit être payé en monnaie locale, la somme à payer doit être calculée d'après le taux de change pour les effets à vue (ou, à défaut d'un tel taux, d'après le taux de change ordinaire approprié) en vigueur à la date de la présentation au lieu où l'effet doit être présenté au paiement conformément à l'alinéa g) de l'article 51;
- b) i) S'il y a refus d'acceptation, la somme à payer doit être calculée, au choix du porteur, d'après le taux de change en vigueur à la date du refus d'acceptation ou à la date du paiement effectif;
- ii) S'il y a refus de paiement, la somme à payer doit être calculée, au choix du porteur, au taux de change en vigueur à la date de la présentation ou à la date du paiement effectif;
- iii) Les paragraphes 3 et 4 de l'article 71 sont applicables le cas échéant.

Section 2. Libération d'un signataire antérieur

Article 73

1. Lorsqu'un signataire est libéré de la totalité ou d'une partie de ses obligations en vertu de l'effet, tout signataire qui a un droit sur l'effet contre lui est libéré de ses obligations dans la même mesure.

2. Lorsque le tiré règle la totalité ou une partie du montant de la lettre de change au porteur ou à tout signataire qui a payé la lettre conformément à l'article 66, tous les signataires de ladite lettre sont libérés de leurs obligations dans la même mesure, excepté lorsque le tiré paie au porteur qui n'est pas un porteur protégé alors qu'il sait au moment où il paie qu'un tiers a fait valoir un droit sur l'effet, ou que le porteur a volé l'effet ou contrefait la signature du bénéficiaire ou d'un endossataire, ou a participé au vol ou à la contrefaçon.

CHAPITRE VII. PERTE DE L'EFFET

Article 74

1. En cas de perte d'un effet par suite de destruction, de vol ou de toute autre manière, la personne ayant perdu l'effet a, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, le même droit au paiement que si elle en avait eu possession et le signataire auquel le paiement est demandé ne peut exciper du fait que la personne demandant le paiement de l'effet n'en a pas la possession.

2. a) La personne qui demande le paiement d'un effet perdu doit indiquer par écrit au signataire auquel elle demande le paiement :

- i) Les éléments de l'effet perdu correspondant aux prescriptions des paragraphes 2 et 3 de l'article premier; à cette fin, la personne qui demande le paiement de l'effet perdu peut présenter au signataire une copie dudit effet;

- ii) Les faits indiquant qu'elle aurait eu le droit de recevoir le paiement dudit signataire si elle avait eu possession de l'effet;
- iii) Les circonstances qui empêchent la production de l'effet;
- b) Le signataire auquel le paiement d'un effet perdu est demandé peut exiger de la personne qui demande le paiement de constituer une sûreté pour le garantir du préjudice qu'il pourrait subir du fait du paiement ultérieur de l'effet perdu;
- c) La nature et les modalités de la sûreté doivent être déterminées d'un commun accord entre la personne qui demande le paiement et le signataire auquel le paiement est demandé. A défaut d'accord, le tribunal peut déterminer si une sûreté est requise et dans l'affirmative en définir la nature et les modalités;
- d) S'il ne peut être donné de sûreté, le tribunal peut ordonner au signataire auquel le paiement est demandé de consigner le montant de l'effet perdu, ainsi que tous les intérêts et frais pouvant être réclamés en vertu des articles 66 ou 67, auprès du tribunal ou de toute autre autorité ou institution compétente, et fixer la durée de la consignation. Celle-ci vaut paiement à la personne qui l'a demandé.

Article 75

1. Le signataire qui a payé un effet perdu et à qui l'effet est ultérieurement présenté au paiement par une autre personne doit notifier ladite présentation à celui auquel il a payé l'effet.
2. Cette notification doit être adressée le jour où l'effet est présenté ou dans les deux jours ouvrables qui suivent et indiquer le nom de la personne ayant présenté l'effet ainsi que la date et le lieu de la présentation.
3. Le défaut de notification rend le signataire qui a payé l'effet perdu responsable de tout préjudice que celui auquel il a payé l'effet peut subir de ce fait, sans que le montant des dommages-intérêts puisse dépasser le montant prévu en vertu des articles 66 ou 67.
4. Le retard dans la notification est excusable s'il est dû à des circonstances indépendantes de la volonté de la personne ayant payé l'effet perdu et que celle-ci ne pouvait ni éviter ni surmonter. Lorsque la cause du retard disparaît, la notification doit être faite avec toute la diligence raisonnable.
5. Il y a dispense de notification lorsque la cause du retard persiste au-delà de 30 jours après la date à laquelle la notification aurait dû être faite au plus tard.

Article 76

1. Le signataire qui a payé, conformément aux dispositions de l'article 74, un effet perdu et qui est par la suite mis en demeure de payer l'effet et qui le paie effectivement, ou celui qui, en raison de la perte de l'effet, perd son droit de recouvrement auprès de tout signataire obligé envers lui, a droit :

- a) Si une sûreté a été donnée, d'en entreprendre la réalisation; ou
- b) Si le montant de l'effet a été consigné auprès du tribunal ou de toute autre autorité ou institution compétente, de réclamer le montant consigné.

2. La personne qui a fourni une sûreté conformément aux dispositions de l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 74 peut demander la mainlevée de ladite sûreté si le signataire au profit duquel la sûreté a été fournie ne court plus le risque de subir de préjudice en raison de la perte de l'effet.

Article 77

L'effet perdu est régulièrement protesté si la personne qui en demande le paiement utilise à cette fin un écrit satisfaisant aux prescriptions de l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 74.

Article 78

La personne qui reçoit, conformément aux dispositions de l'article 74, le paiement d'un effet perdu doit remettre au signataire qui en a payé le montant l'écrit établi en vertu de l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 74, dûment acquitté par elle, et tout protêt ainsi qu'un compte acquitté.

Article 79

1. Le signataire ayant payé, conformément aux dispositions de l'article 74, un effet perdu, a les mêmes droits que s'il avait été en possession de l'effet.

2. Ledit signataire ne peut exercer ses droits que s'il est en possession de l'écrit acquitté visé à l'article 78.

CHAPITRE VIII. PRESCRIPTION

Article 80

1. Le droit d'action découlant d'un effet ne peut plus être exercé après l'expiration d'un délai de quatre ans :

- a) Contre le souscripteur d'un billet à ordre payable à vue ou son avaliseur, à compter de la date du billet;
- b) Contre l'accepteur, ou le souscripteur d'un effet payable à échéance déterminée, ou leur avaliseur, à compter de la date de l'échéance;
- c) Contre l'accepteur d'une lettre de change payable à vue, à compter de la date à laquelle elle a été acceptée, ou, en l'absence d'une telle date, à compter de la date de l'effet;

- d) Contre le tireur, l'endosseur ou leur avaliseur, à compter de la date du protêt pour refus d'acceptation ou de paiement, ou, en cas de dispense de protêt, de la date du refus.

2. Si un signataire a payé l'effet conformément à l'article 66 ou 67 dans l'année qui précède l'expiration du délai visé au paragraphe 1 du présent article, il peut exercer son droit d'action contre tout signataire obligé envers lui dans un délai d'un an à compter de la date à laquelle il a payé l'effet.

ANNEXE II

Liste des documents de la session

A. Documents de distribution générale

- A/CN.9/272 Ordre du jour provisoire
- A/CN.9/273 Rapport du Groupe de travail des effets de commerce internationaux sur les travaux de sa quatorzième session (Vienne, 9-20 décembre 1985)
- A/CN.9/274 Projet de convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux : texte du projet d'articles tel que révisé par la Commission à sa dix-septième session et par le Groupe de travail des effets de commerce internationaux à ses treizième et quatorzième sessions
- A/CN.9/275 Rapport du Groupe de travail des pratiques en matière de contrats internationaux sur les travaux de sa neuvième session (New York, 6-17 janvier 1986)
- A/CN.9/276 Rapport du Groupe de travail du nouvel ordre économique international sur les travaux de sa huitième session (Vienne, 17-27 mars 1986)
- A/CN.9/277 Travaux futurs dans le domaine du nouvel ordre économique international
- A/CN.9/278 Transferts électroniques de fonds
- A/CN.9/279 Incidences juridiques du traitement automatique de l'information
- A/CN.9/280 Coordination des travaux : activités des organisations internationales concernant certains aspects de l'arbitrage
- A/CN.9/281 Activités courantes des organisations internationales concernant l'harmonisation et l'unification du droit commercial international
- A/CN.9/282 Formation et assistance
- A/CN.9/283 Etat des conventions
- A/CN.9/284 Bibliographie de publications récentes concernant les travaux de la CNUDCI
- A/CN.9/285 Projet de convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux : réponse aux demandes du Groupe de travail des effets de commerce internationaux

B. Documents à distribution restreinte

- A/CN.9/XIX/CRP.1 et Add.1 à 20 Projet de rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa dix-neuvième session
- A/CN.9/XIX/CRP.2 Proposition d'un groupe de travail ad hoc
- A/CN.9/XIX/CRP.3 Proposition d'un groupe de travail ad hoc
- A/CN.9/XIX/CRP.4 Proposition d'un groupe de travail ad hoc
- A/CN.9/XIX/CRP.5 Proposition du représentant du Mexique
- A/CN.9/XIX/CRP.6 Proposition du représentant du Royaume-Uni
- A/CN.9/XIX/CRP.7 Proposition du représentant de la France
- A/CN.9/XIX/CRP.8 Proposition du représentant du Japon
- A/CN.9/XIX/CRP.9 Proposition du représentant du Japon
- A/CN.9/XIX/CRP.10 Proposition de l'observateur du Fonds monétaire international
- A/CN.9/XIX/CRP.11 Proposition d'un groupe de travail ad hoc
- A/CN.9/XIX/CRP.12 et Add.1 et 2 Modifications proposées par le Groupe de rédaction
- A/CN.9/XIX/CRP.13 Proposition d'un groupe de travail ad hoc
- A/CN.9/XIX/CRP.14 Proposition du représentant des Etats-Unis
- A/CN.9/XIX/CRP.15 Proposition des représentants du Japon et des Pays-Bas
- A/CN.9/XIX/CRP.16 Projet de convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux [texte révisé par la Commission à cette session et reproduit à l'annexe I au présent rapport]

C. Documents d'information

- A/CN.9/XIX/INF./1 Liste des participants

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
